Sociologie du travail de mémoire albanais à l'heure de l'intégration européenne.

Dispositifs, acteurs, publics.

Éloi Bitri

Dirigé par Sarah Gensburger

Département de Sociologie
Sciences Po

Mémoire remis pour l'obtention du
Master de sociologie

École de la recherche

18 Mai 2025

A la mémoire de Caci et de Zoica.

Të paharruar nga fëmijet.

Avertissement

Ce travail respecte la charte de l'intégrité académique de Sciences Po ainsi que les règles en vigueur concernant l'usage des IA génératives, des logiciels de correction et des outils de traduction (voir Annexe B). Ce document fait 249 807 signes, espaces compris et en excluant la bibliographie et les annexes, respectant ainsi la limite indiquée de 250 000 signes.

Éloi Bitri
18 Mai 2025

Remerciements

Je tiens à sincèrement remercier toutes les personnes qui m'ont accompagné dans cette première recherche.

Merci à Sarah Gensburger pour avoir accepté de diriger ce mémoire sur la mémoire. C'était une chance pour moi d'être ainsi accompagné dans l'élaboration de cette enquête, et je lui sais gré de ses conseils avisés, de sa considération, de sa grande intelligence et de son soutien moral dans cet exercice qui a pu parfois être difficile. Il va sans dire que sans elle ce travail n'aurait pas été possible.

Merci aux membres de mon jury : Jérôme Aust, Sylvain Brunier et Vincent Antonin Lépinay pour leur lecture de mon mémoire et pour me donner l'opportunité de discuter de mon premier travail scientifique.

Ce travail n'aurait pas non plus été possible sans les professeurs du Master de Sociologie de Sciences Po. Je tenais à remercier particulièrement Martin Giraudeau pour avoir suivi les instants séminaux de ce mémoire et pour ses conseils avisés, Alexander Kindel pour son aide sur les questions d'analyse de texte, Jérôme Aust pour m'avoir aiguillé dans l'immense littérature sur l'européanisation. Merci enfin aux ingénieurs du médialab, particulièrement Guillaume Plique et Benjamin Ooghe-Tabanou pour leur aide à propos de l'utilisation du brillant outil Hyphe.

Merci à toutes les personnes que j'ai rencontrées sur ce terrain et qui ont été très accueillantes et très positives vis-à-vis de mon sujet. Elles se reconnaîtront, à Paris comme à Tirana.

Merci à mes proches sans qui je n'aurais jamais eu le courage d'écrire ce mémoire. Merci à Gatien pour nos longues discussions, si simples, mais sans lesquelles je n'arriverais que difficilement à penser. Merci à Alice, qui n'a jamais manqué de mots encourageants à l'égard de ce travail, pour son accompagnement sans faille. Merci à Balthazar, qui arrive toujours à faire ressortir ma joie de vivre et ma bonne humeur à travers un simple rire. Merci à Matthieu pour ses retours sur mes travaux et son soutien dans ce début de carrière, au sens sociologique, de chercheur. Merci à mes ami.es d'Orléans, Paul, Paul, Alexandre, Mathis, Marin, Esteban, Théo, Laura, Siloé, Aymeric, Kolia et Adrien, bien sûr, pour tout ce qu'ils m'ont apporté.

Merci à mes camarades de promotion qui ont une place particulière dans ce travail. Merci à Colline qui réussit toujours à me rassurer dans les moments de doutes. Merci à Julien de m'accompagner depuis maintenant cinq ans et de me soutenir inlassablement. Merci à Matteo d'avoir toujours cru en mes capacités et de faire ressortir le meilleur de moi-même.

Merci enfin à ma famille. En France, à mes frères, pour leur soutien sans faille. À tout le monde en Albanie, pour m'avoir présenté de la plus belle manière cette *terra incognita* qui n'en est (presque) plus une. *Faleminderit të gjithëve.* Merci enfin à mes parents qui ont toujours eu confiance en moi. Je les sais derrière moi dans toutes les épreuves et leur en serai toujours reconnaissant. *Për Babin : ky disertim është edhe për ty.*

Résumé

Comment l'intégration européenne transforme-t-elle les politiques mémorielles nationales ? En analysant sociologiquement les transformations du "travail mémoriel", compris comme le geste ricoeurien de production de dispositifs mémoriels pacificateurs et les activités des acteurs à l'origine de ces politiques, ce mémoire de recherche se propose de reconstruire les processus concrets de production et de réception des politiques mémorielles dans un contexte d'européanisation. Ce travail se concentre sur les dispositifs, les acteurs et les publics mémoriels en Albanie, pays candidat depuis 2014, et montre, à partir d'une enquête qualitative, que l'intégration mène à une accélération de la production mémorielle en accord avec un "cadre mémoriel européen" – qui rejette à parts égales les totalitarismes fasciste et communiste. Si l'État joue un rôle central dans la formation de ces nouvelles politiques, la société civile – financée par les programmes européens – a un rôle moteur dans leur mise en place et leur extension. Les travailleurs de la mémoire y veillent : bien qu'ils soient avant tout des professionnels rémunérés, ils doublent leur profession d'une vocation en donnant une dimension morale à leur travail par la justification de ces politiques. Une analyse plus fine des publics montre que ces dispositifs, loin de remplir les objectifs quasi inaccessibles de pacification de la société, ne touchent que partiellement la nation albanaise, quand ils ne promeuvent pas, paradoxalement, des groupes d'action fascistes pour leur lutte contre le communisme.

Table des matières

Introduction **1**
1.1 Revue de la littérature 2
1.1.1 L'Union européenne et la mémoire 3
1.1.2 Cadre mémoriel national et cadre mémoriel européen 6
1.1.3 Analyser les politiques de mémoire 8
1.2 Question de recherche 12
1.3 L'Albanie comme étude de cas 13
1.3.1 Expériences totalitaires, problèmes de voisinage et démocratie faible 13
1.3.2 Une brillante trajectoire européenne 14
1.3.3 Passé, présent, futur : Un pays en transition 15
1.4 Méthodologie 16
1.4.1 Une enquête ethnographique 17
1.4.2 Corpus web et analyse de réseau 22
1.5 Plan du mémoire 23

2 Les dispositifs du travail de mémoire albanais **25**
2.1 Un état des lieux de mémoire 26
2.1.1 Les lieux de mémoire physiques 27
2.1.2 Non-lieux de mémoire et enjeux de lieu-de-mémoirisation 34
2.1.3 Des lieux de mémoire immatériels 37
2.2 Les activités mémorielles en Albanie 42
2.2.1 Des activités diversifiées qui respectent le cadre mémoriel européen 42
2.2.2 Traiter avec expertise des questions mémorielles 44
2.3 Commémorer mais vouloir oublier ? Tensions des dé-commémorations 45
2.3.1 Dé-commémorer "à l'européenne" 45
2.3.2 Dé-commémorer radicalement, choquer le cadre européen 48

3 Les acteurs de la mémoire **51**
3.1 Organiser le travail de mémoire 52
3.1.1 Les structures du travail mémoriel 52

3.1.2 Comment fonctionne le réseau mémoriel ? 55
3.2 Les travailleurs de la mémoire 60
3.2.1 Un travail comme un autre : le travail de mémoire comme profession 61
3.2.2 Socialisation, interactions et formations 63
3.2.3 Un travail qui a du sens : le travail de mémoire comme vocation 65

4 Les publics de la mémoire 73
4.1 Les usagers du travail de mémoire 74
4.1.1 Qui sont les publics des lieux de mémoire ? 74
4.1.2 Assister à une activité mémorielle : intérêt et désintérêt 77
4.2 Le public institutionnel des politiques mémorielles 80
4.2.1 Des travailleurs tournés vers le public institutionnel 81
4.2.2 Le travail de mémoire comme performance ? 83
4.3 Quand un travail rate son public : le paradoxe des conséquences 84

Conclusion 89

Bibliographie 91

Annexe A Résumé du terrain 99

Annexe B Utilisation de services tiers 103

FIGURE 1 Représentation de l'Albanie en Europe. Wikimedia Commons (2011)

FIGURE 2 Carte de l'Albanie. University of Texas Libraries (2008)

FIGURE 3 Drapeau de l'Albanie. On y voit l'aigle bicéphale, symbole du pays. Wikimedia Commons (2002)

Introduction

Prologue

Cet été, comme tous les étés, j'ai effectué mon voyage d'un mois en Albanie, voyage rituel que je fais depuis ma naissance. Ayant un père albanais, ce voyage me permettait de voir ma famille et de profiter des plages de la côte de ce "petit" pays des Balkans. L'Albanie était pour moi une *terra incognita* sociologique et, étant éloigné de toute la production intellectuelle albanaise du fait de mes faibles capacités linguistiques d'alors, c'était *presque* une terre "sans-histoire", à la fois sans historicité et sans "problèmes". Mon entrée en sociologie n'a pas tout de suite changé mon regard, mais la mort de ma grand-mère plus tôt dans l'année m'a demandé un effort d'introspection et d'analyse par rapport à cette terre dont je ne connaissais rien et que le monde social semblait si réticent à me faire connaître (à commencer par les Albanais eux-mêmes, toujours étonnés de mon regain d'intérêt pour "mon" pays). Cet effort m'a d'abord décidé à faire un mémoire de sociologie économique sur la question de la privatisation durant la transition. Ainsi, c'est en juillet dernier que mon voyage se voulait, pour la première fois, sociologique. J'ai alors effectué un pas de côté en décidant de rejoindre seul un cousin à la capitale Tirana, que je ne côtoyais d'habitude que pour son aéroport.

Ce voyage m'a bouleversé. Enfin voyais-je l'histoire toute théorique que j'avais apprise dans le supérieur s'inscrire dans la matérialité spatiale et étendue à l'échelle d'une ville entière. C'est à Tirana que j'ai pu observer les vestiges évidents du communisme que je n'avais pas su voir en province avec un regard peu attentif - à l'exception des centaines de bunkers de l'ère hoxhiste qui pavoisaient les campagnes et les villes quand j'étais enfant. J'ai été étonné par les œuvres architecturales et les fresques réalistes socialistes.

En visitant la ville, je suis entré dans un musée et ce fut le moment le plus intense du voyage. Je venais de finir mon stage de recherche à l'ISP [1] où je menais une étude sur les visiteurs du Musée de l'Immigration (MNHI). Les deux mondes que j'avais longtemps gardés séparés se sont alors rencontrés. Le musée en question, *Shtëpia e Gjetheve* (La Maison des Feuilles), est un musée des services secrets Albanais de l'ère hoxhiste, et c'est un véritable *flagship* de l'offre culturelle de la capitale. Cette visite m'a bouleversée, car le musée m'est apparu comme un espace qui était plus

1. *Institut des Sciences Sociales du Politique*, une UMR de l'ENS Paris-Saclay, Nanterre et du CNRS.

un *ailleurs* qu'un *ici*.

Il m'est d'abord apparu loin de l'histoire albanaise que je me la présentais et me la figurais. Le musée insistait sur trois points : la torture comme technique généralisée, la violation des droits de l'homme comme déterminante du régime [2] et le totalitarisme. Dans une salle, on pouvait voir une liste de noms de victimes passées par les camps du régime, à la façon d'un mémorial de la Shoah comme on en verrait à Paris. Ayant entendu en grandissant, dans les années 2000, de grands discours laudatifs sur la période communiste, le contraste était pour moi saisissant. Comment donner sens à l'apparition de tels endroits qui semblent heurter une partie des représentations du monde social ?

Dans sa matérialité, aussi, le musée me paraissait "d'ailleurs". La présentation était de très grande qualité, et la scénographie n'avait rien à envier au MNHI. J'en étais très impressionné. Qui étaient les travailleurs derrière ces salles bien indiquées, ces panneaux en parfait anglais, et cette muséographie touchante et convaincante ?

Le public finissait de me convaincre que je n'étais plus "vraiment" en Albanie. Les visiteurs étaient nombreux mais je n'ai vu des Albanais que pour garder les couloirs, nettoyer et accueillir le public. Dans les salles, on entend des Français, Espagnols, Chinois partager leurs étonnements. À qui est alors vraiment destiné cet endroit ?

Ce musée semblait vouloir accéder à quelque chose qui n'est pas l'Albanie d'aujourd'hui. Dans ce musée, j'y ai vu "plus que ce musée" ; il y avait, certes, une partie de l'histoire de ce pays de 112 ans mais aussi - peut-être - son devenir "européen" qui semblait déjà avoir des effets au présent, ici sur cette politique culturelle qu'est la politique de mémoire. Le cadrage, le matériel, le public : ce n'était pas albanais. Cela se voulait européen, mais est-ce que ça l'était au moins dans une certaine mesure ? Ainsi, cette expérience m'a mené à une question : comment l'intégration européenne, dans ce pays seulement candidat, transforme-t-elle les politiques mémorielles nationales ?

1.1 Revue de la littérature

Ces premières observations doivent être posées avant tout à la littérature afin de produire des éléments de réponse et une problématique véritablement scientifique. La plus forte impression faite par ce musée était l'importance d'une supposée européanité de ces salles qui représentaient une partie de la mémoire nationale albanaise, un extrait de son dispositif mémoriel. Il s'agit alors de partir d'en haut, de l'Europe et de son rapport à la mémoire, pour essayer de comprendre si et comment ce rapport à la mémoire transforme la politique nationale de mémoire albanaise, qu'il conviendra enfin d'analyser sociologiquement.

2. Dans un pays qui allait accueillir, quelques semaines plus tard, des centaines de réfugiés déportés par le gouvernement de Meloni dans des camps construits pour l'occasion.

1.1.1 L'Union européenne et la mémoire

Après avoir expliqué brièvement ce qu'était une politique mémorielle, cette partie soulignera que parler de mémoire européenne ne va pas de soi. Il s'agit de reconstruire ici la trajectoire de ce qui va devenir une politique obligatoire pour les pays candidats, en montrant qu'elle commence par une réflexion de l'Union sur sa propre histoire afin de se légitimer.

Mémoire et politique : première approche

Les rapports entre mémoire et politique ont fait l'objet d'un grand nombre de travaux de sciences sociales. Le premier ensemble de recherches s'est intéressé aux usages politiques du passé dans le cadre de l'État-nation et à la mise en politique de la mémoire (Gensburger, 2023). Ainsi Ranger et Hobsbawm (1984) soulignent, dans leur ouvrage canonique, le processus de construction des traditions pour façonner la mémoire collective et favoriser l'allégeance aux États-nations. *Les Lieux de mémoire* de Pierre Nora (1997) se placent dans ce sillon. Nora y fait l'histoire du "moment mémoire" français qui a débuté dans les années 1980 en décrivant la forte inflation des dispositifs de commémoration, tout en y participant par la publication de ce monument éditorial (Garcia, 2006). Ces travaux tracent les traits d'une politique publique particulière, la politique de mémoire comprise comme un ensemble *"d'actions qui, pour agir sur la société et ses membres et les transformer, mobilisent le rappel du passé"* (Gensburger et Lefranc, 2017). Si, dans le cadre de ces premiers travaux, les usages mémoriels sont définis à l'échelle de l'État, notre étude sort du niveau national pour interroger la mémoire "européenne" ; ce qui est loin d'être évident au vu de la centralité des États-nations sur ces questions.

Mémoire de l'Europe, mémoire européenne

Comme de nombreuses organisations internationales, le rapport au passé a joué un rôle important dans l'implantation du projet européen, et ce, depuis ses premiers jours (Mälksoo, 2023). On a ainsi parlé de "mythe fondateur de l'Europe" pour désigner le récit que l'Europe institutionnelle fait de sa propre création. Selon ce mythe, l'Europe est un projet politique construit sur les ruines des conflits mondiaux de la première moitié du vingtième siècle, particulièrement celui de la Seconde Guerre mondiale (Beattie, 2020; Guisan, 2013). Elle serait une union d'États anciennement antagonistes qui ont mis leurs rivalités et leur nationalisme de côté pour bâtir un projet de paix et de prospérité démocratique et libérale (Della Sala, 2016). Le discours de Schuman du 9 mai 1950 est un élément clef de ce mythe fondateur. Dans ce texte, où il propose d'unir les industries de charbon et d'acier allemande et française, il avance que cette union permettrait de ne plus jamais recommencer une guerre en Europe continentale entre la France et l'Allemagne et inaugure ainsi les débuts du récit européen. Ce discours est commémoré jusqu'à nos jours (Sierp, 2014) et Schuman prend une place particulière dans la mythologie européenne en tant que "père fondateur" - nom accolé par l'Europe institutionnelle à ces hommes illustres tributaires des valeurs

européennes historiques (Lok *et al.*, 2019). Ces rappels au passé européen, institutionnalisés de par leur présence dans de nombreux textes, constituent les premiers pas du développement d'une politique de mémoire à proprement parler.

Mais cette mémoire de l'Europe s'est longtemps limitée à une dimension purement symbolique (Mälksoo, 2023). L'utilisation du rapport au passé change pour l'Europe institutionnelle dans les années 1970. Le choc pétrolier et la crise de légitimité qu'il engendre pousse la Commission Européenne à trouver des nouvelles *raisons d'être* à l'intégration européenne. Ces raisons doivent dépasser la simple croissance économique (Commission of the European Communities, 1972). C'est le sens du mot de Jacques Delors, "on ne tombe pas amoureux d'un marché commun" (Delors, 1996). Suite à ces réflexions, les politiques culturelles se font une place dans l'agenda politique comme source d'unité dans la crise et elles doivent permettre de transcender les difficultés économiques de l'Union (Calligaro, 2014). Les élites politiques européennes cherchent à promouvoir un patrimoine commun à travers des grands programmes comme les Capitales européennes de la culture, lancé en 1985, qui vise à forger une mémoire et une identité européenne commune aux différents pays (Patel, 2013). La mémoire européenne devient un projet utopique d'union des peuples à travers la mémoire, projet qui serait réalisable en constituant la mémoire comme une catégorie d'action publique européenne à part entière (Pistan, 2020). On passe ainsi d'un rapport au passé consistant en une apologie de la mémoire de l'Europe à la tentative de construire une mémoire européenne par des politiques publiques, des politiques de mémoire. Il s'agit désormais d'en explorer le contenu.

De l'hégémonie de la Shoah à la mémoire du totalitarisme : la construction d'un "cadre mémoriel européen"

Dans les années 1990 ce projet s'accélère considérablement. La fin de la guerre froide et la circulation internationale des idées sur la Shoah dans les années 1980 transforme le contenu de la mémoire européenne en lançant chez les États d'Europe Occidentale une réflexion sur le rapport au passé et une réactivation des notions de responsabilité et de culpabilité vis-à-vis des exactions du vingtième siècle (Mälksoo, 2023). On assiste aussi, comme l'atteste la formule "moment mémoriel" de Nora (1997), à un fort regain d'intérêt pour la mémoire (Gensburger et Lefranc, 2017). C'est dans ce cadre que se développe à l'échelle européenne l'idée selon laquelle la Shoah est le mal absolu qu'il faut ériger en référence pour l'identité démocratique Européenne (Assmann, 2010; Jeffrey, 2012; Judt, 2006; Levy et Sznaider, 2002; Littoz-Monnet, 2013). La littérature parle d'une place "hégémonique" de la Shoah dans le discours mémoriel européen de cette époque (Littoz-Monnet, 2012). Le rôle de la Shoah comme catalyseur des valeurs unificatrices de l'Europe est devenu évident lors du Forum international de Stockholm de 2000 (Kroh, 2008). Les dirigeants de 45 pays y affirment que l'Europe s'arrête là où le "caractère sans précédent de la Shoah" et sa "signification universelle" comme "repère de la compréhension du mal humain" ne sont pas reconnus (IHRA, 2000). C'est le premier jet de ce que la littérature appelle le "cadre mémoriel

européen", un ensemble de soft-laws, de déclarations et de décisions des différentes instances européennes qui constituent les attitudes partagées par l'Europe sur le passé de ses États membres (Milošević et Touquet, 2018; Milošević et Trošt, 2021).

Le "big bang" - entrée rapide dans l'Union de nombreux pays dits de "l'Est" dans les années 2000 - remet en cause l'hégémonie de la Shoah dans le cadre mémoriel (Mälksoo, 2023). Les expériences historiques des nouveaux diffèrent de celles de leurs homologues de l'Europe occidentale. Après avoir vécu 40 ans dans des dictatures communistes, des États comme la Pologne et la Hongrie sont récalcitrants à avouer une responsabilité collective vis-à-vis de l'Holocauste (Grabowski, 2016; Pető, 2019, 2021; Ray et Kapralski, 2019). Les débats houleux précédant la résolution de 2005 sur le 60e anniversaire de la fin de la guerre l'attestent (Perchoc, 2014). En conséquence, ces pays développent un cadrage mémoriel alternatif en renvoyant dos à dos le nazisme et le stalinisme comme deux formes de mal absolu. Cette vision est consacrée par la déclaration de Prague adoptée par le Parlement européen en 2009 (Neumayer, 2015). Elle conduit à la création d'une journée européenne du souvenir commémorant les victimes du stalinisme et du nazisme. La date choisie est particulièrement symbolique : le 23 août, date de l'anniversaire du pacte Ribbentrop-Molotov qui - dans la symbolique - permet de faire le lien entre les deux expériences totalitaires du siècle dernier. Les débats ont été complexes et la déclaration est critiquée pour son nivellement entre communisme et nazisme (Ghodsee, 2014). La littérature a longtemps fait valoir qu'elle était une représentation des concurrences mémorielles entre Europe de l'Est et de l'Ouest (Hilmar, 2020; Kaiser et Storeide, 2018; Littoz-Monnet, 2012, 2013), autrement dit que la position de la déclaration de Stockholm était incompatible avec la déclaration de Prague. Si logiquement cela pourrait être le cas, des travaux récents analysant les appels d'offres de la Commission pour des projets mémoriels montrent que le cadre mémoriel européen s'unifie dans les faits au cours des années 2010 autour d'une critique du totalitarisme (Van De Putte, 2024a). Cette notion permet de faire le pont entre les deux "blocs" mémoriels européens. Ce faisant, elle respecte le premier objectif des politiques européennes de mémoire, l'unification des peuples européens autour d'une mémoire commune. Elle permet aussi, selon l'UE, de renforcer l'État de droit dans les pays membres via le rappel des exactions passées, ce qui était un objectif depuis l'intégration de la Shoah au contenu du "cadre mémoriel". Cela a justifié d'en faire progressivement un critère obligatoire pour accéder à l'UE.

La mémoire comme critère "mou" d'accession à l'Union

On l'a vu, sans abandonner l'esprit de Stockholm qui - consistait à avancer que le travail de mémoire sur la Shoah était nécessaire pour tout pays européen - les transformations du cadre mémoriel des années 2000 et 2010 l'ont étendu à la question du totalitarisme. La littérature montre que si une transformation des récits mémoriels dans les États candidats n'était pas nécessaire *de jure* pour leur intégration à l'Union européenne, elle est depuis les années 2000 une obligation *de facto*. On a ainsi parlé d'un critère "mou" (*soft*) pour les pays désireux d'accéder au statut d'État membre (Droit, 2009). En effet, les conditions d'accès à l'Union - définies par les Critères de

Copenhague (Conseil Européen, 1993) - incluent l'existence "*d'institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect et la protection des minorités*". Ce critère implique, dans les faits, une politique mémorielle en phase avec le cadre mémoriel européen. Ainsi, l'Europe, se plaçant comme faiseuse de paix dans les Balkans occidentaux, attend ces pays au tournant pour qu'ils réforment leur discours national afin de permettre une bonne entente entre futurs voisins européens. Les réactions institutionnelles très positives à la visite de l'ancien président et actuel premier ministre de la Serbie, Alexandre Vucic, à la commémoration des massacres de Srebrenica en 2015, attestent de ce critère tacite mais bien réel, initié il y a une vingtaine d'années (Milošević et Trošt, 2021).

1.1.2 Cadre mémoriel national et cadre mémoriel européen

Le panorama ainsi tiré de la mémoire européenne ne permet pas d'appréhender l'implémentation effective des principes généraux définis sur des décennies par l'Europe institutionnelle. Il s'agit donc maintenant d'essayer d'éclairer conceptuellement les mécanismes qui assurent la rencontre entre un cadre local et un cadre international, c'est-à-dire de s'outiller afin de comprendre ces politiques spécifiques que sont les politiques européennes de mémoire.

Des politiques de mémoire "outsourcées" ?

Dans une perspective d'analyse de l'administration de la mémoire (McQuaid et Gensburger, 2019) il faut se pencher sur les outils à la disposition de l'Europe institutionnelle pour que se réalise localement le contenu du cadre mémoriel européen. Un travail récent (Van De Putte, 2024b) avance que l'Europe institutionnelle utilise un ensemble d'ONGs et d'associations locales ou transnationales pour implémenter ces politiques dans ce qui pourrait s'assimiler à un *outsourcing*. L'auteur mène son étude via un des programmes phare qui permet de financer localement des initiatives mémorielles : l'Europe for Citizens Programme. Ce programme de la Commission Européenne finance des activités de la société civile dans les pays de l'Union ou en périphérie. La condition étant que ces initiatives fassent écho au cadre précédemment défini (*ibidem*). Ainsi, si l'idée générale de la politique publique est imaginée par l'Europe institutionnelle, elle est effectivement réalisée par des ONGs mandatés par des appels d'offres qui les réalisent sur place. Dans son étude de cas, Van de Putte analyse par exemple une représentation nationale d'EuroClio, association qui fédère tous les professeurs d'histoire de toute l'Europe géographique à travers ses antennes nationales. Un des organismes traités par notre enquête est son antenne albanaise, EuroClio Albania.

Van De Putte (2024b) souligne très justement l'activation de réseaux mémoriels divers pour mettre en place les politiques censées assurer la mise en place du cadre européen. Il explique que l'UE utilise cette pratique car elle n'a pas à sa disposition d'organismes qui puissent assurer l'implémentation de ces politiques, notamment un ministère de l'instruction publique.

L'Européanisation des politiques de mémoire

Si l'approche par *outsourcing* permet de faire la lumière sur une des formes d'implémentation des politiques mémorielles européennes, elle ne peut suffire pour cette enquête et doit être augmentée par la littérature spécialisée sur l'UE pour trois raisons. D'abord, elle ne permet pas de réfléchir aux effets de l'Union européenne sur les politiques de mémoire locales et nationales si elles ne sont pas financées ou mandatées par celle-ci. Ensuite, elle ne permet pas de comprendre dans leur singularité les rapports de forces et les dynamiques entre les pays candidats à l'Union européenne et l'UE. Enfin, elle ne nous offre qu'une explication fonctionnelle à l'absence de politiques de mémoire locales gérées intégralement par l'Union. Or il s'agit, plus que d'une limite fonctionnelle, d'une caractéristique inhérente à ces politiques "pas comme les autres" (Hassenteufel et Surel, 2000) que sont les politiques européennes - qui ont de fortes spécificités institutionnelles. Si cette approche n'est pas à totalement mettre de côté dans la suite de l'enquête, on gagnerait à envisager les politiques de mémoire locales et nationales sous le prisme de l'européanisation des politiques publiques.

Les travaux sur les États candidats à l'Union soulignent les transformations profondes que cette candidature a sur l'ensemble du spectre des politiques publiques, au-delà des régulations formellement "obligatoires" que ces États ont à mener pour accéder au statut d'État membre de l'UE (Schimmelfennig, 2005). C'est notamment le propos de la littérature de l'Européanisation comme élargissement (*Europeanisation as enlargment*) : les États se transforment à la fois par des incitations, la conditionnalité, mais aussi par la socialisation aux normes européennes (Börzel et Risse, 2012). Si cette littérature a pu être critiquée car elle ferait de l'UE un "professeur" face à des États passifs (Slootmaeckers, 2017), elle souligne néanmoins l'intérêt d'étudier un pays comme l'Albanie à travers cette notion, bien que l'Albanie ne soit pas encore membre. L'européanisation se concentre sur les changements politiques induits à l'échelle nationale par le contexte européen et sur les logiques d'interaction entre les deux niveaux de gouvernement, dépassant la contradiction entre les niveaux d'analyse qui a longtemps structuré la réflexion du champ des études européennes (Saurugger, 2010). Dans ce travail, on se propose de reprendre la définition classique donnée par Featherstone et Radaelli (2003) qui décrivent l'européanisation comme :

> [un] processus de construction, de diffusion et d'institutionnalisation de règles formelles et informelles, de procédures, de paradigmes de politiques publiques, de styles, de 'façons de faire', de croyances partagées et de normes, qui sont dans un premier temps définis et consolidés au niveau européen, puis incorporés dans la logique des discours, des identités, des structures politiques et des politiques publiques au niveau national.

Cette définition permet d'appréhender les activités européennes non comme des impositions d'un organisme supérieur à une entité inférieure, mais comme des échanges asymétriques mais complexes entre le cadre mémoriel national et le cadre européen qui se transforment l'un

l'autre (Milošević et Touquet, 2018). Cette remarque nous permet d'ailleurs de dépasser la logique fonctionnaliste de l'approche par l'*outsourcing*. En effet, l'européanisation est un produit du cadre institutionnel européen qui, comme "première forme politique non étatique produisant des politiques publiques légitimes" (Muller, 1999), doit faire face à un déficit de légitimité dans la réalisation de ses politiques publiques. Le processus d'européanisation permet de légitimer les activités des acteurs européens en implémentant les politiques publiques via une forme de gouvernance, c'est-à-dire "un processus de coordination d'acteurs publics et privés, de groupes sociaux, d'institutions [destiné à] atteindre des buts propres discutés et définis collectivement dans des environnements fragmentés, incertains" (Le Galès, 2015). On retrouve ici un autre principe explicatif convaincant au recours à l'*oustourcing* qui, loin d'être la seule forme d'implémentation de politique européenne dans le cadre de la mémoire, n'est en réalité qu'une forme d'européanisation.

Ainsi, réfléchir à travers cette notion permettra d'interroger "ce qu'il y a d'Europe" dans la mémoire locale, pour reprendre le mot de Romain Pasquier, en insistant sur les processus de transmission de fonds, de techniques et d'idées entre les différentes échelles. Bieber (2018) souligne que la littérature n'a pas encore su explorer "le processus de production d'espaces relationnels caractérisés par des relations asymétriques où les idées, les règles et les normes sont construites, transférées, implémentées, adoptées et rejetées" et cette étude ambitionne de répondre à ce manque. Pour ce faire, il convient de savoir analyser les politiques mémorielles avec des outils *sociologiques*.

1.1.3 Analyser les politiques de mémoire

L'approche sociologique des politiques de mémoire a été décisive pour comprendre les effets, supposés comme réels, de ces initiatives. Notre enquête fait le choix épistémologique de poursuivre cette approche, en menant une analyse de l'administration de la mémoire particulièrement attentive aux "travailleurs" qui assurent la mise en place de ces dispositifs.

Mémoire et politique : une approche sociologique

Nous l'avons vu, les rapports entre mémoire et politique se sont renforcés mondialement dans les années 80. *Les lieux de mémoire* de Nora (1997) se sont donnés l'objectif de proposer une nouvelle mémoire partagée alors que, selon Nora, les années 80 ont été celles de l'apparition d'une mémoire fragmentée et concurrentielle (Nora, 2011; Rothberg, 2009). Au contraire, les travaux de sociologie de la mémoire montrent que la notion s'institutionnalise de plus en plus sur la période - l'œuvre de Pierre Nora y contribuera - avec l'avènement des premières institutions et administrations dédiées à la "mémoire", l'"histoire" ou encore "le passé" selon les contextes nationaux (Gensburger, 2014). Ce décalage doit nous pousser à comprendre le rapport entre mémoire et politique dans une optique sociologique d'analyse de l'action publique; dite "d'administration de la mémoire". Théorisée par McQuaid et Gensburger (2019), cette approche vise à mieux comprendre la coproduction gouvernementale et technocratique des langages politiques de la

mémoire, eux-mêmes façonnés dans le processus d'élaboration des politiques par les pratiques institutionnelles (trans)nationales et les canaux bureaucratiques.

Dire que cette enquête revendique une approche "sociologique" a des conséquences méthodologiques et théoriques. Méthodologique, car adopter une posture sociologique ne va pas de soi depuis l'autonomisation du champ des *memory studies*. La profusion des études sur la mémoire a poussé les auteurs du champ à revendiquer non seulement un objet mais aussi une méthode particulière afin d'étudier la "mémoire collective". Ces travaux se déclarent *en masse* de l'héritage de Halbwachs (1997), figure importante de la sociologie du début du vingtième siècle, qui défendait pourtant *d'expliquer le social par le social*, le fait social par la sociologie. Comme sociologue, revendiquer une autonomie méthodologique est une erreur et cette enquête s'inscrit dans la tradition qui revient à son précepte. En rupture avec une partie du champ, ce sont ces outils sociologiques qui sont mobilisés pour étudier le fait social qu'est la mémoire (Gensburger, 2016). Théoriquement, c'est assumer d'emprunter une "tierce position" entre les analyses normatives et philosophiques - quoique parfois critiques - du bien-fondé du devoir de mémoire [3] et celle de l'histoire de la mémoire qui analyse l'évolution historique des représentations *à la Nora* (Gensburger et Lavabre, 2005). Face aux premiers, il s'agit de se désintéresser de toutes les fictions qui entourent les politiques de mémoire, car comme le dit justement Lavabre (1994) dans l'Introduction du *Fil Rouge* à propos de la mémoire du PCF, "l'existence d'une mémoire historique et d'un devoir de mémoire ne permet pas de présumer que les mémoires individuelles seront conformes à la norme explicitée par la groupe". Pour les seconds, cela revient à s'intéresser aux questions des pratiques sociales concrètes qui font la présence du passé dans les sociétés contemporaines (Gensburger, 2013).

Effets supposés et effets réels des politiques de mémoire

S'éloigner d'une approche fictionnelle et normative de l'objet pousse à poser des questions simples : Que vise une politique de mémoire? Et, question qui a fait l'objet de trop peu de recherches (David, 2020a), ont-elles les résultats qu'elles escomptent? Cela revient à éclairer le paradigme dans lequel s'inscrivent les politiques de mémoire contemporaines, c'est-à-dire définir les visions abstraites de la société du législateur, l'ensemble d'hypothèses et de lois qui opérationnalisent ces principes et les dispositifs spécifiques nécessaires à la réalisation des objectifs fixés (Hall, 1989). Dans *The Past can't heal us*, Lea David (2020a) parle de *moral remembrance* pour évoquer le paradigme mémoriel actuel. Il est mondialisé, standardisé et pousse à une homogénéisation institutionnelle et à une imitation des normes dans l'espace mondial. Schématiquement, la *moral remembrance* vise une société pacifiée, démocratique et défendant les droits de l'homme. Selon ce paradigme, une mémorialisation correcte est *essentielle* pour "soigner" les sociétés des traumatismes et de la violence passées. Leur hypothèse, inquestionnée voire inquestionnable

3. On peut citer les travaux classiques d'Adorno (1986), de Ricœur (2006) ou ceux plus critiques de Todorov (1993). Pour une revue des différents "paradigmes" conceptuels de la mémoire, voir Lavabre (2007).

(David, 2020a), est que la mémorialisation est capitale pour la démocratie et les droits humains, comme le montre le modèle onusien depuis 2014 (United Nations General Assembly, 2014). Le paradigme repose sur trois principes centraux qui permettront *in fine* de soigner les sociétés : faire face au passé, respecter le devoir de mémoire et rendre justice aux victimes. Les outils sont divers : construction de "lieux de mémoire", commémorations, journées de mémoire, etc. Autant de dispositifs particuliers qui forment le dispositif mémoriel national. Selon David, qui travaille sur des pays d'ex-Yougoslavie en voie d'européanisation, la démarche mémorielle européenne est construite autour de ce paradigme et suit sa logique. On peut ainsi préciser ce qu'on entendra dans ce mémoire par "cadre mémoriel européen". Le cadre mémoriel européen c'est un contenu ainsi qu'un ensemble de principes intangibles. On a vu précédemment que ce contenu était, depuis le big bang, le rejet des deux totalitarismes, fasciste (Nazisme et fascisme italien) et communiste. On peut y ajouter que c'est aussi les trois principes schématiques de la *moral remembrance* : faire face au passé, respecter le devoir de mémoire et rendre justice aux victimes et les protéger.

Mais ce paradigme n'est jamais confronté à la réalité et les rapports de cause à effet qu'il met en jeu semblent évidents sans jamais être prouvés. La littérature montre pourtant que cette vision homogénéisatrice de la gestion mémorielle pose problème (David, 2020b). D'abord, elle est vue comme coercitive par les populations car elle intervient souvent par des accords internationaux - des accords de Dayton, en passant par les traités de paix en ex-Yougoslavie, et dans notre cas l'européanisation - qui heurtent les discours mémoriels des États souverains. Elle est aussi inefficace pour agir sur la violence au sein de la société (Gensburger et Lefranc, 2017), la connaissance du passé ne suffisant pas à l'anéantir, et pour étendre la croyance envers les droits humains, la prégnance des espaces sociaux comme l'État, l'ethnie et la religion empêchant l'intégration forte dans un groupe global abstrait. Certaines études montrent même que ce paradigme a des effets négatifs, comme le renforcement des inégalités en exacerbant les identités des groupes sociaux, voire paradoxaux en renforçant les catégories ethniques et nationales (David, 2020a; Milošević et Touquet, 2018). Dans les Balkans occidentaux, l'extension de ce paradigme par les accords de paix et le processus d'européanisation mène à un regain d'intérêt pour des groupuscules réactionnaires des années 40 car ils "résistaient au communisme" [4]. Globalement, Lea David avance que le sentiment de coercition créé par cet agenda, qui considère implicitement que les notions de bien et de mal vont de soi, met en péril l'idée de corps homogène de la nation.

Partant du constat que les politiques de mémoire ne font pas ce qu'elles déclarent faire, Gensburger et Lefranc (2017) soulignent qu'analyser une politique de mémoire ce n'est pas seulement voir quels objectifs elles atteignent effectivement, c'est aussi regarder les réseaux d'acteurs que ces politiques activent. En mettant en relation de nombreux acteurs, de mondes et de groupes, ces politiques reposent sur une grande diversité de liens qu'il convient de qualifier. Cette diversité est encore plus grande dans le cadre d'une politique européanisée où échangent des agents d'horizons très différents, spatialement et socialement. Ainsi, si la perspective qu'on adopte est une analyse

4. On trouve de nombreux exemples dans l'ouvrage dirigé par Milošević et Trošt (2021)

de l'administration de la mémoire, elle se fait à travers ses administrateurs européanisés qui "travaillent" la mémoire pour réaliser ces politiques et - à travers celles-ci - l'accession à l'Union européenne. On appelle ces administrateurs les "travailleurs de mémoire".

La mémoire comme "travail"

"Travail" et "mémoire", ces deux notions accolées rappellent les travaux de Paul Ricœur, une des grandes figures des trois approches mémorielles avec Halbwachs et Nora (Lavabre (2007). Dans sa perspective, empruntée à la psychanalyse, un "travail" est à mener par les états à la façon d'un travail de deuil pour atteindre une "juste mémoire" en formulant des technologies politiques qui assurent l'apaisement des conflits issus du passé (Ricœur, 2002). Autrement dit, les nations sont identifiées à des individus et elles sont invitées à se souvenir de leurs passés traumatiques, à faire ce travail de mémoire via un ensemble de dispositifs, afin de "guérir" de leurs maux, c'est-à-dire à pacifier la nation dans son ensemble. Avec ce qu'on a dit précédemment, on pourrait reformuler ce que fait l'Union européenne aux pays candidats en soulignant qu'elle les invite à faire ce "travail de mémoire", à produire des dispositifs de rappel sincère du passé afin de guérir leurs maux qui mettent à mal leur démocratie. Si cet ouvrage de Ricœur développe une démarche normative et spéculative, la notion de "travail" pourrait très bien renvoyer à une activité *concrète* et *tangible* : une activité d'individus qui produisent de la richesse. On peut alors inverser la perspective et se pencher sur le travail de mémoire comme l'activité des travailleurs impliqués aux différents niveaux des politiques mémorielles, politiques qui poussent à l'échelle macroscopique à ce que les nations fassent leur "travail de mémoire" au sens ricœurien.

La littérature sur les acteurs de la mémoire qui s'organisent collectivement pour faire valoir un préjudice est abondante (Gensburger, 2011). Michel Pollak (1993), dans une étude séminale sur ce sujet, qualifie *d'entrepreneurs de mémoire* ces agents mémoriels convaincus d'avoir une mission sacrée à accomplir. Mais la littérature a peiné à développer une sociologie fine des acteurs qui interviennent aux différents niveaux des politiques de mémoire. Or, comme le soulignent Gensburger et Lefranc (2017), "les politiques de mémoire ont pour principal effet de vivifier, parfois de susciter, des secteurs professionnels". La profusion de ces politiques - bien qu'elle n'ait pas éradiqué la violence dans la société - a eu pour effet de transformer la mémoire en une "profession comme une autre". L'apparition du *dark tourism*, activité qui consiste à visiter des lieux des "traumatismes" nationaux, a accompagné ce mouvement. Auschwitz en est le meilleur exemple (Crépin et Rouger, 2013).

Cela pousse à s'éloigner de l'analyse de l'exceptionnalité que sous-tend la notion "d'entrepreneurs de mémoire". Pour ses "entrepreneurs de morale", Becker parlait "d'individus entreprenant une *croisade* pour la réforme des mœurs" (Becker, 2024) et Pollack reprend ce registre pour son objet. Pourtant, l'activité du gros des effectifs des administrateurs de la mémoire est largement routinisée et repose sur des techniques, des dispositifs et des savoir-faire stables et partagés (Van De Putte, 2024b). Le "travail de mémoire", c'est-à-dire cette somme d'actes microscopiques qui

produisent le travail de mémoire macroscopique - ie. la politique mémorielle, n'est en fait en grande partie qu'une somme d'actes non-exceptionnels.

Mais la littérature, comme le montre les principes de la *moral remembrance*, souligne que ces activités disent avoir une dimension morale qu'il ne faudrait pas occulter. On peut ainsi se demander à quel point cette dimension entre en jeu dans le travail de mémoire. À ce titre, on gagnerait à séparer conceptuellement pour mieux les penser ensemble les notions de profession et de vocation, cette dernière étant la seule avancée dans les travaux sur les entrepreneurs de mémoire. Weber souligne à travers le concept de *beruf* que les activités comportent une part séculaire, la profession, et une partie morale, la vocation (Weber, 2012). La profession englobe conceptuellement la partie routinisée du travail qui permet une rémunération matérielle, tandis que la vocation correspond à la motivation morale qui justifie le travail (Swedberg et Agevall, 2016). Il faudra donc être attentif à ces deux dimensions, morale et professionnelle, de ce qu'on appelle ici travail de mémoire, au sens microscopique [5].

1.2 Question de recherche

La notion de travail permet de faire le lien entre l'échelle microscopique dont relève l'étude de l'administration de la mémoire et l'échelle macroscopique des grandes orientations des politiques mémorielles européennes qui transforment les politiques mémorielles nationales dans le processus d'européanisation. En effet, le travail de mémoire est finalement conceptuellement deux choses. La première est un phénomène macrosocial, la politique mémorielle albanaise européanisée : l'Europe demande un travail de mémoire à l'Albanie. La seconde est un ensemble de pratiques microsociales, qui désignent les activités des "petites mains", professeurs, coordinateurs, médiateurs... qui réalisent par leur travail professionnel et bénévole le dispositif mémoriel albanais. Ces deux sens sont en fait intimement liés. En effet, comprendre la politique mémorielle nationale passe par l'interrogation des micro-actions des travailleurs qui permettent d'expliquer les dynamiques observées du dispositif mémoriel. Il s'agit donc d'une seule et même réalité sociale que nous interrogeons. Cette double entendre du travail de mémoire permet d'affirmer notre visée sociologique : il s'agira de comprendre une politique mémorielle à travers les concepts de la sociologie de l'action publique, mais aussi celle des organisations et du travail ; le tout formant une sociologie de la mémoire. Ainsi, répondre à la question posée dans le prologue, de comment l'intégration européenne transforme la politique mémorielle nationale albanaise, passe par la compréhension de la transformation du *travail* de mémoire dans sa double-entendre. La revue de la littérature a montré qu'on ne pouvait comprendre les politiques mémorielles qu'en interrogeant les relations qu'elles produisent et que le processus d'européanisation gagnerait à être décrit par

5. Précisons que, selon Weber, le fait que la profession se double de la vocation est partagée par la majorité des agents dans le capitalisme rationalisé (Weber, 2013). Le concept lui permet de montrer que le travail devient une nécessité morale et ce peu importe le contenu réel de la profession. L'utilisation faite ici de ce concept relève plus d'une volonté de séparer le tout du travail de mémoire pour mieux en penser les parties.

des descriptions fines des interactions entre les acteurs des différents niveaux. À ce titre, on peut alors prendre pour problématique : Comment la candidature européenne transforme-t-elle le travail de mémoire albanais ?

Cette question nous invite à réfléchir aux transformations, de forme et de fond, qualitatives et quantitatives, du dispositif mémoriel albanais à l'heure européenne à travers l'analyse de ses représentations concrètes. Elle invite à les comprendre en interrogeant la transformation qu'engendre l'européanisation dans le travail quotidien et les structures dans lesquelles travaillent les travailleurs de la mémoire. Enfin, on a vu dans le prologue que les publics réels de ce travail posaient question ; il s'agira donc aussi de se demander si le travail mémoriel est transformé par une modification fondamentale de ses publics et, plus généralement, comment les travailleurs s'adaptent face à ce public dans ce cadre d'européanisation de la mémoire.

1.3 L'Albanie comme étude de cas

Le cas albanais est propice pour répondre aux questions relevées par la revue de la littérature, à condition de confronter ces questions aux spécificités de notre terrain. Le cas de l'Albanie est pertinent de par son histoire, qui justifierait dans la logique européenne une politique de mémoire importante, et sa brillante trajectoire européenne qui pousse l'État à se conformer aux demandes de Bruxelles. Le tout sera d'avoir à l'esprit que c'est un État en "transition" ce qui implique un rapport particulier au passé et à l'avenir.

1.3.1 Expériences totalitaires, problèmes de voisinage et démocratie faible

Trois éléments justifient un fort dispositif mémoriel en Albanie, en suivant la logique du paradigme de la *moral remembrance* : deux expériences totalitaires, des problèmes de voisinage et une démocratie encore faible.

Au XXème siècle l'Albanie vit à la fois une expérience fasciste et une expérience communiste. En effet, le pays est envahi en 1939 par l'armée italienne qui, profitant de la persistance des structures féodales, contrôle rapidement le pays dans une situation de quasi-colonisation. Les difficultés sur le front Balkanique des Italiens poussent les nazis à reprendre le pays en 1943, où ils forment un gouvernement avec les groupes de résistance d'extrême droite - le *Balli Kombetar* - qui collaborent afin d'éviter la prise de pouvoir des communistes entrés en résistance en 1939. Une division SS sera créée pour fédérer des combattants d'extrême droite albanais, la division Skanderberg, du nom du héros national albanais (Fischer, 1999). Dans cette collaboration, l'unité albanaise se déchire entre communistes et forces nationalistes, voire fascistes. Cependant, et c'est un fait notable, les travaux d'histoire tendent à montrer que la collaboration n'a pas mené de déportation de juifs sur le territoire, et un mythe national se crée autour de l'accueil et le sauvetage des juifs en Albanie (Fischer et Schmitt, 2022). Cette expérience totalitaire mène à une seconde. En 1945, Enver Hoxha, chef de la résistance et du parti communiste, prend le pouvoir et instaure un

régime socialiste autoritaire qu'il dirige jusqu'à sa mort en 1985. Admirateur de Staline, il centralise tous les pouvoirs, abolit la propriété privée, interdit la religion en 1967 (il sera le seul pays au monde à le faire) et met en place un appareil répressif étendu et extrêmement punitif. L'Albanie vit alors dans un isolement croissant, d'abord alignée sur l'URSS, puis sur la Chine, avant de basculer dans une autarcie quasi totale à partir de 1978. Le régime, affaibli par les pénuries et les tensions sociales, s'effondre progressivement après la mort de Hoxha, jusqu'à la chute symbolique de sa statue à Tirana, le 22 février 1992, marquant la fin du système communiste (Abrahams, 2016).

La chute du communisme débouche sur une transition extrêmement douloureuse. Un krach boursier, causé par la corruption généralisée, mène à une situation de quasi-guerre civile en 1997. Encore aujourd'hui, les structures démocratiques trop faibles ont mené à un non-renouvellement de la classe politique et une poignée d'hommes se partagent le pouvoir depuis trente ans (Abrahams, 2016). Ainsi, dimanche 11 mai 2025, Edi Rama (PS, centre-gauche), au pouvoir depuis 2013, est réélu pour quatre ans alors qu'une partie de l'opposition est en prison pour des affaires de corruption (Maillard, 2024). Cette corruption touche aussi le pouvoir en place, en témoigne l'arrestation, pendant l'enquête, du maire PS de Tirana, Erion Veliaj le 10 février dans son bureau, par les forces de gestion de la corruption indépendantes (SPAK) créées en tandem avec l'UE et les États-Unis pour renforcer l'État de droit dans le pays (Shqiptarja.com, 2025b).

Enfin, étant un État des Balkans, l'Albanie vit des relations conflictuelles avec ses voisins. En Grèce, la minorité albanaise proche de Janina a été historiquement mal traitée par les autorités au XXème siècle. Les conflits autour de la question des Albanais du Kosovo a aussi beaucoup tendu les rapports entre l'Albanie et la Serbie, accusée d'avoir mené un génocide contre cette minorité qui ferait partie de la nation albanaise (Fischer et Schmitt, 2022).

Par sa mémoire chargée d'éléments traumatiques, sa démocratie encore faible et ses problèmes de voisinage, l'Albanie est un pays où, dans la logique de la *moral remembrance*, le "travail de mémoire" ricœurien s'impose, surtout dans une situation où l'Albanie désire entrer dans l'UE dans un horizon très proche.

1.3.2 Une brillante trajectoire européenne

En effet, cette mémoire difficile et ces problèmes s'accompagnent d'une brillante dynamique européenne récente. En 1992, après une période d'isolement total, le Président Berisha marque le coup avec une déclaration restée célèbre : "Hello Europe, we hope we find you well" lançant solennellement le "retour" à l'Ouest de l'Albanie. Ce "retour" a débouché sur un rapprochement progressif de l'Albanie de l'Union européenne (Fischer et Schmitt, 2022). L'instabilité du pays dans la décennie 90 avait rendu ce rapprochement timide, avec la signature d'un accord de coopération et de commerce entre l'Union et l'Albanie en 1992 (Abrahams, 2016). Le sommet européen de Thessalonique en juin 2003 reconnaît l'Albanie comme candidate potentielle. Dans les années 2000, l'Albanie renforce son statut d'allié euro-atlantique privilégié avec son entrée dans l'OTAN

en 2009 mais les réformes politiques sont encore jugées insuffisantes. En 2012, la Commission recommande d'octroyer le statut de candidat à l'Albanie, une fois certaines conditions remplies, dont le déroulement démocratique et libre des élections législatives du 23 juin 2013. Les élections mènent au pouvoir Edi Rama, du Parti socialiste, candidat européiste promettant des réformes de fond en vue d'une intégration à l'UE. Cette nouvelle administration, doublée de l'alternance réalisée pacifiquement, permet un nouveau souffle, et le Conseil accorde le statut de pays candidat à l'Albanie en 2014 (Toute l'Europe, 2024). Le gouvernement Rama organise ses réformes afin de préparer au mieux l'intégration européenne, fort d'une aide de 649 millions d'euros de l'UE entre 2014 et 2020 (Haastrup, 2020). En ce qui concerne les politiques de mémoire, cette intégration progressive permet à des acteurs agissant sur le sol albanais d'être financés par le programme Europe for Citizens. La guerre en Ukraine accélère encore les négociations, qui sont ouvertes en juillet 2022, et impose un agenda d'adhésion "très ambitieux" (Maillard, 2024). Les négociations sont organisées dans l'idée d'une entrée dans l'Europe à l'horizon 2030. Edi Rama, réélu pour un quatrième mandat le 11 mai 2025, avance que l'Albanie entrera dans l'Europe en 2030. Cela justifie qu'on parle d'intégration progressive à l'UE, bien que n'étant qu'un candidat (Schimmelfennig, 2005), et cela permet de parler d'européanisation, car l'européanisation est en jeu dès qu'il y a un degré d'intégration (Featherstone et Radaelli, 2003).

L'Albanie développe une forte politique afin d'apparaître comme un "bon élève" auprès de Bruxelles. Tirana a été le foyer de multiples sommets européens ces quatre dernières années. Sur la durée seule de ce terrain, Tirana a été choisie pour le nouveau campus du Collège d'Europe - dédié symboliquement à l'élargissement - et est le foyer du sommet de la communauté politique européenne ce 16 mai 2025. Pour Edi Rama, l'intégration à l'UE est une question de vie et de mort car son capital politique repose sur la bonne tenue de cette accession (Maillard, 2024). Vie et de mort, le mot n'est pas trop fort, car, comme il le déclarait dans un discours public devant Ursula Von der Leyen en 2024 : "pour nos amis nous sommes prêts à aller toujours plus loin, nous sommes prêts même à tuer pour nos amis" (CNA, 2024). Son discours politique veut faire du futur Albanais un futur européen. Ce qui peut paraître paradoxal, c'est que ce futur doit aussi passer par une réforme de la représentation présente de son passé ; ce qui pose la question de la transition dans le contexte albanais.

1.3.3 Passé, présent, futur : Un pays en transition

La transition est le passage d'un état à un autre (Larousse, 2024). La notion est utilisée en science politique depuis les années 1970. Elle cherchait à décrire la fin d'un régime totalitaire, en restant très prudente sur les régimes possibles après ce passage. Dans la littérature de Dankwart Rustow (1971) le processus pouvait déboucher sur une société autoritaire, une autre révolution ou une société démocratique. Le "moment 1989" a transformé ce concept, et on passe d'une "transition de [la dictature]" à une "transition vers [la démocratie]". La science politique cesse d'être prudente sur la finalité de la transition et la production du champ est devenue en partie

normative (Jović, 2010). Dans le même temps, l'économie libérale s'est emparée du concept pour dessiner un horizon inéluctable à l'Europe de l'Est (Savas, 1992), et le terme est rentré plus généralement dans le *zeitgeist* pour définir un processus englobant vécu par tous les pays de l'ex-bloc. Conceptuellement, elle est comprise comme une transformation de l'espace et du temps : elle est le passage d'un régime totalitaire à un régime démocratique, mais aussi - et ce particulièrement dans le cadre européen - le passage de l'Est à l'Ouest pour les pays concernés (Lukić et Maslov, 2014).

Depuis les années 2010, la littérature émet de fortes réserves face au terme, vis-à-vis de son caractère explicatif, émettant l'hypothèse qu'il puisse obérer l'analyse de faits sociaux précis et certains proposent d'abandonner ce terme pour des raisons épistémologiques [6]. Les études mémorielles dans les Balkans occidentaux dépassent le problème en utilisant une définition opératoire et non téléologique de la transition (David, 2020a; McConnell, 2021). Reprenant Prošić-Dvornić (2000), ils définissent la transition - qu'elle soit suite à une situation après la guerre ou après la chute d'un régime dictatorial, socialiste ou non - comme des moments d'instabilité, d'ambiguïté ou de crise, au cours desquels les animosités deviennent particulièrement tendues et marquées par une certaine intolérance. L'Albanie n'est pas encore sortie de cette période d'ambiguïté (Fischer et Schmitt, 2022). L'ancrage du nouveau régime "démocratique" passe aussi par des dé-commémorations (Iacono et Këlliçi, 2016) - des processus dans lesquels les représentations matérielles et publiques du passé sont retirées, détruites ou fondamentalement modifiées (Gensburger et Wüstenberg, 2023) - comme c'est d'ailleurs souvent le cas. On voit ainsi un double mouvement : l'européanisation qui invite à la mémoire du totalitarisme et, de l'autre côté, la transition au régime démocratique qui passe par son relatif oubli dans la mémoire nationale. Quelle est alors la bonne route pour rejoindre l'Ouest ? Il s'agira donc de rester à l'affût des contradictions qui peuvent naître entre ces rapports complexes entre le passé, douloureux, albanais et le futur européen qui semble se profiler ; particulièrement dans notre cadre où ce futur passe par un rappel du passé à l'échelle nationale.

1.4 Méthodologie

Pour répondre aux interrogations issues de la littérature et de ce cas, mon [7] travail repose sur une enquête qualitative et quantitative qui a duré d'août 2024 à mai 2025. Ce mémoire est basé sur cinq semaines de terrain en Albanie, dont plus de deux semaines pendant lesquelles j'ai mené des observations participantes lors d'activités mémorielles, et sur vingt-cinq entretiens. Quatorze d'entre eux sont des entretiens ethnographiques, c'est-à-dire moins dirigés, avec des questions communes mais sans grille prédéfinie, menés sur le terrain afin d'en savoir plus sur les représentations, les affiliations et les origines sociales des acteurs. Les onze autres entretiens

6. Pour une revue de la littérature sur le concept et un argumentaire détaillé vis-à-vis de ses faiblesses, voir Lukić et Maslov (2014)

7. Cette partie traitant de réflexivité, elle est écrite à la première personne du singulier.

sont des entretiens semi-directifs durant entre trente minutes - pour les deux plus courts - et une heure trente. Les entretiens se sont tenus en albanais pour quatre d'entre-eux, en français pour trois d'entre-eux, en anglais pour quatorze d'entre-eux et en albanais et en anglais pour les quatre derniers. Tous les entretiens ont été traduits en essayant de laisser transparaître le niveau de langue et d'aisance de chaque enquêté. L'échantillon contient deux étudiants en histoire, deux fonctionnaires et vingt travailleurs de la mémoire de corps de métiers divers : cadres de direction, conférenciers, chercheurs, médiateurs et professeurs d'histoire.

Cette enquête a été complétée par une analyse de réseau d'hyperliens afin de mettre en exergue les réseaux sociaux structurant les initiatives mémorielles en Albanie. Le corpus final de sites contient 72 pages correspondant à différentes structures professionnelles qui sont des acteurs du travail mémoriel albanais. Une analyse de texte dans deux musées a également été menée. Occasionnellement, j'ai utilisé des archives de journaux ou des archives officielles afin de parfaire ma démonstration.

Le récapitulatif de l'enquête est à retrouver dans l'Annexe A de ce mémoire.

1.4.1 Une enquête ethnographique

L'enquête ethnographique a duré cinq semaines entre juillet 2024 et fin février 2025 en Albanie. Cette démarche s'inscrivait dans une volonté d'observer de près les activités des enquêtés tout en s'immergeant dans les espaces sociaux et géographiques dans lesquels ils évoluent. Ce terrain à l'étranger a répondu à un certain nombre de contraintes, notamment vis-à-vis de mon rapport premier à l'objet, de mon aisance dans la langue, et de mon statut "intermédiaire" face aux enquêtés du fait de mes origines albanaises.

Appréhender au plus près le travail de mémoire

Mon point de départ était l'analyse des formes concrètes des politiques de mémoire en Albanie. Mon premier voyage à Tirana a consisté en la visite de deux lieux de mémoire principaux de la capitale [8] notamment leur agencement, le discours qu'ils développaient mais aussi les actions et interactions des médiateurs et des médiatrices avec les publics sur les lieux. J'ai aussi beaucoup visité le centre-ville historique de Tirana pour y voir les expressions présentes du passé. Ce premier voyage m'a permis seulement d'avoir une idée des formes les plus évidentes - au sens propre, ie. ce qui se donne à avoir - que prennent les politiques de mémoire. C'est tout à fait par hasard, en lisant une biographie d'Enver Hoxha, que j'ai découvert l'existence de la Konrad Adenauer Stiftung (KAS) et de ses activités mémorielles sur place [9]. Par chance, la KAS organisait lors des vacances de la Toussaint une *autumn school* (sic) à l'Université de Tirana pour les étudiants intéressés. Elle

8. Je parle ici du Bunk'Art II ainsi que de la Maison des feuilles. Ce sont les deux grands musées du centre-ville actuellement ouverts qui traitent tout deux du passé communiste Albanais.

9. Cette biographie journalistique française rappelait par moment l'importance du "devoir de mémoire" en Albanie et félicitait un moment le travai d'une fondation - kujto.al - elle même financée par la KAS.

traitait du "totalitarisme albanais". J'ai directement contacté les responsables de l'événement pour savoir si je pouvais y assister et ils ont accepté. J'y ai mené une semaine d'observation participante et effectué une première série d'entretiens, de prises de contact et de visites. Je suis revenu deux semaines entre janvier et février pour continuer à faire des entretiens. Ce second voyage m'a permis de faire des entretiens avec les agents qui ne me répondaient pas par mail, la prise de contact étant plus naturelle dans la vraie vie - particulièrement dans un pays où les boîtes mails sont moins usitées. Enfin, la dernière semaine de terrain se déroulait lors des *Memory days* - on y reviendra - où j'ai accompagné l'équipe française du Mémorial de la Shoah de Paris - que j'avais rencontrée grâce à mon encadrante - pour une formation à Tirana. J'ai profité de cette visite pour participer à d'autres conférences et visiter l'Institut des crimes du communisme albanais (ISSK).

J'ai veillé à avoir plusieurs points d'entrée sur le terrain : contact mail, contacts familiaux, demander directement dans un musée un entretien, publicités sur internet... afin de ne pas finir par analyser qu'un simple microcosme de l'espace social que je voulais étudier. À partir de cette diversification, j'ai demandé aux acteurs de me donner chacun leurs contacts les plus pertinents ce qui m'a permis - par effet de *snowball* - de parler, voire de voir travailler une majeure partie du champ qui est finalement un champ fortement connecté.

Si je me suis progressivement rapproché au plus près des acteurs et de leurs actions concrètes face à leurs publics (étudiants, professeurs, citoyens, hommes politiques [10]), mon exploration du champ n'a pas pu être systématique. J'ai dû juguler des contraintes temporelles - ayant des périodes de cours et une *deadline* pour mon enquête - et des contraintes spatiales - je ne pouvais pas me loger hors de Tirana ou de sa périphérie pour des raisons logistiques. Cela n'a pas posé de problème pour mon dispositif : la majorité des initiatives mémorielles se trouvent à Tirana (Le Devehat, 2020) et mon travail à Fier [11] et dans sa périphérie m'a permis d'apprécier à quoi peuvent ressembler les initiatives ou les non-initiatives locales.

Étendre l'enquête avec des observations diffuses

J'ai toujours veillé à ce que mes voyages débordent de mes semaines d'observations participantes ou de visites. Étant dans un pays qui m'était assez étranger, il était important pour moi d'inscrire mon travail dans la vie quotidienne albanaise. J'ai choisi d'être logé le plus possible chez des membres de ma famille ou leurs proches et de les accompagner lors de leurs activités, afin d'observer leur vie sociale et, dans certains cas, d'obtenir leurs positions sur les questions mémorielles. Cela me permettait d'avoir certaines ressources pour m'intégrer sur mon terrain, ainsi que des éléments pour construire un référentiel. Évidemment, je n'ai alors observé qu'une minuscule photographie de la société albanaise (quoique ces connaissances soient très dispersées dans l'espace social) mais cela étendait néanmoins ma perspective sur la vision mémorielle d'une

10. Au sens fort, je n'ai croisé aucune femme politique sur mon terrain, ce qui est une conséquence de la forte masculinisation du champ politique albanais - en homoogie avec la société qui est elle même fortement patriarcale.

11. Fier est une ville moyenne de cent-mille habitants à une heure de Tirana, au Sud de l'Albanie. C'est le lieu où s'est installée ma famille au milieu du vingtième-siècle et beaucoup y sont encore.

partie de la société albanaise. Ces observations ne peuvent pas vraiment être considérées comme participantes, mais elles parfaisaient mon terrain. Elles sont aussi transformées, comme mes observations participantes, par la façon dont les enquêtés me perçoivent et voient mon travail.

"Communiste", "étudiant en histoire" : Enjeux et problèmes de la présentation de soi

> On arrive au bar. « Mais sur quoi est ton mémoire ? » me demandent les amis de mon oncle Ç. J'explique, tant bien que mal, c'est sur le changement de la mémoire nationale par l'Europe dans les pays de l'Europe de l'Est sur le cas albanais. Mon oncle déclare que je suis communiste, comme pour résumer. Les gens autour de la table rigolent.
>
> *Journal*, 04/02, 19h50, Bar de Fier.

> [Tonton [12] B] appelle sa sœur, il dit que je suis leur étoile. "Étoile rouge ! Comme celle communiste". On rit. La femme au téléphone me demande pour qui je suis en France [en politique]. Je suis à gauche, je réponds. Ça les fait rigoler, ça n'a pas l'air d'avoir vraiment d'importance pour eux.
>
> *Journal*, 20/02, 13h50, maison d'E.

Ces deux extraits montrent la difficulté de la présentation de soi sur ce terrain, ici à cause d'une confusion entre le sujet que je traite et mes opinions sur celui-ci. Elle est liée à l'interaction de deux éléments. Selon ces Albanais qui ne travaillent pas dans le domaine mémoriel, l'intérêt pour le communisme relève forcément d'une forme d'appréciation. Le communisme est absent de leur vie quotidienne, c'est toujours moi qui étais à l'origine des conversations à son sujet. Si on évolue dans le monde "post" communiste où il est en fait partout, du fait de ses conséquences, mais il n'y a pas ou peu de présence explicite de celui-ci dans les observations. Peu s'en faut pour qu'ils s'imaginent que je suis comme obsédé par la question. C'est ainsi que s'est déroulée la présentation de mon travail dans le privé, elle est certes "ratée" car a mené à une incompréhension sur mon projet, mais elle est révélatrice de l'état du politique et de la vision du communisme de l'espace social dans lequel j'étais.

Sur mon terrain, proche de professionnels de la mémoire, ma présentation a aussi été mal comprise, mais de façon différente et tout à fait opportune. Si je n'ai pas eu de mal à avoir des entretiens - que ce soit par la légitimité institutionnelle que m'offrait Sciences Po (pour les hauts fonctionnaires albanais et pour les gens du musée-mémorial [13]) ou de par l'excitation suscitée car quelqu'un s'intéressait à un petit pays peu connu - peu sont les agents qui comprenaient en fait ce que j'étudiais. Il est difficile pour eux d'imaginer que leurs activités, déconnectées de leur contenu historique, puissent être l'objet de recherche. Ainsi pensaient-ils que j'étais historien de la mémoire voire historien tout court. Je venais m'informer ou vérifier les informations des journées

12. En Albanais, les hommes et proches de sa famille sont appelés de la même façon que les oncles paternels : *xhaxhi*. Il en va de même pour les femmes. J'ai décidé de rendre "tonton" quand il ne s'agissait pas de mon oncle *stricto sensu*.

13. Dans ce cas préciser que j'étais dirigé par Sarah Gensburger, aussi historienne de la Shoah, a renforcé ma légitimité.

organisées selon le degré d'expertise qu'ils m'imaginaient. Ceux qui me pensaient néophyte me conseillaient beaucoup de lectures, les autres imaginaient que j'étais en thèse d'histoire et spécialiste de l'Albanie. Cette confusion m'a en fait profité. Elle m'a permis de mener mon enquête sans méfiance face à des enquêtés qui ne se rendaient pas tout à fait compte que ce qu'ils étaient et ce qu'ils faisaient était en fait ce que j'étudiais. Ils ont ainsi parlé avec une forte liberté, pensant que mon travail était avant tout historique. J'ai très régulièrement précisé ce que j'étudiais effectivement mais rien n'y faisait, le sujet étant certainement un peu paradoxal pour ce public qui a le plus souvent suivi des études d'histoire. Le musée mémorial m'a ainsi mandaté un rapport écrit sur le contenu historique de sa formation en Albanie en échange de ma présence dans la semaine (qui comptait des repas, goûters, petits déjeuners, etc.). De la même façon, ils m'ont invité à assister à leurs séances de *training* par Zoom avec des professeurs d'histoire albanais. Un autre aspect de ma position en tant qu'enquêté était mon appartenance ou non à la nation albanaise.

"Eux" ou "Nous" ? un "quart" d'Albanais enquête en Albanie.

> Nous sommes dans la voiture avec mon oncle C. Nous venons de faire un voyage où je lui ai demandé de me montrer des lieux qui étaient d'anciens camps d'internement.
>
> C : Maintenant Eli, tu parles bien, tu es un quart albanais.
>
> E : Un quart ou plusieurs quarts ?
>
> C : Un quart.. Mais reste encore quelques mois...
>
> E : Je vais travailler plus alors ! (*rires*)
>
> *Journal*, 25/01, 17h30, Périphérie de Seman.

Ma position face à l'Albanie est particulière pour les locaux, pour les professionnels français et aussi pour mon rapport à l'objet. Un "quart" d'Albanais, l'expression est heureuse pour décrire ma position d'enquêteur. Mon père ayant immigré en France dans les années 80, la moitié de ma famille est albanaise, et je m'y rends depuis ma naissance une fois par an l'été pour profiter de ma famille et des plages. Néanmoins, je n'ai jamais parlé albanais, ce qui m'a distancié des locaux et de ma famille. Les efforts que je faisais, parallèlement à mon travail d'enquête, pour me socialiser comme un Albanais ont transformé mon rapport aux indigènes. Mais ces efforts n'ont pas encore totalement payé, je suis encore un "quart" - par opposition à être "moitié" Albanais. Cela a eu des effets divers sur mon terrain, mais je considère cela plutôt comme un avantage. Si j'avais été complètement étranger, les gens auraient probablement été moins enclins à m'aider ou à me faire confiance. À ce titre, avoir un nom de famille albanais m'a beaucoup aidé à avoir des réponses, mais les gens remarquaient vite mon prénom - Eloi - qui lui est très français. D'un autre côté, si j'avais été perçu comme pleinement albanais, ils auraient moins pris le soin d'expliciter leurs propos, leurs références ou leur positionnement - considérant que tout cela formait des allant-de-soi pour les nationaux.

Au fil du travail de terrain, j'ai remarqué que les enquêtés m'incluaient de plus en plus dans un « nous » collectif (opposé à un « eux » extérieur), ce qui marquait un rapprochement, une

forme d'intégration. En revanche, cette proximité progressive faisait aussi disparaître certaines explications qu'ils formulaient plus spontanément au début, lorsqu'ils me percevaient encore comme un peu à part.

La question de la langue est centrale quand il s'agit de cette proximité avec les enquêtés. Au début de mon enquête, je partais quasiment de zéro niveau expression, mais j'avais été beaucoup exposé à la langue au fil des années, ce qui me donnait une bonne base de travail. J'ai donc commencé à apprendre avec des manuels. À chaque voyage, j'avais fait des progrès sensibles que les gens que je recroisais remarquaient. Ainsi, les premières prises de contact étaient le plus souvent en anglais et je cherchais des gens qui puissent parler anglais lors des entretiens. Peu à peu, mes prises de contact passaient en albanais et certains entretiens se sont tenus entièrement en albanais. Ces efforts de langue étaient particulièrement payants pour négocier les entretiens. Les enquêtés, souvent anglophones car évoluant dans un champ mondialisé, avaient peur de parler simplement anglais avec moi. Savoir qu'ils pouvaient passer à tout moment sur de l'albanais, pour certains passages, les rassurait grandement. Ça a aussi mené à des entretiens plus difficiles pour moi car entièrement en albanais. La question de la langue a modifié mon échantillon au début de mon enquête car j'évitais d'interroger des gens qui ne parlaient vraiment qu'albanais. Peu à peu, cette limite est relativement tombée avec mon amélioration dans la langue, j'ai donc pu mener des entretiens entièrement en albanais à certaines occasions, ce qui m'a permis d'atteindre une réelle saturation de mon échantillon.

Enfin, être un "quart" d'Albanais c'est aussi l'être tout court, donc mener un terrain sur un territoire qui est "un peu" le "sien". Cela modifie la perception de l'enquêteur face aux agents qui s'y trouvent, particulièrement quand des agents européens étrangers à la culture y évoluent. Pour reprendre le mot de Pierre Bourdieu, on cumule la perspective objectiviste - en tant qu'enquêteurs sur son terrain - et subjectiviste - en tant que (quasi)-indigène , ce qui demande un effort d'objectivation supplémentaire (Gingras, 2020). J'ai ainsi beaucoup travaillé sur la nature de ma trajectoire et de celle de ma famille, j'ai aussi essayé de voir comment mes rapports avec les agents pouvaient se transformer du fait de mon "albanéité". À la façon de Pierre Bourdieu (2018), dans son enquête la plus intime qui porte sur son Béarn natal, j'ai eu beaucoup recours à des éléments pour objectiver ce que j'observais. Cela s'est fait à travers l'usage de la photographie mais aussi l'utilisation - autant que faire se peut - de matières ethnographiques alternatives.

L'enquêteur face à la mémoire

Enfin, je ne peux faire l'économie de mon propre rapport à la mémoire en Albanie pour cette enquête. J'ai grandi dans une famille où le "temps d'Enver" a fait souvent l'objet d'un discours élogieux, notamment par la capacité du régime à favoriser l'ordre, la discipline, le respect et la stabilité insouciante. Je vois dans ces valeurs une nostalgie réactionnaire assez classique, finalement partagée dans beaucoup de pays non communistes. C'est un point de vue que je ne partage pas. J'ai toute de même une vision propre de ce moment communiste de par l'état dans

lequel je trouve l'Albanie aujourd'hui. Selon moi, l'évolution historique du pays a de quoi choquer : l'eau du robinet n'est plus potable, les lignes de trains ont cessé de fonctionner à la chute du régime, les transports publics sont devenus quasi inexistants au profit d'une frénésie pour le luxe de la voiture individuelle et les usines de la périphérie de Tirana forment un champ de ruine qui ne peut indifférer personne.

Mais je ne partage ni l'expérience ni les représentations de mes aînés, et je me garde de toute idéalisation de ce régime qui fût l'un des plus oppressifs du XXème siècle. Je me sers ainsi de cette mémoire individuelle pour revendiquer une double distance critique : d'une part vis-à-vis des récits recueillis sur le terrain, qui égalisent souvent nazisme et hoxhisme et qui ne voient que rarement que le régime n'est pas le fruit d'un seul homme mais de l'action collective d'une population, d'autre part vis-à-vis des discours nostalgiques, teintés d'une forme de regret confus qui s'impose face aux conditions objectives dans lesquelles les locaux se trouvent le plus souvent. Cette posture me permet de relativiser ces deux pôles interprétatifs et d'assumer une forme de neutralité axiologique, non pas une neutralité au sens d'une absence de position, mais une exigence de démontrer mon propos à l'aide d'outils logiques (Weber, 2012).

1.4.2 Corpus web et analyse de réseau

Dans l'idée d'utiliser un matériel tiers afin d'objectiver mes interprétations, j'ai cherché des façons d'approcher l'enquête différemment, et pas uniquement par la méthode ethnographique classique. Le moyen d'objectivation que j'ai trouvé est la construction d'un corpus de pages web correspondant à des structures du travail de mémoire albanais. L'idée était de reconstruire le réseau des structures mémorielles albanaises à l'origine de la politique mémorielle nationale. Pour ce faire, j'ai utilisé l'outil de *crawling* web Hyphe développé par le medialab (Jacomy *et al.*, 2016). Cet outil permet de *crawler*, c'est-à-dire de récolter des informations sur des pages de sites web - appelées par Hyphe des entités web (*web entities*). Hyphe *crawl* des sites web et collecte les hyperliens mentionnés sur les différentes pages, c'est-à-dire un lien qui pointe vers un autre site. Il construit ensuite une représentation du réseau de sites web où chaque nœud est un site et chaque lien est un hyperlien. Il permet ainsi de cartographier des espaces sociaux représentés sur internet (Ooghe-Tabanou *et al.*, 2018). Conceptuellement, cet outil peut se comprendre comme un moyen de faire un travail d'ethnographie, médiatisé à travers une interface, sur internet. J'ai utilisé cet outil afin de mettre en lien les différentes pages web des structures mémorielles et de voir quels liens elles avaient entre elles, en nourrissant ce corpus avec les informations recueillies sur le terrain.

Ma démarche de *crawling* a été méthodique. J'ai d'abord entré dans Hyphe les différents sites web de structures que j'ai rencontrées sur mon terrain. J'ai ensuite regardé les sites web qui étaient cités par plusieurs acteurs pour sélectionner les structures albanaises et étrangères les plus citées - qu'elles soient des structures traitant directement de la mémoire ou des structures étant des financeurs avérés de dispositifs mémoriels. Je crawlais ces pages pour continuer à explorer le

réseau. Je me suis ensuite concentré, pour les sites moins cités, sur les sites albanais en vérifiant un à un s'il s'agissait de structures mémorielles. J'ai visité en détail les sites ayant des mots clefs proches de la mémoire, en français, en anglais et en albanais (*kujtesa*, mémoire, memory, memo, etc...). J'ai visité plus rapidement les autres sites, et exclu ceux que je reconnaissais comme n'étant pas compris dans mon objet (comme les sites de presse par exemple). J'ai effectué ces étapes de façon itérative jusqu'à ce que je n'aie plus de sites à *crawler*, en me donnant comme limite les structures mémorielles étrangères qui avaient effectivement des activités en Albanie. Je ne suis donc pas sûr d'avoir tous les financeurs mais au moins une partie de ceux-ci.

Cette méthode a une limite importante : la faible exposition web de certaines structures albanaises plus "niches". Néanmoins, j'ai pu utiliser les pages Facebook de ces structures afin de pallier qu'elles n'aient pas de site web pour certaines, même si, par construction, ce réseau reconstruit ne peut pas être exhaustif. Une seconde limite qu'il faut garder en tête est que je ne connais pas précisément les liens entre les acteurs : ont-ils collaboré ? Ont-ils financé des activités ? etc. Je fais donc un ensemble de suppositions en recoupant les informations que j'ai recueillies à travers l'ethnographie classique en gardant à l'esprit qu'un lien ne signifie pas toujours une collaboration réelle. Malgré tout, cette méthode permet d'approcher d'une façon plus mésoscopique les rapports entre les différentes structures du travail de mémoire albanais, qui interagissent afin de produire le dispositif mémoriel.

Finalement, j'ai pu traiter manuellement 1834 sites web. Parmi eux, j'en ai sélectionné 75 correspondant à mes critères et en ai exclu 1762. Au total, Hyphe avait trouvé 31462 sites web, et en a *crawlé* 5880. Un récapitulatif est à trouver dans la table A.4 de l'annexe A.

1.5 Plan du mémoire

Afin d'analyser la politique mémorielle albanaise à l'heure européenne à travers la notion de travail de mémoire, le plan se construira autour de trois interrogations : *quoi ? qui ? et pour qui ?* La première, *quoi ?*, nous invite à interroger le dispositif mémoriel - le travail de mémoire albanais d'un point de vue macroscopique - afin de mettre en exergue ses dynamiques sous-jacentes, ses caractéristiques et ses expressions concrètes. La seconde, *qui ?*, s'intéresse aux travailleurs à l'origine de ce dispositif pour en expliquer l'état à travers une analyse organisationnelle et de sociologie du travail. La troisième, *pour qui*, analyse la clientèle - civile et institutionnelle - du travail de mémoire qui en définit en partie les objectifs et les codes.

Chapitre 2

Les dispositifs du travail de mémoire albanais

> Liri : Bien sûr nous sommes très en retard. On devrait être bien plus loin que là où on est, mais comme tu peux le voir, on essaye autant qu'on peut maintenant, au moins [...]
> Eloi : Tu as dit que vous étiez en retard. Qu'est-ce que tu veux dire ? Vous êtes en retard dans le domaine de la mémoire ?
> Liri : Ce que je pense, c'est que nous devons faire plus, même avant [nous aurions dû faire plus]. Nous sommes en retard en ce qui concerne, tout d'abord, l'octroi de réparations aux anciens prisonniers. Nous sommes en retard dans le processus d'ouverture des dossiers de la sécurité de l'État. Nous sommes en retard en ce qui concerne la création de musées ou de lieux de mémoire dans les endroits où se sont déroulées les atrocités du passé communiste, comme la prison de Spac. [...] Nous avons quelques chiffres sur notre page web concernant les personnes qui ont été emprisonnées, les personnes qui ont été exécutées, mais bien sûr ce ne sont pas des chiffres absolus, parce que beaucoup de choses n'ont pas encore été documentées, ou elles peuvent changer, donc nous ne pouvons pas dire, ok, c'est le nombre exact de personnes exécutées, ou ainsi de suite. [...] Oui, nous n'avons pas réussi à faire tout cela et nous devons le faire maintenant.
>
> *Entretien avec Liri*, 25/02, ISSK. Traduit de l'Anglais.

Où en est le dispositif mémoriel albanais ? Selon Liri, historienne-chercheuse à l'Institut des crimes du communisme (ISSK, administration indépendante financée par l'État) et membre active de la société civile engagée autour des enjeux mémoriels, ce dispositif est en retard malgré tout ce qui a été fait ces dernières années. Ce court échange en dit long sur les dynamiques mémorielles en Albanie. Il souligne un décalage ressenti chez une certaine partie des professionnels proches du monde associatif entre la volonté de construire un dispositif mémoriel œcuménique - permettant de commémorer les victimes et de transmettre la "vérité historique" - et le constat d'une inertie et d'un manque d'engagement de la puissance publique et de la société dans son ensemble. Qu'en est-il vraiment dans les faits ? Et comment comprendre cette représentation qui dessinerait des

dynamiques contradictoires dans le contexte de la candidature albanaise à l'Union européenne ?

Ce premier chapitre cherche à éclairer l'étendue et les dynamiques du travail de mémoire en Albanie. Ici, le travail de mémoire est compris au sens de l'ensemble des dispositifs qui mobilisent les rappels au passé afin d'agir sur la société et ses membres (Gensburger et Lefranc, 2017). Le dispositif le plus évident est la mise en place de lieux de mémoire, physiques et immatériels, qui cristallisent, voire mettent en scène le passé. À cet égard, le travail de mémoire en Albanie apparaît en *projet* ; de nombreux potentiels lieux pouvant accueillir du public ne le font pas. En Albanie, la politique de "lieux-de-mémorisation" se double, comme ailleurs, d'activités auprès de publics qui prennent des formes diverses : *workshops*, séminaires, conférences, voyages... que nous explorerons dans un second temps. Le développement de ces dispositifs s'est clairement accéléré dans le cadre de la candidature européenne albanaise. Mais le travail de mémoire prend aussi la forme d'une déconstruction - voire parfois d'une destruction - des lieux de mémoire passés. Cela mène à des contradictions entre le cadre national, où certains ont intérêt à faire un certain usage du passé, et le cadre européen qui défend des normes mémorielles qui leur sont parfois antagonistes.

2.1 Un état des lieux de mémoire

Qu'est-ce qu'un lieu de mémoire ? Le succès de la notion pousse à être attentif à l'usage du mot. Son créateur, Pierre Nora, cherchait un mot qui soit l'équivalent pour l'histoire contemporaine du concept fédérateur de *mentalité* pour l'histoire médiévale et moderne (Nora, 1978). Dans son usage premier, les lieux de mémoire sont ceux "où se cristallise et se réfugie la mémoire" (Nora, 1997). Ils peuvent être matériels, comme Versailles ou *Le petit Lavisse*, mais aussi immatériels, "Gaullistes" et "communistes" par exemple. Ils sont, dans tous les cas, considérés comme des réalités symboliques, des emblèmes (Garcia, 2006) qui doivent être éclairés par l'historiographie pour produire une histoire "au second degré" (Nora, 1997) qui traite de l'ensemble des lectures, des représentations et des interprétations que ces lieux ont suscitées. L'usage social et politique de la notion a été beaucoup plus libre et s'est largement éloigné du sens originel de ce concept historien. Le terme de "lieu de mémoire" a d'abord été utilisé pour construire des politiques culturelles en France, puis son usage s'est étendu. En Albanie, les professionnels parlent ainsi de "lieux de mémoire" [1] pour désigner les espaces matériels pouvant accueillir du public et où la mémoire albanaise est représentée, sans jamais l'utiliser pour désigner des éléments immatériels.

Pour cette partie, nous reprenons la définition de Nora, en comprenant des éléments matériels et immatériels, mais en nous émancipant de son projet historiographique afin d'analyser ces lieux comme une des formes du dispositif mémoriel albanais ; c'est-à-dire comme une des expressions

1. En Albanais *vendet e kujtesës* ou en anglais *places of memory*, et non *realms of memory* qui est la traduction savante.

d'une politique publique. Dans cette optique, l'idée est de traiter les lieux qui sont destinés à des *publics*. On s'intéresse d'abord aux lieux de mémoire physiques, qui sont au centre du travail de mémoire, avant d'explorer des lieux qui sont "délaissés" par les pouvoirs publics pour enfin évoquer les lieux de mémoire immatériels - c'est-à-dire des réalités immatérielles qui renvoient au passé et qui font partie du dispositif mémoriel albanais - que sont les commémorations et les listes de victimes.

2.1.1 Les lieux de mémoire physiques

Les lieux de mémoire physiques sont un instrument privilégié de politique mémorielle, particulièrement sous la forme de musées (Black, 2011). En Albanie, la chute du communisme a transformé la gestion de ces lieux (Fischer et Schmitt, 2022). Alors que l'Albanie avance dans son processus d'intégration, comment évoluent quantitativement et qualitativement ces lieux de mémoire physiques ?

Les types de lieux de mémoire en Albanie

Il est difficile de dénombrer les lieux de mémoire albanais du fait de leur grande diversité géographique, statutaire et d'objets. L'INSTAT (2023) [2] recense 28 monuments historiques accueillant du public. Ils comptent 12 "musées", 9 "parcs archéologiques" et 7 "châteaux et monuments autres". Néanmoins, il s'agit seulement des lieux nationaux, ce qui ne permet pas d'apprécier les différents lieux de mémoire privés, locaux, et ceux qui ne sont pas destinés seulement à la mémoire comme Piramida, sur lequel nous reviendrons. Malheureusement, le fait que les lieux de mémoire aient une présence sur Internet très inégale, tous ne sont pas référencés ou n'ont pas de sites Internet, notamment, rend presque impossible l'établissement d'une liste systématique. Néanmoins, à partir des recherches sur Google Maps et TripAdvisor comme des entretiens réalisés et les interactions sur notre terrain, il est possible de dresser un panorama d'ensemble de ces lieux.

Les lieux de mémoires albanais reflètent, par définition et dans les faits, les différents moments de l'histoire albanaise. Schématiquement et pour reprendre la scansion historienne de Fischer et Schmitt (2022), l'Albanie a vécu deux grands moments dans son histoire : la séquence impériale entre domination et affirmation (du Moyen Âge au début du XXème) et le moment national (1912 à nos jours). On exclut ainsi des lieux qui ne sont pas de la mémoire albanaise *stricto sensu* mais qui se trouvent sur le territoire albanais : les cités grecques situées à l'époque en Illyrie (Bowden, 2003) qui peuvent être visitées comme des parcs archéologiques.

Les lieux associés au moment national peuvent, en réalité, être classés comme traitant du totalitarisme, tant cette période y occupe une place centrale. Certains abordent directement cette thématique, comme la Maison des Feuilles, consacrée à la Sigurimi (la sûreté de l'État albanais), ou Bunk'art, centré sur les victimes du communisme. D'autres lieux, bien que ne traitant pas

2. Équivalent Albanais de l'INSEE.

explicitement du totalitarisme, l'évoquent indirectement. C'est le cas du musée Salomon, dédié à l'histoire des Juifs en Albanie, qui aborde notamment la période nazie, ou de la maison-musée Ismail Kadaré à Gjirokastër, qui met en lumière les formes de résistance de l'écrivain face au régime hoxhiste[3]. Ainsi, il n'existe pas à notre connaissance de lieux de mémoire traitant de l'Albanie contemporaine (depuis 1912) sans que l'idée de totalitarisme ne soit traitée. Grâce à ces faits, on peut dessiner une bipartition des lieux de mémoire albanais :

Type	**Médiéval et moderne**	**Totalitarisme**
Exemples	Maison de Skanderbeg Château d'Ali Pasha	Maison des Feuilles Musée Salomon

TABLE 2.1 Bipartition des lieux de mémoire en Albanie.

Le cadre mémoriel européen se préoccupe avant tout de l'époque contemporaine en insistant sur la question du totalitarisme. S'il y a une forme d'européanisation de la mémoire entraînée par la candidature à l'UE, on devrait voir une augmentation de l'activité des lieux de mémoire traitant du totalitarisme et une modification du traitement de cette mémoire dans ces lieux. Explorons ces interrogations en resserrant notre focale.

Une accélération du développement des lieux de mémoire à l'heure européenne

Les entretiens réalisés soulignent une accélération du travail de mémoire ces dernières années en Albanie dont témoigne l'inauguration nouvelle de lieux de mémoire. Ainsi Liri, membre très active dans le réseau associatif mémoriel et chercheuse à l'Institut des Crimes du Communisme (ISSK), décrit cette évolution en ces mots :

> Eloi : Qu'est ce que tu penses des initiatives en Albanie à ce jour ? Tu trouves que y'a assez de lieux de mémoire ?
> Liri : En fait, je pense que ces dix dernières années on a fait la majeure partie du travail. Pas énormément mais on va dire que y'a plus ou moins rien qui a été fait avant. L'Institut a contribué [...], il y a aussi les différents musées, La Maison des Feuilles par exemple [...]. Donc oui les dix dernières années ont a fait plus que tout ce qui a été fait auparavant.
>
> *Entretien avec Liri*, 25/02, ISSK. Traduit de l'Anglais.

Les enquêtés font ressortir une dynamique dans la construction - physique et symbolique - des lieux de mémoire en Albanie, le passage d'une forme de *no man's land* mémoriel à une certaine profusion de lieux de mémoire. Cette impression peut rapidement être vérifiée à l'échelle de notre terrain d'enquête principal, la capitale Tirana. On y compte 8 lieux qui ont pour vocation de rappeler le passé et accueillent des publics : La maison-musée Kadaré, Bunk'art I, Bunk'art II et

3. Résistance mise en exergue d'autant plus que sa maison se trouve à quelques centaines de mètres de celle de la famille d'Enver Hoxha.

le Château de Skanderberg [4], le Musée National d'Histoire, Piramida, la Maison des Feuilles et le MiG (Musée des femmes). En excluant le Château de Skanderberg, qui relève du type "Médiéval et Moderne" donc hors du cadre mémoriel européen, on remarque que tous ces lieux de mémoire ont été ouverts *après* l'accession d'Edi Rama (PS, centre-gauche) au pouvoir, remplaçant Sali Berisha (PD, droite), et plus précisément après que l'Albanie ne devienne un pays candidat à l'UE en 2014 :

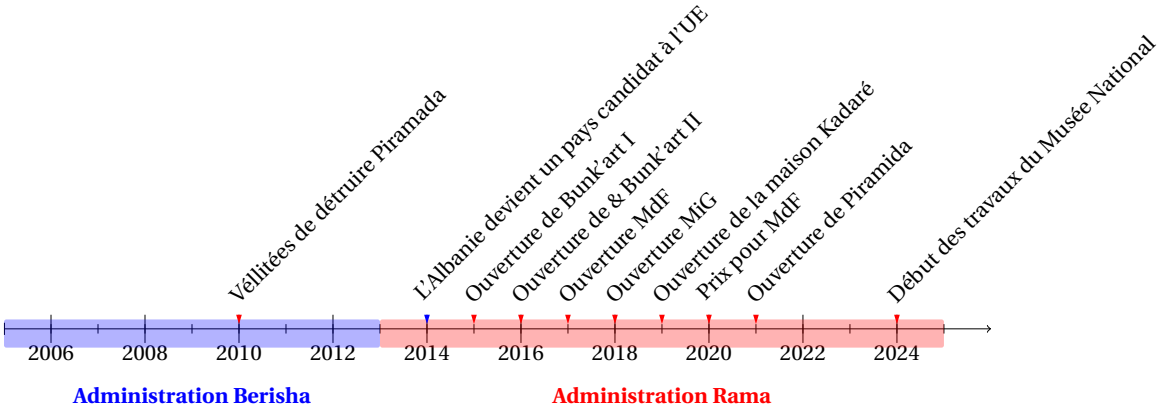


FIGURE 2.1 Frise temporelle montrant l'évolution des lieux de mémoire à Tirana (2005 - Présent)

Avant cela, en 2007 par exemple, il était même prévu de détruire un de ces lieux de mémoire, Piramida, nous y reviendrons. Il est évident que ces processus sont le produit d'une conjoncture générale : développement du tourisme en Albanie, stabilisation, passage à une administration socialiste, etc. Pour passer de la corrélation entre candidature européenne et multiplication des dispositifs mémoriels à la causalité, il est nécessaire - sans être totalement suffisant - de regarder de plus près les lieux de mémoire pour voir s'ils respectent le contenu et les principes du cadre mémoriel européen. On retrouve une question centrale ici : dans quelle mesure cette multiplication de lieux de mémoire est le fruit du processus d'adhésion à l'UE ?

On a donc une accélération objective des développements des lieux de mémoire et ce particulièrement pour ceux traitant du totalitarisme, qui sont presque tous apparus en l'espace d'une décennie. Resserrer la focale, en étudiant le contenu et la matérialité de certains de ces lieux de mémoire, permet d'éclairer la nature « européanisée » de ces initiatives.

Deux lieux de mémoire européanisés : Bunk'art II et la Maison des Feuilles

Pour cette courte étude de cas, prenons les deux musées les plus visités de la capitale, Bunk'art II et La Maison des feuilles (MdF) [5]. Bunk'Art II est un musée privé créé par l'entrepreneur et

4. Ces deux là sont dans la périphérie de Tirana.

5. Cette affirmation est seulement une déduction, car on ne peut comparer les chiffres d'entrées entre les deux musées - ceux de Bunk'Art n'étant pas accessibles. Il suffit alors de les comparer aux autres lieux de mémoire ouverts, ce qui nous laisse MiG et le musée Kadaré car le Musée National est actuellement fermé. La Maison des Feuilles a 1.7 mille revues Google Maps et Bunk'art 6.7 mille. C'est 88 et 45 pour le MiG et la maison Kadaré respectivement. Cela souligne le très grand écart en terme d'accueil de public entre ces musées et affirme le succès de la Maison des Feuilles et de Bunk'Art à l'échelle de la ville.

journaliste italien Carlo Bollino, qui est un proche de l'administration Rama (Gjoci, 2018). Il a ouvert en 2017 suite au succès de son "grand frère" le Bunk'art I. Comme leurs noms l'indiquent, ces deux Bunk'art ont la particularité de se tenir dans des anciens bunkers souterrains de l'ère Hoxhiste. Le Bunk'art II était le bunker anti-atomique du ministère de l'Intérieur, qui a donné l'accord au musée de construire ses locaux sur son sol ; ce qui montre l'implication de l'État sur le projet. Ce choix de lieu a donné le "la" au musée qui vise à retracer l'histoire de ce ministère de sa création jusqu'à la chute du régime. L'avantage comparatif du Bunk'art II est qu'il se situe en centre-ville, à deux pas de la grande place de Tirana, contrairement au premier qui est à presque une heure de route du centre. La grande différence entre les deux étant aussi que le Bunk'art I est un vrai bunker, tandis que le second est en partie une reconstruction, créant de nouvelles salles et rénovant des endroits jamais utilisés par le Ministère de l'Intérieur à l'époque communiste [6]. Sur mon terrain, cela fait l'objet de nombreuses moqueries de certains enquêtés : "tout est faux," m'indique Tanos - qui est artiste et architecte - "c'est juste pour les touristes."

La Maison des Feuilles (MdF) est dans une situation différente. C'est un musée national créé et géré par l'État. Edi Rama a d'ailleurs été personnellement impliqué dans sa création [7]. Le musée est installé dans la légendaire "Maison des feuilles" d'où il tient son nom, un ancien bâtiment de la *Sigurimi* (Sûreté de l'État) qui était connu des habitants de Tirana, voire de certains Albanais de province, par sa façade sans qu'on sache précisément ce qui se passait à l'intérieur (Fischer et Schmitt, 2022). Le bâtiment, propriété du ministère de l'Intérieur jusqu'en 2015, est transmis au Ministère de la Culture pour en faire un musée qui ouvre au public un an après le Bunk'art II, en 2016. C'est officiellement un "musée de la Surveillance" de l'État hoxhiste, entre 1944 et les années 1990.

L'expérience d'enquête dans ces deux musées est très différente. Le calme et la textualité épurée de la MdF détonnent de l'ambiance sonore stridente et de la muséographie brouillonne et tapageuse du Bunk'art.

> [Le Bunk'Art] marche sur les pattes de l'autre musée. La grande différence, c'est le bruit, c'était impossible. Et c'est beaucoup trop grand. C'est tellement caricatural et parfois même carrément bâclé, ils utilisent des mannequins pour vêtements en plastique blanc pour faire porter des uniformes.
>
> *Journal*, 21/02, 11h56, Bunk'art II.

Quatre des entretiens reflètent cette sensation. Meri, haute fonctionnaire et architecte, et Tanos, artiste et architecte, qui sont tous deux investis dans les enjeux mémoriels, parlent d'un lieu fait pour "choquer" d'une façon "psychologique", ce qu'ils n'apprécient pas. La médiatrice du Bunk'art II qui, croyant que je cherchais des informations sur le "communisme en Albanie" comme étudiant

6. Il est dur d'avoir des informations sur les conditions de cette reconstruction, on peut se douter que c'est une réalité que les membres du musées ne sont pas enclins à rendre public.

7. Voir notamment ce tweet de 2015 où il annonce avoir lancé le projet de rénover les locaux.

en histoire, m'a même déconseillé la visite du musée alors qu'elle vendait les tickets aux visiteurs à l'accueil. Tanos, un ancien ministre PS chargé des relations avec l'Europe, déclare ainsi que le musée exhibe trop d'horreurs : "D'accord nous avons fait ça, mais pourquoi le mettre devant mes yeux comme ça?", sentiment qu'il ne partage pas au sujet de la Maison des feuilles.

FIGURE 2.2 Affichage au Bunk'art. On voit en bas à droite un chien, des aboiements sont joués sur des enceintes pour assurer l'immersion.

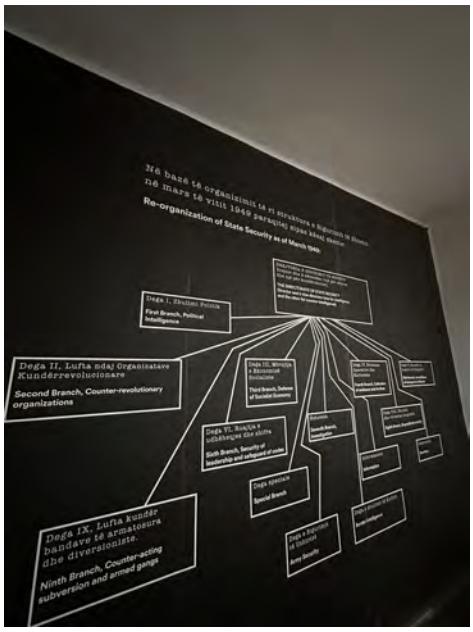


FIGURE 2.3 Affichage complexe à la Maison des Feuilles. Toutes les salles sont plongées dans le silence, sauf en cas de vidéos-témoignages.

La comparaison entre ces deux musées a été étudiée par la littérature. Par une analyse qualitative de la muséographie et des représentations par les médias albanais de ces musées, Nina Gjoci (2018) souligne que la Maison des feuilles est un lieu dédié à la réflexion sur une mémoire "traumatisante" - quoique contrôlée -, tandis que le Bunk'art II est un lieu jouant sur les émotions du visiteur . On pourrait ainsi conclure a une grande différence de ces musées, dans leur objectivité matérielle et sonore et dans les résultats qui produisent et les discours qu'ils délivrent aux visiteurs. Mais ils sont, dans les faits, fondés sur des éléments discursifs et matériels très similaires.

En termes matériels d'abord, ils recourent tous deux à l'utilisation d'objets véritables pour valider ce qu'ils montrent. Ainsi, il y a dans la MdF de nombreuses machines réelles utilisées pour espionner les Albanais que nous verrons pareillement dans le Bunk'art I, qui décide de montrer lui aussi des armes. Tous deux semblent tenter ainsi de produire un effet de réel pour créer une immersion du spectateur. On voit aussi l'utilisation d'autres techniques similaires comme l'utilisation de vidéos de témoignages pour ancrer le récit dans la réalité. Dans ce cas, c'est encore plus parlant car les vidéos montrées sont les mêmes et viennent d'une source unique et étatique :

l'ISSK. Enfin, les deux musées utilisent des listes nominales des victimes du communisme pour montrer l'immensité de la répression, faisant encore une fois de l'ISSK une source, qu'on pourrait appeler celle du "mur des noms" - à la façon du musée-mémorial de la Shoah à Paris et de nombreux dans le monde. Cela produit d'ailleurs des effets sur les visiteurs, Vangjel, membre de la direction des publics de la Maison des Feuilles m'avoue avoir "pleuré" quand il est entré dans la salle des noms la première fois. C'est bien le registre de l'empathie qui est mis en avant.

Mais la proximité est aussi discursive car les deux musées reprennent pareillement les principes de la *moral remembrance* que véhicule le cadre mémoriel européen. Les deux musées insistent ainsi sur le fait qu'ils sont dédiés aux victimes du communisme. Ils veulent leur donner la parole, à travers les témoignages. Ensuite, ces musées soulignent qu'ils réalisent un devoir de mémoire, en mettant en avant la nécessité de ne pas oublier ce qui s'est passé. Ils se targuent de faire face à ce passé traumatique et le montrent souvent par la profusion de citations philosophiques faisant écho à ces principes. On retrouve les trois grands principes de la *moral remembrance* (David, 2020b) : le respect des victimes, l'idée de faire face au passé et le respect du devoir de mémoire.

FIGURE 2.4 Phrase dédiant le musée se trouvant à l'entrée. En Albanais : "*In memoriam* aux victimes de la terreur communiste".

FIGURE 2.5 Phrases dédiant le musée aux innocents, espionnés, arrêtés, jugés et exécutés par le régime communiste.

On peut vérifier l'hypothèse de cette proximité discursive à l'aide d'une analyse statistique de texte descriptive. Cette analyse a été effectuée en prenant des photos de tous les éléments textuels des musées, sauf les éléments pratiques (toilettes...) et les sources des objets, en océrisant [8]ces photos pour obtenir un corpus de mots et en comparant les statistiques de ces deux corpus. L'occurrence textuelle des mots est assez proche entre les deux musées avec quatre mots sur les

8. Action d'extraire le texte de photographies.

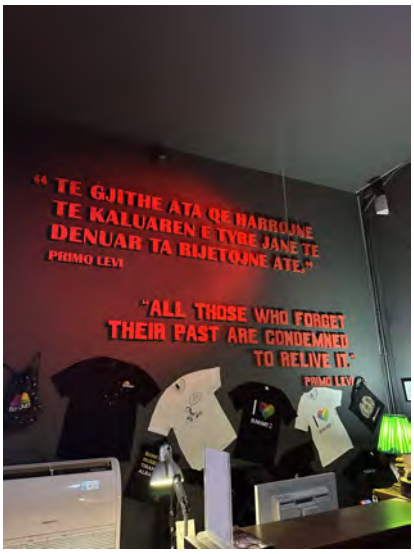


FIGURE 2.6 Citations sur les murs de Bunk'Art II. La citation détonne avec les t-shirts vendus en dessous.

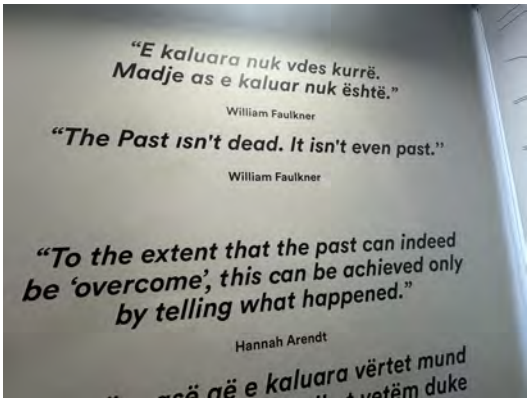


FIGURE 2.7 Citation sur les murs de la Maison des Feuilles.

dix premiers utilisés qui sont les même. On met ici les mots qui sont communs aux deux en gras dans le tableau à la suite.

Bunk'art II			Maison des Feuilles		
Rang	**Mot**	**Fréquence**	**Rang**	**Mot**	**Fréquence**
1	police	83	1	communist	35
2	**sigurimi**	53	2	state	31
3	gendarmerie	44	3	**regime**	30
4	**internal**	32	4	**internal**	25
5	**regime**	31	5	**albania**	23
6	**albania**	30	6	room	22
7	political	28	6	**sigurimi**	22
8	years	28	8	security	17
9	prisoners	28	9	affairs	16
10	ministry	27	9	ampb	16

TABLE 2.2 Comparaison des 10 mots les plus fréquents dans les deux musées.

Ainsi, les deux musées qu'on a souvent éloignés par leurs traitements de leur objet sont en réalité assez proches et respectent un discours autorisé sur le communisme - en insistant sur la violence, la torture, la répression, et en concentrant leur récit sur les victimes. Ils répondent clairement au souci de *moral remembrance* et dénoncent le totalitarisme communiste, ils utilisent le mot, comme le veut le cadre mémoriel européen. Ils reprennent aussi des techniques et la forme des musées mémoriaux qu'on retrouve en Europe. Ainsi, le travail de mémoire qu'effectue ces

deux musées est en conformité avec ce qu'attend l'Europe du traitement mémoriel en Albanie. La décision du Conseil de l'Europe de décerner à la Maison des Feuilles le prix du musée en 2020 en est parfait indicateur, compte tenu de la proximité entre l'UE et le Conseil sur la question de l'État de droit. En effet, le comité de sélection justifie en ces termes ce prix : "il faut aider et encourager ces plus petits musées avec moins de ressources qui traitent ouvertement des plaies du passé" (Council of Europe, 2020). La métaphore médicale fait penser à la théorie de Ricœur, la mémorialisation de ce musée permettrait de "soigner" les "plaies" de la société afin d'améliorer sa situation. On est donc dans un devoir de mémoire qui paraît très conforme au cadre européen.

Ce panorama nous permet de conclure que le champ mémoriel s'est structuré autour des principes du cadre mémoriel européen, que l'activité des lieux de mémoire s'est accélérée depuis la candidature de l'Albanie à l'UE et que la production dans ces musées respecte les valeurs défendues par l'UE vis-à-vis du totalitarisme et de la "commémoration juste" des passés douloureux - au moins dans les deux plus grand musées d'Albanie sur la question. Toutefois, il ne faut pas surestimer ces dynamiques d'accélération du travail mémoriel par l'État, qui était un moteur dans les divers dispositifs que l'on a vus jusqu'ici, bien qu'il n'était pas toujours le responsable des musées, comme le montre l'état de nombreux potentiels lieux de mémoire sur le territoire.

2.1.2 Non-lieux de mémoire et enjeux de lieu-de-mémoirisation

La dictature a laissé énormément d'infrastructures qui sont autant de traces sur lesquelles il est possible de construire des lieux de mémoire. La littérature avance qu'il y avait 18 prisons sur le sol Albanais et des dizaines de camps de concentration (Gashi, 2012). Autant de lieux pouvant renvoyer des publics au passé. Hors, il n'y a eu aucun travail de fait afin de rendre des camps ou des prisons visitables. Ces lieux mettent en évidence, comme en négatif, le travail nécessaire sur un lieu pour le rendre "lieu de mémoire". Pour décrire le travail de rénovation, de mise à disposition d'objets, de mise en scène, de nettoyage de la Maison des feuilles afin qu'elle devienne un musée, Vangjel parlait de "muséalisation". Il est plus commode de parler de lieu-de-mémoirisation. "Lieu de mémoiriser" est un néologisme créé par Pierre Nora (1997) qui désigne à l'origine l'opération par laquelle l'historien donne son statut social à la réalité symbolique ou matérielle pour en faire un lieu de mémoire. C'est cette opération seule qui légitime l'intégration de concepts comme "front de mer" ou "conversation" à l'étude des *Lieux de mémoire* (Gensburger, 2013). En suivant le même détournement du concept de lieu de mémoire effectué plus tôt, on peut redéfinir l'action de lieu-de-mémoiriser comme le processus de transformation matérielle et symbolique d'une unité de lieu afin qu'elle puisse faire partie du dispositif mémoriel. On peut alors parler de "non-lieux de mémoire" pour évoquer ces espaces qui pourraient indéniablement être lieu-de-mémoirisés mais qui ne l'ont pas été.

Prenons un exemple de ces non-lieux. Sur le terrain, il était troublant de ne pas trouver de camps visitables, dans la mesure où c'est un *topos* classique du *dark tourism* - il suffit de penser

à la mémoire de la Shoah qui s'est beaucoup organisée autour du camp d'Auschwitz-Birkenau. Qu'ont fait les pouvoirs publics pour ces camps ? J'ai demandé à mon oncle [9] de m'amener à un endroit qu'il connaissait et où étaient emmenés les "internés" du régime. Nous y sommes allés à trois avec mon père, ils savaient où se trouvaient ces endroits car ils avaient fait leur stage ouvrier non loin de ces deux camps.

Le premier se trouvait au cœur d'un village et comportait de nombreux bâtiments aujourd'hui en partie délabrés. Pourtant, la partie supérieure des bâtiments était intacte ; il y avait visiblement eu des travaux et des gens y vivaient comme dans de véritables habitations. Il n'y avait aucune référence aux camps, aucune plaque, pas d'indication tout autour des bâtiments.

FIGURE 2.8 Premier village. Photo d'un bâtiment d'un ancien camp de travail. On voit qu'un étage a été refait de l'extérieur.

FIGURE 2.9 Camp du premier village. L'état du rez-de-chaussé semble trahir ce qu'il y avait avant.

Nous n'étions pas sûrs avec mon oncle et mon père de l'endroit, mais la mémoire locale est encore vivace. Mon oncle m'a rapporté des propos de voisins :

> [Mon oncle m'indique que] les gens savaient que c'étaient des camps et connaissaient même les gens qui y vivaient quand c'était des camps. L'habitant dit que des gens ont retapé et y habitent, dont certaines personnes qui étaient internées à l'époque.
>
> *Journal*, 08/02, 13h, Village proche de Seman.

Le deuxième camp était très similaire. Il est impossible de savoir *ex ante* que c'est un camp, les riverains ont dû nous aiguiller, car les bâtiments ont été refaits pour qu'ils soient adaptés en des habitations classiques.

Lors d'un autre voyage sur le terrain, nous avons fait part de nos découvertes à Liri. Elle a souligné que c'était, selon elle, une des preuves du "retard" de l'Albanie vis-à-vis de la mémoire :

9. Ce passage traitant d'interactions familiales, je me permets de repasser parfois à la première personne.

> Nous sommes en retard vis-à-vis de la mémoire [...]. Nous sommes en retard quand il s'agit de créer des musées ou de lieux de mémoire dans les endroits où se sont déroulées les atrocités du passé communiste, comme la prison de Spaç. Il existe un projet de conversion de la prison de Spaç en camp de travail de Spaç. En fait, il ne s'agissait pas d'une véritable prison, mais d'un camp de travail à convertir ou au moins à doter d'un musée, comme au camp de Tepelena. L'institut a demandé à plusieurs reprises au parlement albanais, en envoyant également des lettres aux ministères de la culture et des finances, d'avoir un lieu de mémoire, de convertir le camp de Tepelena en musée, de représenter les atrocités commises par le régime dans ce camp.
>
> *Entretien avec Liri*, 25/02, ISSK. Traduit de l'anglais.

FIGURE 2.10 Camp de travail du second village. On voit une disparité entre les appartements ce qui montre que les riverains ont fait différents travaux pour rendre les lieux habitables.

La prison de Spaç est en effet un des exemples les plus probants de ces lieux en attente de lieu-de-mémoirisation. Créée en 1968, elle est connue pour sa taille, la dureté des conditions de vie et pour avoir été le berceau d'une révolte notoire en mai 1973. Après avoir été fermée à la chute du régime, elle est laissée à l'abandon et, malgré la volonté de nombreux acteurs associatifs, reste aujourd'hui inaccessible aux publics (World Monuments Fund, 2016). L'inaction des pouvoirs publics vis-à-vis de ces lieux fait contraste aux volontés du monde associatif. Une initiative de l'ONG kujto.al, financée par la fondation pro-européenne proche de la droite allemande Konrad Adenauer Stiftung (KAS), s'est attachée à dénombrer et à cartographier ces lieux en attente de lieu-de-mémoirisation et en a décompté 114 (kujto.al, 2021).

Ces exemples éclairent mieux les dynamiques du dispositif mémoriel albanais. D'abord, on voit que si les pouvoirs publics se sont montrés très entreprenants vis-à-vis de certains lieux qu'on

pourrait qualifier de "vitrine" de l'Albanie au monde, il n'y a pas de politique nationale et systématique de construction de lieux de mémoire - les lieux les plus importants du communisme sont souvent laissés à l'abandon. C'est ainsi une fondation étrangère, impliquée dans la construction européenne, qui a entrepris d'identifier les lieux avec une fondation locale qui, selon elles, mériteraient de faire l'objet d'une politique publique. Ce constat trahit un décalage entre la dynamique étatique nationale qui ne met pas au centre du jeu la question du devoir de mémoire et la dynamique européenne en Albanie qui pousse à la mobilisation face à ces lieux. Cette mobilisation est alors, comme on le voit dans ces exemples, en grande partie le produit d'initiatives menées par des acteurs associatifs.

2.1.3 Des lieux de mémoire immatériels

Les lieux de mémoire sont aussi symboliques, nous l'avons vu, les plus importants pour les dispositifs de politiques publiques étant les commémorations. Elles sont un instrument de politique publique symbolique particulièrement usité dans les pays européens, au niveau national comme à celui de l'Union européenne, qui crée un nombre croissant de journées commémoratives. On voit aussi l'apparition progressive de listes de victimes qui ont une visée commémorative et réparative.

La commémoration

Un outil peu usité par les pouvoirs publics

En Albanie, tout tend à montrer que les pouvoirs publics ne se sont pas emparés de cet outil de politique publique. Le calendrier officiel, reproduit ci-dessous, comporte principalement des dates religieuses ou liées aux saisons. On compte quatre jours qui sont des jours de commémoration. Par exemple, la journée d'indépendance albanaise est commémorée le 28 novembre en référence au 28 novembre 1912. Cette commémoration est une fête devenue traditionnelle, déjà célébrée par le régime communiste, qu'on appelle aussi "jour du drapeau". Elle est fêtée par l'État et sa population, mais aussi par la diaspora albanaise dans le monde entier. On a aussi le jour de l'Alphabet qui commémore la conférence en 1908 qui a mis en place les règles linguistiques albanaises. Le jour de la libération fait référence au jour de la victoire de la résistance contre les forces de l'Axe (Fischer et Schmitt, 2022). On n'a ainsi aucune commémoration faisant référence au passé totalitaire du pays, à l'exception du jour de la Libération qui est une rémanence de l'époque hoxhiste et donc s'inscrit dans une continuité et non une rupture. La commémoration la plus récente est celle de Mère Teresa, canonisée en 2016, et qui met à l'honneur une héroïne consensuelle du roman national.

L'absence de commémoration nationale vis-à-vis du passé totalitaire, ou d'autres violences de masse, dans le calendrier ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'initiatives des collectivités locales en la matière. Sur notre terrain à Tirana on a ainsi pu voir une campagne d'affichage pour commémorer la semaine de la mémoire de l'Holocauste, autour du 22 janvier. Ce jour a été décidé comme étant la journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste par le Conseil de l'Europe

en 2002 puis a été repris par l'ONU (Conseil de l'Europe, 2025). On a aussi remarqué quelques communications politiques pour commémorer des éléments liés au totalitarisme, comme le montre un tweet d'Edi Rama qui commémore le jour du pacte Ribbentrop-Molotov, dans le cadre de la journée pour le souvenir des victimes du totalitarisme issue de la déclaration de Prague et décidée au niveau de l'Union européenne.

Calendrier officiel albanais (Banka e Sqhipërisë, 2025)

Date	Jour férié
01.01.2025	Fêtes du Nouvel An (Festat e Vitit të Ri)
02.01.2025	Fêtes du Nouvel An (Festat e Vitit të Ri)
14.03.2025	Jour de l'Été (Dita e Verës)
22.03.2025	Jour du Novruz (Dita e Nevruzit)*
30.03.2025	Aïd el-Fitr / Grand Baïram (Dita e Bajramit të Madh)**
20.04.2025	Pâques catholiques (E diela e Pashkëve Katolike)
20.04.2025	Pâques orthodoxes (E diela e Pashkëve Ortodokse)
01.05.2025	Fête internationale du Travail (Dita Ndërkombëtare e Punonjësve)
06.06.2025	Aïd el-Adha / Fête du Sacrifice (Dita e Kurban Bajramit)**
05.09.2025	**Jour de la canonisation de Sainte Mère Teresa** (Dita e Shenjtërimit të Shenjt Terezës)
22.11.2025	**Jour de l'Alphabet** (Dita e Alfabetit)
28.11.2025	**Jour du Drapeau et de l'Indépendance** (Dita Flamurit dhe e Pavarësisë)
29.11.2025	**Jour de la Libération** (Dita e Çlirimit)
08.12.2025	Journée nationale de la Jeunesse (Dita Kombëtare e Rinisë)
25.12.2025	Noël (Krishtlindje)

* Fête religieuse des Bektashi ** Fêtes musulmanes basées sur le calendrier lunaire

Une impulsion du monde associatif

Sur le terrain, il est apparu que l'absence d'utilisation de cet instrument de politique publique a été mal vue par une partie des professionnels de la mémoire. Liri dénonce le fait "qu'il n'y ait pas de journée mémorielle pour se souvenir des victimes du communisme" alors qu'il y "en a beaucoup". Elle fait alors l'éloge de l'ONG qui a "pris en main" la question : L'Institut pour la Démocratie, les Médias et la Culture (IDMC). Cette organisation, financée majoritairement par la Konrad Adenauer Stiftung, s'est emparée de la question des commémorations par deux moyens. Elle a proposé un "calendrier de la mémoire" en 2022 et en 2023 qu'elle distribue lors de ses conférences et sur internet (Instituti për Demokraci, 2022, 2023). L'idée est de fournir un calendrier classique mais avec des *focus* sur des dates précises liées à la mémoire totalitaire albanaise.

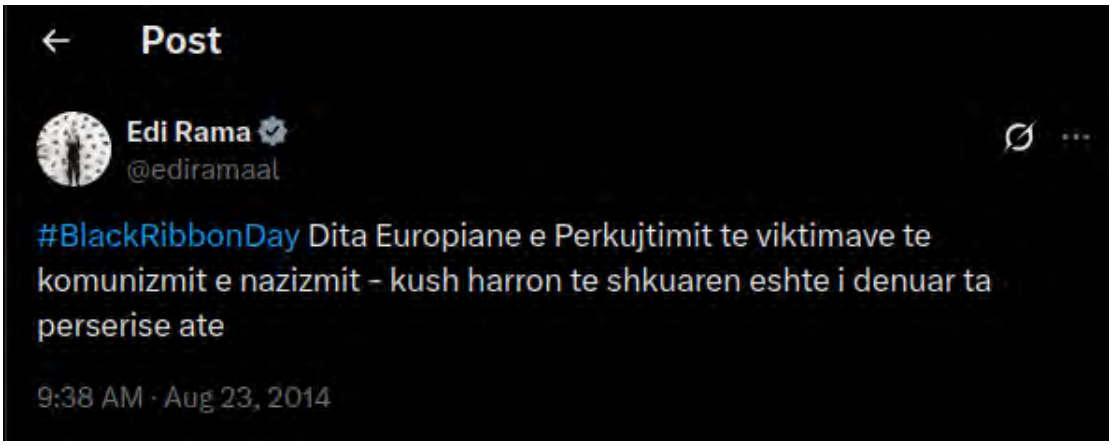
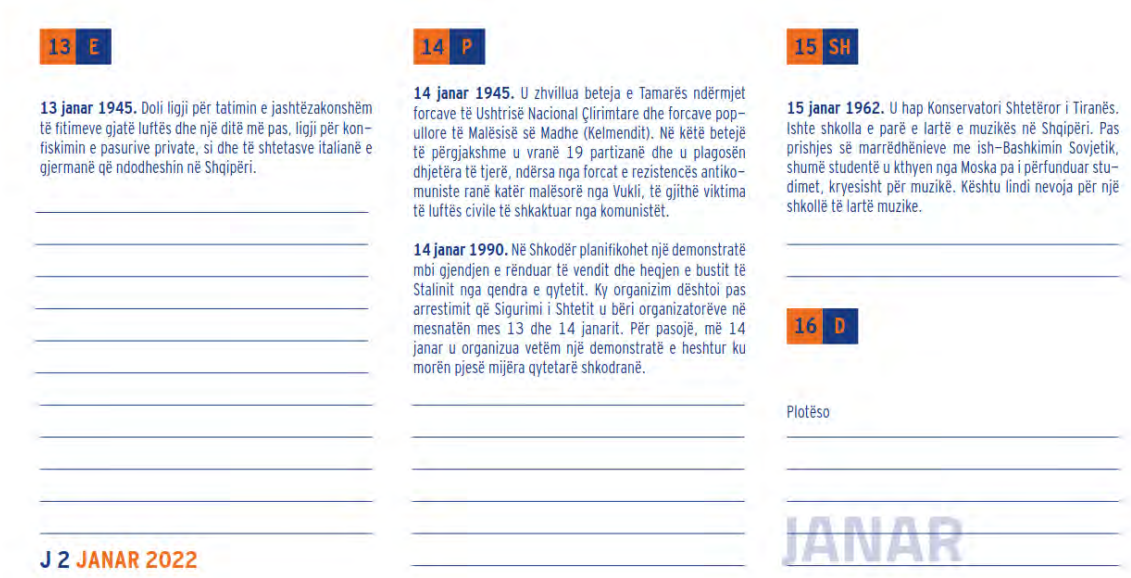


FIGURE 2.11 Tweet d'Edi Rama daté du 23 août 2014. "#BlackRibbonDay Journée européenne de commémoration des victimes du communisme et du nazisme - Ceux qui oublient le passé sont condamnés à le répéter"

FIGURE 2.12 Panneaux devant la Mairie de Tirana, 28 janvier 2025. L'affichage est uniquement en Anglais et indique : "Never Again. Holocaust Remembrance Day".



13 E

13 janar 1945. Doli ligji për tatimin e jashtëzakonshëm të fitimeve gjatë luftës dhe një ditë më pas, ligji për konfiskimin e pasurive private, si dhe të shtetasve italianë e gjermanë që ndodheshin në Shqipëri.

J 2 JANAR 2022

14 P

14 janar 1945. U zhvillua beteja e Tamarës ndërmjet forcave të Ushtrisë Nacional Çlirimtare dhe forcave popullore të Malësisë së Madhe (Kelmendit). Në këtë betejë të përgjakshme u vranë 19 partizanë dhe u plagosën dhjetëra të tjerë, ndërsa nga forcat e rezistencës antikomuniste ranë katër malësorë nga Vukli, të gjithë viktima të luftës civile të shkaktuar nga komunistët.

14 janar 1990. Në Shkodër planifikohet një demonstratë mbi gjendjen e rënduar të vendit dhe heqjen e bustit të Stalinit nga qendra e qytetit. Ky organizim dështoi pas arrestimit që Sigurimi i Shtetit u bëri organizatorëve në mesnatën mes 13 dhe 14 janarit. Për pasojë, më 14 janar u organizua vetëm një demonstratë e heshtur ku morën pjesë mijëra qytetarë shkodranë.

15 SH

15 janar 1962. U hap Konservatori Shtetëror i Tiranës. Ishte shkolla e parë e lartë e muzikës në Shqipëri. Pas prishjes së marrëdhënieve me ish-Bashkimin Sovjetik, shumë studentë u kthyen nga Moska pa i përfunduar studimet, kryesisht për muzikë. Kështu lindi nevoja për një shkollë të lartë muzike.

16 D

Plotëso

JANAR

FIGURE 2.13 Calendrier de la mémoire d'IDMC. Est évoqué sur cette page des activités du régime (e.g. 13 janvier 1945 : expropriations) et de la résistance contre celui-ci (manifestation du 14 janvier 1990).

Leur volonté de construire des dates pour le souvenir du passé totalitaire a mené à la création des *Memory Days*, une semaine construite autour du 20 février - date de la chute de la statue d'Hoxha de la place Skanderberg à Tirana, en 1992. Cette initiative est centrale dans le dispositif mémoriel albanais, elle a ainsi mobilisé tous les travailleurs de la mémoire interviewés. Par exemple, Vangjel indique qu'ils ont organisé une exposition, visitée durant l'enquête, à la Maison des Feuilles. Artur, professeur d'histoire et de littérature, m'indique qu'il a organisé des travaux et des visites avec ses élèves. Liri, qui est une proche amie et collaboratrice de la directrice d'IDMC, se réjouit de cette initiative :

> Comme je te l'ai dit, l'IDMC a également lancé les *Memory days* et lancé un appel à toutes les organisations travaillant sur le passé communiste, les médias ou le domaine de la mémoire, pour qu'elles organisent différentes activités pendant ces journées. [...] Initialement, elles se déroulaient en octobre et novembre. Puis, elles ont été reportées en février, car le 20 février, tu sais, le buste du dictateur a été renversé. C'était surtout une occasion honorifique de rassembler toutes les associations cette semaine-là. C'est ainsi que notre voix pouvait être plus forte pour toutes ces institutions travaillaient dans le même domaine. Et cette voix était vraiment très importante. Les *Memory Days* sont relayées sur les réseaux sociaux et à la télévision. Les médias écrivent que cet institut, cet institut, et d'autres instituts font ces événements. [...] Et oui, c'est comme ça que ça a fonctionné.
>
> *Entretien avec Liri*, 25/02, ISSK. Traduit de l'anglais.

Elle souligne que, selon elle, cette idée a eu un fort écho auprès des publics afin de sensibiliser sur les questions portées par ces différents acteurs et montre que ce dispositif est compris comme une réussite par les travailleurs de la mémoire. Ce témoignage, et cette tendance à vouloir se saisir des journées de commémoration, montre l'importance du rôle joué par ce tissu associatif dans la construction du dispositif mémoriel étudié. Cette société civile, dans ce cadre, se saisit des principes de la *moral remembrance* en considérant qu'il est impératif de créer des journées dédiées à regarder en face le passé, à rappeler la souffrance des victimes et à faire ce devoir de mémoire. Par ailleurs, les différentes activités développées durant les *Memory days* sont elles aussi organisées par la société civile. Cela montre que ce dispositif commémoratif n'a pas été repris par l'État qui n'a finalement pas investi de façon nationale et systématisée dans la commémoration ; cela n'empêche pas, on l'a dit, à la Maison des Feuilles d'organiser une exposition spéciale lors de ces journées de la mémoire. On voit ainsi que la société civile pousse les pouvoirs publics, parfois en vain comme on le voit ici, à faire leurs les divers instruments de politiques publiques, devenus ordinaires dans l'Union européenne, pour mettre en œuvre une politique de mémoire car ils considèrent qu'elle est toujours insuffisante. Se faisant, ils reprennent et défendent les principes et le contenu du cadre mémoriel européen.

Les listes de victimes

Les listes de victimes du régime constituent un dernier type de lieu de mémoire immatériel. De nombreuses listes sont disponibles et elles se sont développées dans de multiples formats. Au-delà des affichages de musées évoqués précédemment (les "murs des noms"), divers acteurs ont créé des sites et des livres afin que le public ait accès aux informations classifiées du régime. Si une autorité étatique - l'Autorité des dossiers créée en 2016, deux ans après la candidature albanaise à l'UE - est vouée à rendre plus transparentes ces informations, elle est néanmoins critiquée par des acteurs proches du monde associatif, comme l'enquêtée Liri ou la fondation kujto.al pour la lenteur et les limites de la mise à disposition des données qu'elle détient. Pour pallier cela, kujto.al lance en 2018 [10] une base de données en libre accès via son site éponyme pour "renforcer la transparence" vis-à-vis des crimes du régime. En parallèle, l'administration indépendante de l'état ISSK - sous l'impulsion de Liri - lance un partenariat avec la Konrad Adenauer Stiftung pour éditer une encyclopédie des victimes qui sont accompagnées de photos et de notices biographiques. Selon Liri, aucune de ces initiatives n'est suffisante car toutes les données du ministère de l'intérieur ne sont pas rendues accessibles plus de trente ans après la chute du régime.

Dans la construction progressive de ce lieu de mémoire, on voit encore une fois comment la société civile tente de pallier ce qu'elle considère comme un manque d'action de la part des autorités en finançant et en étant à l'initiative. Il apparaît aussi à quel point la candidature à l'Union européenne - qui a poussé à l'implémentation de la KAS et à la construction de l'Autorité

10. Date de la première archive WebArchive avec la liste de nom établie.

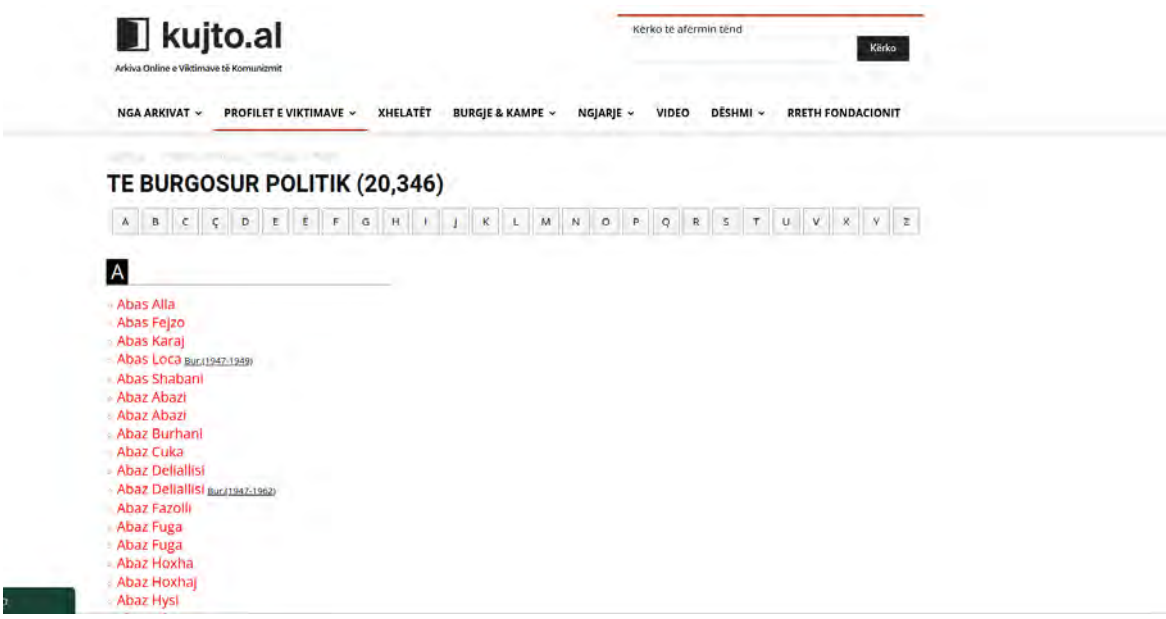


FIGURE 2.14 Aperçu du site kujto.al, "L'archive en ligne des victimes du communisme".

des dossiers - est un pouvoir accélérateur du dispositif mémoriel albanais. Cela transparaît quand on analyse les différentes activités en Albanie qui font partie du dispositif mémoriel.

2.2 Les activités mémorielles en Albanie

On appelle activités mémorielles ces événements organisés dans le but de traiter du passé et d'agir sur la société en produisant des effets sur les publics. Elles sont le principal outil d'action de la société civile, car elles demandent un investissement moins important que la construction de lieux de mémoire. De l'autre côté, l'État ayant délaissé les commémorations et n'organisant d'activités d'accueil de public hors des lieux de mémoire qu'il contrôle, il n'a pas investi ce dispositif. Ces activités sont d'une très grande diversité, ce qui rend complexe une analyse globale de celles-ci. Néanmoins, il apparaît que les différentes activités sont des vecteurs de transmission d'une norme mémorielle, qui définit le prescrit et le proscrit quand il s'agit du passé albanais. Pour ce faire, les activités impliquent des façons de se légitimer, notamment en revendiquant une expertise sur ces questions.

2.2.1 Des activités diversifiées qui respectent le cadre mémoriel européen

Les activités mémorielles sont espacées sur le territoire, produites par un très grand nombre d'acteurs et ne laissent pas toujours de traces permettant de faire une analyse macroscopique. En se concentrant sur Tirana, le terrain d'enquête, il apparaît que ce soient les journées de la mémoire (*Memory Days*) qui servent de période d'activité décuplée, alors que dans le reste de l'année, le

rythme de ces activités est inégal. Face à ces constats, on propose d'abord de regarder les activités développées lors de la semaine de la mémoire ces dernières années, les programmes officiels de toutes les éditions depuis 2017 étant disponibles sur le site de l'Institut pour les Médias et la Culture (IDMC) [11]. Dans ces archives, on voit une grande diversité d'activités organisées, ce qui peut se justifier par une volonté d'accueillir un public très diversifié. Ainsi, on relève des conférences scientifiques sur des sujets précis (La mémoire du communisme sur les réseaux sociaux, 2025), des visites guidées dans des villes ayant un passé communiste chargé (visite de Shkodra lors de l'édition 2023), des activités artistiques (vernissage d'une exposition lors de l'édition 2025), des projections de films (et ce, tous les ans), des présentations de livres, des tables rondes (discussion sur les lieux de mémoire en Albanie en 2022), des témoignages de victimes suivis d'échanges comme ce fut le cas dans l'édition 2025. On voit ainsi, dans ce panorama succinct, toute l'étendue que peuvent prendre les différentes activités mémorielles. Dans ces journées organisées par l'IDMC avec le financement de la KAS et qui regroupent une très grande diversité d'acteurs associatifs, il semble que le cadre mémoriel européen soit aussi défendu dans le fond. Bien que les sujets traités soient très différents, tous se rapportent à la mémoire traumatique albanaise liée au communisme, avec de rares présentations et réflexions sur la question fasciste ou nazie mais qui n'est pas traitée dans le cadre albanais. Les principes du cadre mémoriel européen, étant une semaine de commémoration, de transmission du passé et d'expression des victimes, sont présents. Aussi, le contenu du cadre mémoriel qui a comme ligne le rejet du totalitarisme est affirmé, ce qui souligne que la société civile albanaise la plus active dans le domaine mémoriel reprend les codes de la politique publique européenne et les implémente afin de pallier les défaillances étatiques en la matière.

Si cette brève analyse des *Memory Days* permet de brasser une partie de la grande diversité des activités mémorielles albanaises, elle ne permet pas de traiter un des formats centraux du travail de mémoire albanais : la formation. Sur ce terrain, deux formations ont été observées dans leur totalité. La première est une "école d'automne" organisée par la Konrad Adenauer Stiftung. Cette conférence portait sur une lecture du régime albanais comme un "stalinisme soviétique" et durait cinq jours. Elle était ouverte à tous les étudiants de l'Université de Tirana et les cours se tenaient dans l'amphithéâtre Adenauer de l'Université, nommé ainsi car sa rénovation a été financée par la KAS - ce qui montre par ailleurs la force de l'implémentation de l'institution dans le pays. Une seconde formation a été observée, celle préparée par le Mémorial de la Shoah de Paris, en tandem avec EuroClio Albania, l'association des professeurs d'histoire, et qui réunissait une quarantaine de professeurs de collège/lycée. Elle cherchait à sensibiliser sur quatre jours les professeurs albanais sur une question assez inconnue en Albanie, la Shoah - sachant qu'aucune déportation n'a eu lieu sur le territoire albanais. Ces deux formations se ressemblaient, elles reposaient sur une succession de conférences par des professionnels du domaine mémoriel, ponctuées d'autres activités comme les "workshops", activités ludiques d'application des connaissances, mais aussi des visites voire des voyages dans le cas de la KAS. Dans ces deux exemples, construits par des acteurs totalement

11. On peut retrouver ces documents archivés ici.

différents et pour des publics très différents, on voit que la question est celle du totalitarisme ; fasciste d'un côté, communiste de l'autre. Ceci est particulièrement important à souligner dans le cadre de formations qui sont construites pour transmettre des normes mémorielles aux publics. Ces deux exemples montrent en effet l'expression de deux dispositifs de diffusion des valeurs mémorielles à la société compatibles avec le cadre mémoriel européen. Il convient désormais de noter que pour que cette transmission de valeurs mémorielles soit assurée, ces activités se légitiment en revendiquant de traiter avec expertise les questions mémorielles.

2.2.2 Traiter avec expertise des questions mémorielles

S'il y a une grande pluralité des activités mémorielles, elles ont toutes pour point commun de revendiquer symboliquement une expertise lorsqu'il s'agit du passé. La mise en scène de cette perspective passe par le choix des invités. Dans toutes les activités analysées pour ce terrain, des représentants du champ historique ou proche de ce milieu seront présents pour donner une assise professionnelle à l'activité. Ainsi, la directrice d'IDMC, brièvement rencontrée à la fin d'une conférence lors des *Memory Days*, souligne leur "grande proximité" avec l'Université de Tirana, dont les départements d'histoire et de journalisme fournissent des contingents d'experts aux conférences de l'Institut. Dans les trois activités mémorielles observées pour ce travail, toutes faisaient intervenir de multiples experts, tandis que les sujets et les introductions ont été donnés par les membres de la société civile à l'origine des activités. En parcourant les anciennes éditions des *Memory Days*, on y voit constamment des spécialistes nationaux et internationaux des questions posées par les activités ; comme le montre l'invitation en 2021 de Jens Schmitt, spécialiste de l'histoire albanaise, pour traiter des questions posées par l'expérience hoxhiste et les mythes qu'elle a engendrés.

On voit ainsi, à travers les dispositifs mémoriels sous forme d'activité, la vivacité de la société civile qui apparaît comme une force de proposition majeure de nouveaux dispositifs mémoriels. En outre, ce travail par la société civile se fait dans une optique respectueuse du cadre mémoriel européen. En effet, elle s'assure de traiter avec expertise de questions mémorielles liées aux totalitarismes, ce qui permet de diffuser une norme mémorielle compatible avec celle définie par l'Union avec plus de légitimité. L'État, de son côté, n'a pas investi ce dispositif mémoriel et apparaît finalement plutôt en retrait de ce "travail de mémoire" impulsé ici par des acteurs civils nationaux - le plus souvent financés par des structures européennes - et des acteurs pleinement européens comme la KAS. Il s'agit désormais de voir comment ce désinvestissement de l'État peut se transformer en une forme de rejet du devoir de mémoire, quand il considère que celui-ci va à l'encontre de ses intérêts politiques.

2.3 Commémorer mais vouloir oublier ? Tensions des dé-commémorations

Selon la définition de Gensburger et Wüstenberg (2023) la dé-commémoration est le processus dans lequel les représentations matérielles et publiques du passé sont retirées, détruites ou fondamentalement modifiées, à la manière du déboulonnement des statues qui ont fait l'actualité ces dernières années. À première vue, ce processus va contre l'idée du travail de mémoire. Il consisterait en effet en une forme de négatif du dispositif mémoriel. Mais, comme le soulignent les auteurs, commémorer et effacer le passé sont les deux faces d'une même pièce en tant qu'effacer une partie de la mémoire dans l'espace public c'est en mettre en valeur une autre. C'est une forme de politique négative, qui fait partie du dispositif mémoriel général tout en allant contre l'idée de travail de mémoire tel que le définit Ricœur. Il est important de souligner que la fin du régime communiste en Albanie a coïncidé avec la chute d'une statue qui commémorait la figure du dictateur récemment décédé dans la grande place de Tirana, le 20 février 1991. Cette chute a en fait donné le top départ au nouveau travail de mémoire albanais qui transforme totalement la place du dictateur dans le récit national. Cette dernière décennie, le processus de dé-commémoration, dans un cadre où priment les principes européens, peut apparaître être en opposition avec l'idée de devoir de mémoire, ce qui peut entraîner un choc entre la mémoire nationale et la dynamique d'européanisation de la mémoire.

2.3.1 Dé-commémorer "à l'européenne"

Dans la définition de Gensburger et Wüstenberg (2023), la dé-commémoration n'est pas forcément un oubli radical, elle peut être une modification fondamentale de la représentation matérielle du passé. Un exemple clair de ce phénomène est la transformation récente de Piramida (La Pyramide).

Piramida est un bâtiment situé dans le centre de Tirana et créé en 1988. Il a été créé pour être le tombeau du dictateur Enver Hoxha dans le cadre de sa politique de culte de la personnalité. Il devait aussi servir comme musée d'Enver Hoxha entre 1988 et 1992. Mais la chute du régime a mené à la construction d'une tombe traditionnelle pour Enver Hoxha et à l'abandon progressif de la Pyramide. Elle a finalement abritée une station de radio, avant d'être presque complètement abandonnée dans les années 2000. Les pouvoirs publics ont longtemps tergiversé sur ce qu'ils allaient faire avec ce bâtiment. Le consensus politique était la destruction pure et simple de ce lieu devenu gênant pour un État désireux de construire son avenir en rasant son passé - ce, contre l'avis de la population qui était attachée à ce lieu (Iacono et Këlliçi, 2016).

La Pyramide a été imaginée par une équipe d'architectes dont Klement Kolaneci (Rrustemi, 2024), le gendre d'Enver Hoxha. Celui-ci a même été le directeur de mémoire d'une des enquêtées, Meri, haute fonctionnaire en charge de l'intégration européenne et architecte de formation. Elle a indiqué avoir eu de nombreuses discussions sur cette pyramide avec lui, en précisant que tout avait un sens. C'était "le bâtiment le plus important de l'architecture albanaise" selon elle. Meri

FIGURE 2.15 Piramida en 1988. Photographié par Ylli, tirée de Iacono et Këlliçi (2016).

FIGURE 2.16 Piramida à l'abandon en 2007. Photo par I. Gramo

a été très investie dans la vie de ce bâtiment. Quand les pouvoirs publics ont voulu détruire la Pyramide, elle et son mari Tanos - architecte, artiste reconnu et membre de l'Académie Albanaise des Arts - ont décidé d'effectuer un *happening* pour dénoncer les actions du gouvernement à son encontre. Cette performance, qu'ils ont nommée *histeri* - jeu de mots entre histoire (*histori*) et hystérie (*histeri*) - a consisté à recouvrir la Pyramide d'un grand drap avec écrit le jeu de mots. Quelques années plus tard, il a été décidé par l'administration Rama de complètement rénover le lieu et la nouvelle Pyramide a finalement ouvert en 2021. Le lieu a été modifié de fond en comble, y compris dans sa nature architecturale.

Cette enquêtée considère que la rénovation a complètement dénaturé le bâtiment. Elle prend l'exemple, selon elle, le plus parlant : la pente. En haut de la Pyramide se trouvait une étoile, rouge. La pyramide était faite de telle sorte à ce que chaque citoyen puisse atteindre l'étoile mais que la route était très compliquée à cause de la raideur de la structure. C'est une image socialiste : atteindre le socialisme se fait à travers beaucoup de travail. La rénovation a enlevé l'étoile, évidemment, mais a mis des escaliers afin que les promeneurs puissent y monter et admirer Tirana à 360 degrés. Ce faisant, elle a détruit selon cette enquêtée la logique de ce bâtiment. Ce

FIGURE 2.17 Piramida vue de l'extérieur aujourd'hui. Photo prise sur le terrain.

détail s'insère dans une modification générale de la nature du lieu. Quand nous sommes entrés dans l'ancien mausolée d'Hoxha, chantre du marxisme-léninisme et pourfendeur de toutes les formes de capitalisme ou de révisionnisme (Fevziu, 2016), il était en effet très surprenant d'y trouver une Pyramide nouvelle version qui a été transformée en incubateur de jeunes pousses, entre autres choses. Le musée du hoxhisme est ainsi devenu, par la volonté des pouvoirs publics, l'antre d'un capitalisme particulièrement débridé.

Cela s'inscrit dans une stratégie de dé-commémoration générale où les lieux clefs liés au dictateur sont renversés symboliquement. Tanos et sa compagne Meri ont évoqué cette tendance dans leur entretien.

> Tanos : Je pense que Rama est un peu en train de faire la même chose que Berisha [ancien premier ministre illibéral qui poussait à la destruction de ce qui renvoyait au communisme], mais d'une façon plus raffinée. Car, je veux dire, il n'a pas détruit la Pyramide mais en fait... il a détruit son pouvoir symbolique. Il a détruit le théâtre national pour en faire un nouveau. Il a détruit le stade pour en faire un nouveau, qui est par ailleurs commercial. Il va utiliser la maison de l'autre dictateur pour inviter des artistes ce qui, je sais pas, on dirait que c'est "cool" mais... Ça reste problématique, car, je veux dire...
>
> Meri : Quand on parle de mémoire c'est très problématique.
>
> Tanos : Oui, y'a plus d'endroits pour parler du passé après. Donc je pense que c'est problématique. Car t'as toute cette connerie [*bullshit*] de bunker [le Bunk'art II] qu'est complètement faux...
>
> *Entretien avec Meri et Tanos*, 01/02, Bar de Tirana. Traduit de l'anglais.

FIGURE 2.18 Intérieur de Piramida aujourd'hui.

Le couple fait ici part de leurs sensations vis-à-vis de ces nouvelles rénovations qui, selon eux, mettent à mal symboliquement ce qu'ont représenté les lieux communistes afin d'affirmer le pouvoir politique actuel. Si cette approche est revendiquée dans un autre cas, nous le verrons, ce n'est pas tout à fait le cas ici. En effet, la Pyramide mentionne bien le passé du lieu. Lors d'une de mes visites, il y avait des panneaux expliquant les dommages des camps sur la société albanaise, mais aussi un projet d'expositions muséales sur les répressions du régime. Ces initiatives, certes limitées à l'échelle de ce grand lieu au cœur de Tirana, permettent de ne pas complètement faire fi du principe de devoir de mémoire. On peut ainsi parler d'une dé-commémoration "à l'européenne" car elle respecte les grands principes fixés par la politique - tout en restant discutable vis-à-vis de ceux-ci en tant qu'elle déforme radicalement un lieu qui fut un lieu de commémoration sans clairement appeler à faire un devoir de mémoire. Ce n'est pas le cas pour un second lieu que ces enquêtés ont mentionné dans cette discussion, la maison du dictateur Enver Hoxha.

2.3.2 Dé-commémorer radicalement, choquer le cadre européen

La transformation par l'administration Rama de la villa d'Enver Hoxha constitue un exemple de dé-commémoration forte, comme l'indiquait en creux Tanos dans l'extrait précédent. Créée en 1932, le bâtiment est situé au cœur du quartier Blloku - ancien quartier réservé à la *nomenklatura*. Dans la frénésie de la réutilisation et de la réouverture d'anciens bâtiments du régime, celui qui est

FIGURE 2.19 Extérieur de la maison d'Hoxha aujourd'hui.

certainement le plus iconique se distingue de par sa non-utilisation comme lieu de mémoire. Pas même une plaque y a été apposée. Eve - médiatrice pour le musée-mémorial de la Shoah de Paris -, qui est passée devant, a dû me demander ce qu'était ce bâtiment étrange - elle n'en avait aucune idée. Cette interaction a souligné qu'il fallait vraiment connaître le lieu pour savoir ce qu'il a été.

Le bâtiment a toujours appartenu à la Présidence. Il a été entretenu mais n'a pas eu de fonctions jusqu'en 2025. À cette date, Edi Rama a décidé d'en faire une résidence pour des artistes étrangers d'avant-garde. Le 16 janvier 2025, devant l'ambassadrice de France, il déclare à propos de ce projet :

> Je crois que ce qu'il fallait faire de cet espace a été fait. Cet espace devait être utilisé pour faire les choses qu'Enver Hoxha aurait redoutées plus que tout. C'est la devise qui nous a guidés. Quoi que nous fassions là-bas, faisons en sorte qu'Enver Hoxha se retourne dans sa tombe avec regret. S'il y avait quelque chose qui rendait la dictature absolument cruelle, c'était la répression de toute expression de la dégénérescence moderniste. Ce sera une maison de dégénérescence moderniste. Il n'y a rien de plus beau que cet espace utilisé par de jeunes artistes du monde entier.
>
> *Discours d'Edi Rama*, 16/01/2025, Traduit de l'albanais. Source : Shqiptarja.com (2025a)

On retrouve la logique de renversement symbolique qui vise à chasser la mémoire qui se trouve accolée au lieu. En effet, cette réouverture a été pensée comme une occasion de créer un endroit qui soit en parfaite contradiction avec ce qu'il a été, à l'heure du régime totalitaire. Ici, la logique est plus forte qu'à Pyramida car ce bâtiment n'accueillera plus de publics et ne fera pas référence explicitement à ce qu'il était sous la dictature. Il sera seulement cette zone d'accueil pour ce public étranger tout particulier, ces artistes d'avant-gardes. Cette décision se comprend au regard

de la situation politique d'Edi Rama. Il est artiste, peintre, poète, romancier, exposé à la Marian Goodman Gallery, et ses œuvres sont largement éditées en Albanie. Mais il est aussi connu comme étant un personnage autoritaire et imbu de sa personne (Le Courrier des Balkans, 2025b). La dé-commémoration arrive souvent lors d'un passage d'un régime politique à un autre et sert à asseoir le nouveau régime. On pourrait alors, avec ces informations, faire l'hypothèse qu'il s'agit, dans le cas de cette maison, de remplacer symboliquement l'ancien par le nouveau souverain. Le nouveau étant représenté ici par cette fibre artistique, qui est chère au style politique d'Edi Rama. Reste que dans ce cas précis, la dé-commémoration symbolique, non physique, du lieu ne se double pas de vecteurs de mémorialisation, ce qui est en contradiction avec les dynamiques mémorielles européennes qui appellent au respect du devoir de mémoire. Dans ces deux cas, c'est l'exécutif qui dicte la démarche de rénovation et la finance sur ses propres fonds. Ces deux exemples montrent ainsi, dans deux degrés différents, une inclinaison des pouvoirs publics à dé-commémorer en faisant fi d'un des piliers de la *moral remembrance* - dans un mouvement qu'on identifie comme une volonté de l'oubli du pouvoir passé pour mieux affirmer le pouvoir présent. Ils montrent qu'il y a un décalage entre les dynamiques mémorielles locales et internationales et soulignent par ailleurs la disparité entre les volontés de suivre les principes de la *moral remembrance* selon les acteurs en jeu.

Dans ce chapitre, nous avons démontré que le dispositif albanais, bien qu'étant dans une période d'accélération, est aussi traversé par des dynamiques contradictoires. D'un côté, la candidature à l'Union européenne semble avoir enclenché des processus qui ont permis la multiplication de dispositifs de politique publique mémorielle. En effet, à sa suite, de nombreux lieux de mémoire, matériels et immatériels, ont été inaugurés et les activités mémorielles se sont multipliées grâce à des initiatives de la société civile comme les *Memory Days*. Ces dispositifs, on l'a vu, respectent le plus souvent les principes défendus par l'Europe vis-à-vis de ce qu'elle considère comme une bonne mémorialisation. De l'autre, des dispositifs souvent impulsés par l'État, particulièrement les lieux de mémoire, sont très souvent considérés comme incomplets par les professionnels de la mémoire, et les acteurs étatiques semblent constamment poussés par ceux de la société civile pour développer la politique mémorielle plus œcuménique. Ces derniers prennent d'ailleurs le plus souvent les choses en main par eux-mêmes, dans des dispositifs qui respectent les principes mémoriels européens. On voit ainsi une transformation complexe du travail de mémoire au sens macroscopique, mais ces dynamiques complexes méritent d'être éclairées par des analyses concrètes des activités mémorielles ; c'est-à-dire du "travail" de mémoire au sens microscopique. Ainsi, qui sont les travailleurs de la mémoire derrière ce dispositif général ?

Chapitre 3

Les acteurs de la mémoire

> Eloi : Je crois que vous avez vécu un peu sous le communisme. Est-ce que c'est quelque chose qui affecte votre travail ?
> Flora : Non, c'est pas que ça, c'est une mission qu'on a en tant qu'historien ce travail, et c'est [notre] raison d'être [*purpose*, objectif et raison d'être], bien sûr en respectant le développement du progrès social.
>
> *Entretien avec Flora*, 23/03, WhatsApp. Traduit de l'anglais.

Cet échange avec Flora, professeur d'histoire formatrice et membre d'EuroClio Albania, l'association albanaise des professeurs d'histoire, souligne l'importance de la dimension morale que les travailleurs de la mémoire, définis comme l'ensemble des acteurs qui travaillent pour mettre en œuvre la politique de mémoire albanaise, donnent à leur profession. L'enquêtée exprime en effet que son travail quotidien, qui permet de grandir le dispositif mémoriel albanais, répondrait à des principes moraux supérieurs qu'il reste à éclaircir. Cet extrait montre, en creux, l'importance d'analyser les transformations à l'échelle microscopique du travail de mémoire afin d'expliquer au mieux la réforme de l'ensemble du dispositif national, et de comprendre en quoi celle-ci est liée au processus d'intégration albanaise à l'UE. Pour cela, il faut garder à l'esprit, dans l'enquête, que cette *raison d'être* dont parle Flora et qui semble lui être personnelle, est avant tout le produit de structures qui façonnent le travail des acteurs de la mémoire et les représentations qu'ils portent sur celui-ci.

Ce chapitre cherche à expliquer les dynamiques et les formes prises par le travail de mémoire albanais, en prenant le terme au pied de la lettre. Pour ce faire, on se doit de conduire une analyse des acteurs du dispositif mémoriel albanais et de leur organisation sociale. Le retournement de la notion de "travail de mémoire" effectué précédemment souligne l'importance de l'étude des acteurs derrière ce travail. Étudier les travailleurs, c'est d'abord étudier les structures et les réseaux dans lesquels ils évoluent. Les structures permettent de comprendre la rationalité des travailleurs de mémoire - étape indispensable pour comprendre leurs "bonnes raisons" (Boudon, 2003) - et les liens qu'ils ont entre eux. La seconde partie se concentre sur les travailleurs de la mémoire et leur

rapport au travail. On montrera que leur travail porte une part séculaire importante - c'est avant tout une activité rémunératrice - mais que, de par des processus de socialisation qu'on cherchera à éclairer, la densité morale de ce travail ne peut être négligée. On verra qu'elle est intimement liée à la question de la candidature européenne albanaise.

3.1 Organiser le travail de mémoire

Comment s'organise le travail mémoriel ? Pour répondre à cette question, il faut déjà être au fait des différents types d'organisations dans lesquelles ces travailleurs de la mémoire évoluent. La grande diversité de ces organisations pose la question des moyens par lesquels ils mettent en œuvre une politique de mémoire - c'est-à-dire une action collective.

3.1.1 Les structures du travail mémoriel

Les travailleurs de mémoire évoluent au sein de structures multiples - parfois simultanément - qui encadrent, orientent et parfois contraignent leurs actions. Ces structures vont du plus macroscopique au plus local : l'État, les fondations, les ONG internationales ou locales, jusqu'aux associations de terrain. Il ne s'agit pas ici de proposer une typologie stricte de ces entités, mais plutôt une typologie au sens faible du terme, c'est-à-dire une manière d'identifier les grandes formes organisationnelles qui pèsent sur les pratiques des acteurs.

Les pouvoirs publics albanais, un acteur mémoriel bicéphale

L'État est, d'une certaine façon, une "super-structure" de la mémoire car sous ce nom se cachent quatre entités : les ministères de la culture et de l'éducation, le pouvoir exécutif national et municipal ainsi que deux administrations *ad hoc* créées par le législateur afin de traiter la question mémorielle en Albanie.

Le Ministère de la Culture, de l'Économie et de l'Innovation (MEKI) est une structure importante pour le dispositif mémoriel albanais. Bien que la notion de mémoire ne soit pas présente dans la description de ses missions (MEKI, 2024), son influence est significative. Ce ministère gère les 12 Musées nationaux que nous avons mentionnés précédemment. Dans le cadre de cette enquête, c'est La Maison des Feuilles qui est la structure qui a le plus fait l'objet de nos recherches. Le ministère de l'Éducation a, quant à lui, une portée double. C'est d'abord celui qui définit les programmes d'histoire et qui est un vecteur important d'apprentissage du passé. Mais c'est aussi l'employeur principal des professeurs d'histoire dans le pays qui sont, on le verra, des travailleurs importants de la mémoire.

L'État est aussi une structure mémorielle par laquelle le pouvoir exécutif transforme le dispositif mémoriel, comme on l'a vu dans le chapitre précédent à travers l'exemple de la maison d'Hoxha. Bien que l'exécutif utilise les moyens de l'État pour réaliser ses projets, il a néanmoins une forte prérogative au-delà des ministères. C'est ce qui explique la déclaration d'Edi Rama qui

avançait qu'il aurait été impossible de transformer la maison d'Hoxha aussi vite en passant par la "bureaucratie".

L'État est enfin l'instigateur de deux administrations indépendantes chargées de la mémoire du communisme. D'abord, le pouvoir exécutif créé par décret l'ISSK, en 2009 dans le sillon de la déclaration de Prague, comme me l'indique Liri et Violeta - l'archiviste principale de l'institut. L'institut a un triple rôle : mener des recherches sur le communisme et ses conséquences grâce à des chercheurs salariés, recueillir des témoignages d'anciennes victimes du communisme, médiatiser ces productions auprès du grand public à travers des expositions, des séminaires, des conférences... (ISSK, 2025). L'institut est une "unité indépendante d'administration publique", ce qui lui donne une place particulière entre la recherche indépendante et le pouvoir politique. Il est dirigé par le conseil d'administration et le directeur exécutif et "les membres du Conseil d'administration sont élus par l'Assemblée d'Albanie, qui détermine également la structure organisationnelle et le système salarial du personnel de l'institut" (ISSK, 2025). La seconde administration indépendante est l'Autorité des Dossiers (AIDSSH) [1]. Elle est créée en 2016. Elle est plus petite que l'institut dans sa taille mais également par les missions qui sont les siennes, plus restreintes et délimitées. Selon ses statuts, elle vise à collecter, traiter et administrer les documents de l'ancienne Sûreté de l'État afin de les rendre accessibles aux victimes et au public en général (AIDSSH, 2020).

L'État albanais, à travers ces différentes entités, joue plusieurs jeux mémoriels. On l'a vu au chapitre précédent, il va à la fois dans le sens du processus d'européanisation de la mémoire dans le fond (Maison des Feuilles) tout en menant des dé-commémorations contre le principe de devoir de mémoire. Ces deux représentations de la raison d'État face à la mémoire nous mènent à considérer cet acteur comme un acteur bicéphale, à la façon de l'aigle sur le drapeau albanais, qui est à la fois à l'instigation de structures pro-cadre mémoriel européen tout en ayant des intérêts nationaux contradictoires.

Les fondations et les ONG : les structures avec le plus d'agentivité

Deux autres types de structures, qu'il est parfois difficile de différencier sur ce terrain, sont très importantes pour le travail de mémoire : les *fondations* et les *ONG*. Elles se distinguent dans leur façon de se financer.

Les fondations

Les fondations sont des organisations non gouvernementales qui ont la capacité de mobiliser des fonds propres pour leurs activités. Elles proposent aux autres organisations, via des appels d'offres, des financements pour qu'ils réalisent ensemble des activités mémorielles. Sur le terrain,

1. En albanais *Autoriteti i Dosjeve*, son nom long étant l'Autorité pour informer et documenter l'ancienne Surêté de l'État (Autoriteti për Informimin mbi Dokumentet e Ish-Sigurimit të Shtetit).

les deux fondations les plus centrales sont la KAS et kujto.al. La Konrad Adenauer Stiftung est fondée en 1955. Proche de l'Union chrétienne-démocrate allemande (CDU), elle promeut les valeurs libérales et démocratiques (KAS, 2025). Elle a ouvert une délégation en Albanie en 2017 et a un partenariat privilégié avec l'ONG IDMC pour ses travaux mémoriels. Kujto.al, déjà mentionnée, est un autre exemple de fondation. Elle est par contre entièrement albanaise. Elle est à mi-chemin entre la fondation et l'ONG car elle repose parfois sur des financements extérieurs pour conduire ses activités.

Les ONG

Les ONG sont responsables d'activités mémorielles mais n'ont pas ou peu de fonds propres. Elles peuvent être internationales, où elles organisent des travaux en collaboration avec des acteurs locaux, ou entièrement nationales. La plus importante ONG albanaise dans le milieu mémoriel est l'Institut pour les Médias et la Culture (IDMC) dont nous avons déjà parlé. Elle bénéficie d'un partenariat privilégié de financement avec la KAS. Fondé en novembre 2014, l'IDMC tire avantage de cette relation étroite pour disposer de fonds réguliers, ce qui lui permet de mettre en place des dispositifs mémoriels de grande qualité - comme en témoigne l'organisation des *Memory Days*.

Une autre ONG importante sur ce terrain est le Mémorial de la Shoah de Paris qui réalise depuis 2021 des activités de formation en Albanie en partenariat avec EuroClio. Comme les autres ONG, le Mémorial doit chercher des financements auprès d'acteurs divers car ses fonds propres ne lui permettent pas de faire de telles activités.

Les associations

Les associations créent des activités similaires aux ONG mais n'ont aucune capacité de financement propre et peu de capacité de financement externe. L'association mémorielle la plus active en Albanie, et celle que j'ai pu analyser, est l'association des professeurs d'histoire (EuroClio Albania). Cette association est membre d'une plus grande structure, EuroClio, qui lui demande des frais d'inscription tous les mois lui donnant, en retour, un accès facilité à son réseau. EuroClio Albania est la structure la plus ancienne rencontrée sur le terrain car elle a été créée à la fin des années 90 selon les enquêtés. Elle s'autofinance grâce à la générosité de ses membres, comme la plupart des associations albanaises, ce qui la pousse à faire des partenariats avec des ONG et des fondations.

L'Union européenne et les acteurs nationaux étrangers

L'Union européenne est-elle un acteur mémoriel ? La politique de mémoire n'est pas au centre des objectifs européens pour l'Albanie, comme l'a souligné Fatos, l'ancien ministre à l'intégration européenne qui a été interrogé. Il avance que l'activité mémorielle est avant tout le fait de la société civile. Mais si l'Europe ne conduit pas, elle-même, d'activités dans ce domaine, elle en finance, en accompagne et donne des grandes directions pour celles-ci. Pour se financer, les ONG, et certaines

FIGURE 3.1 Mention "co-financé par l'Union européenne" sur le programme d'un séminaire organisé à Tirana.

fondations, passent notamment par les appels d'offre ouverts par la Commission Européenne. La politique de mémoire européenne est gouvernée à travers le programme *Europe for Citizens*, sa première *strand* étant dédiée aux activités mémorielles dans les pays européens et les pays candidats (Van De Putte, 2024a). Tous les projets ayant des fonds doivent respecter les conditions, assez lourdes, de traitement de la mémoire qui convient au cadre mémoriel européen : rejet du totalitarisme et principes de la *moral remembrance* (faire face au passé, devoir de mémoire, respect des victimes).

L'Union européenne a aussi un local en Albanie, *the Europe House*, qui accueille des conférences mémorielles (comme aux *Memory Days* 2025). C'est un acteur central car il est le plus grand financeur des activités mémorielles sur place, selon les enquêtés, et car ses orientations sont celles qui ont le plus d'écho parmi les travailleurs de mémoire, nous y reviendrons.

Les acteurs étrangers, souvent européens, jouent un rôle similaire mais auxiliaire. Ils financent des activités d'ONG voire co-organisent des activités avec elles. Elles financent elles aussi à travers des appels d'offres, selon leur politique nationale. Le ministère des Affaires étrangères allemand est, par exemple, un grand financeur des activités du Mémorial notamment en Albanie, en raison de la politique allemande de gestion du nazisme. De la même façon, l'ISSK a travaillé, en étant financé et en co-organisant des travaux, avec l'Institut des Crimes du Communisme estonien comme l'a indiqué Liri dans un entretien.

3.1.2 Comment fonctionne le réseau mémoriel ?

On a ainsi une grande diversité d'organisations s'impliquant dans le travail de mémoire, des associations jusqu'aux instituts étatiques et institutions européennes. Comment cet ensemble d'acteurs si différents peut-il construire une politique publique de mémoire en Albanie ? Concep-

tuellement, nous envisageons cet ensemble d'acteurs comme un réseau c'est-à-dire un ensemble de relations de type spécifique - ici, de collaboration - entre un ensemble d'acteurs - ici, des organisations (Lazega, 1994). Il s'agit d'abord de voir les types de relations qu'ils entretiennent, puis de cartographier ce réseau pour enfin explorer leurs rapports - entre coopération et concurrence.

Les échanges entre les organisations

Le réseau se structure autour d'un double échange avec d'un côté les financements et de l'autre un ensemble de "savoir-faire". Seule l'association des deux permet, *in fine*, de produire le travail mémoriel. Les financements, des fondations et des acteurs internationaux, permettent d'irriguer le réseau. Les autres organisations cherchent à répondre à ces appels d'offre ou à se lier avec des organisations ayant obtenu des fonds pour organiser collectivement des activités. De l'autre côté, les organisations dotées de fonds cherchent à mener un travail de mémoire qui convienne au public qu'elles visent et qui défendent les valeurs qu'elles prônent. Prenons l'exemple du Mémorial de la Shoah qui cherche de façon très active des financements. Il doit avoir des représentants locaux pour trouver des publics, des spécialistes du sujet, des locaux pour la logistique notamment. Jean, qui supervise les activités administratives internationales du Mémorial, souligne dans notre entretien ces nombreux acteurs avec qui il faut coopérer :

> On coopère, mais on essaie de décharger la logistique parce que c'est trop... Déjà, le financement, c'est nous qui les avons. La plupart des associations, recevoir de l'argent, ou organiser.. [c'est compliqué]. Donc eux, leur rôle c'est d'élaborer ensemble le programme, avec nous, parce qu'on ne veut pas faire de l'impérialisme, on veut que chacun... Et puis c'est eux les experts des problématiques locales, on fait des propositions, on se met d'accord sur un programme, on choisit qui sont les intervenants tous ensemble, eux ils sélectionnent les professeurs selon les critères qui ont été admis de manière commune et on réunit tout le réseau européen de tous les coordinateurs nationaux, on en a un par pays qui est chargé de cette partie, nous aider.
>
> *Entretien avec Jean*, 26/01, Paris.

Les organismes financeurs irriguent aussi le réseau de techniques et de valeurs en les imposant via leur appel d'offre, définissant ce que les acteurs locaux doivent avancer et comment ils doivent l'avancer - bien que ces derniers conservent une certaine agentivité. La spécialisation dans le réseau entraîne un certain agencement, qu'il s'agit désormais de cartographier.

Cartographier cet espace social

L'utilisation de l'outil Hyphe nous permet de construire le réseau mémoriel comme objet, quoique de façon partielle et imparfaite (voir la section Méthodologie de l'Introduction). L'analyse graphique du réseau ainsi reconstruit permet de faire trois observations sur les dynamiques du travail mémoriel albanais.

D'abord, on observe une forte centralité de l'Union européenne dans le réseau mémoriel, c'est-à-dire un fort degré de connexion entre ce nœud et les autres. Douze sites d'acteurs mémoriels, des universités, des musées, des ministères albanais, mais aussi des ONG (dont IDMC) y renvoient. Si ces liens ne permettent pas d'établir formellement s'il s'agit de financement, le terrain nous confirme que c'est le cas pour plusieurs d'entre eux comme l'ISSK, l'État albanais, IDMC ou encore EuroClio. Il est aussi intéressant de noter que ces douze structures citent le site de l'Union sans qu'elle, en retour, cite ces acteurs. Cela pourrait souligner le rapport asymétrique qu'il existe entre l'UE, qui finance et dicte les politiques, et les organisations qui se revendiquent de l'UE sans avoir une reconnaissance mutuelle sur leur site. Dans tous les cas, les nombreux liens associés à ce nœud soulignent que de nombreux acteurs lient leur action à l'Union européenne, ce qui est un nouvel indicateur de son importance pour le réseau mémoriel. Et ce, qu'il s'agisse de structures étatiques ou issues de la société civile.

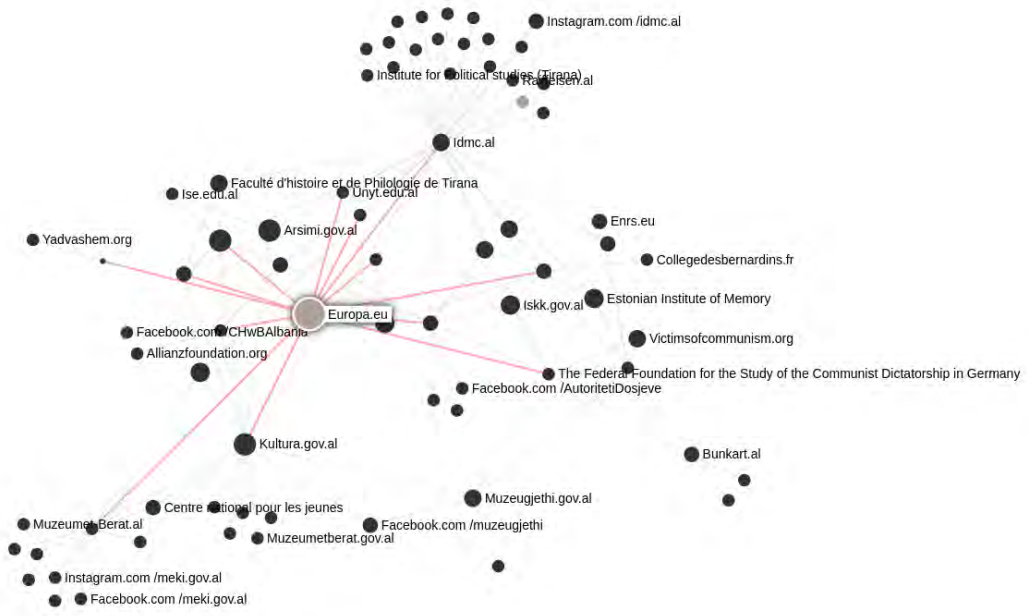


FIGURE 3.2 Représentation du réseau mémoriel. En rouge : liens entrants vers le site de l'Europe.

Le réseau reconstruit nous permet aussi d'avancer, comme le terrain l'a montré, qu'IDMC est un des acteurs centraux du dispositif mémoriel albanais avec 39 liens. Cela peut s'expliquer par ses capacités d'organisation et de génération de nouvelles idées (par exemple les *Memory Days*). Le fait que ses liens soient surtout des liens sortants montre que ce site mentionne particulièrement les autres acteurs du travail mémoriel sans toujours être mentionné en retour. Cette observation peut montrer qu'elle a un bon réseau de financement. En effet, cela peut signifier qu'elle a des relations asymétriques avec beaucoup d'acteurs. Dans les faits, on voit des liens avec des fondations sur la représentation graphique : la Raiffeisenbank, l'Institut de mémoire estonien, la KAS, la fondation

allemande pour l'étude de la dictature ainsi que le conglomérat allemand Allianz. C'est autant de structures à même de financer les actions d'IDMC. On a d'ailleurs pu avoir la confirmation par le terrain que c'était le cas pour la KAS, la Raiffeisenbank et Allianz. Mais on voit aussi ses connexions avec de nombreuses organisations qui ne la financent pas : kujto.al, l'ISSK, l'Autorité des dossiers, EuroClio... On peut donc émettre l'hypothèse qu'elle a organisé des dispositifs avec ces organisations, validant ce qu'on a vu sur le terrain. Cela montre la forte dimension collective du travail mémoriel albanais.

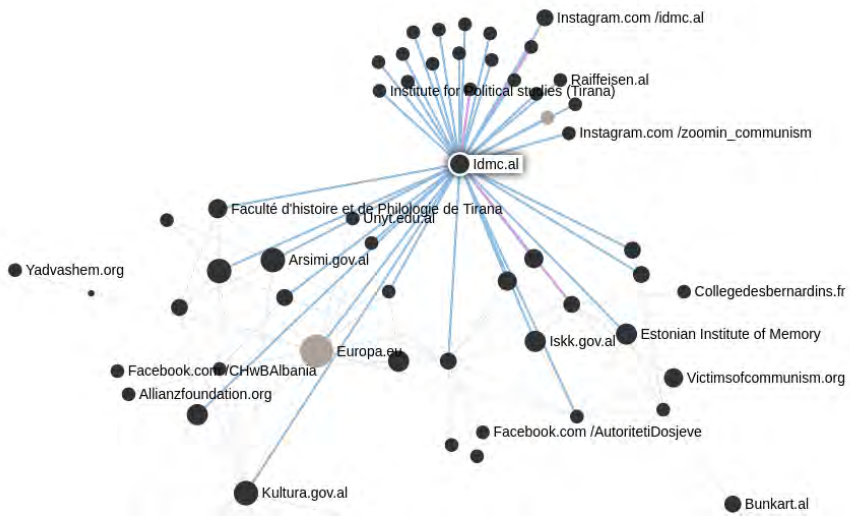


FIGURE 3.3 Représentation du réseau mémoriel. En bleu : liens sortants d'IDMC. En violet : liens réciproques entre IDMC et les autres organisations.

La dernière observation qu'on peut faire est la faible connexion web entre le Ministère de la culture et la société civile traitant des questions mémorielles. On voit en effet qu'un lien *entrant* d'IDMC pour ce nœud. Cela confirme ce qu'on a vu dans la partie précédente, le fait que l'État soit en marge de la société civile et n'investit pas leurs activités mémorielles. Cela confirme aussi l'entretien mené avec l'ancien ministre, Fatos, qui avançait que le travail mémoriel n'était le plus souvent pas effectué, selon lui, avec une coopération entre l'État et la société civile.

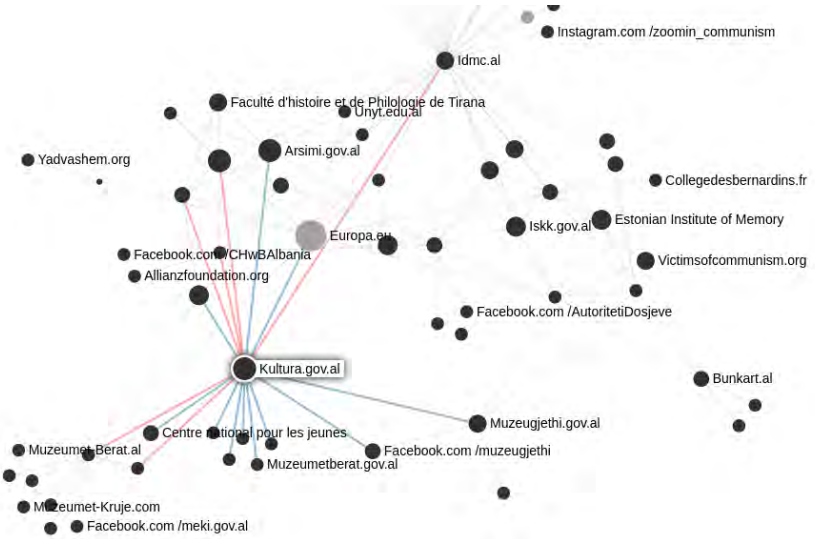


FIGURE 3.4 Représentation du réseau mémoriel. En bleu : liens sortants du site du ministère de la culture. En rouge : liens menant à ce site.

Le travail de mémoire entre coopération et antagonismes

Les ressources transmises au sein du réseau impliquent un rapport double entre les différentes organisations. Le premier rapport qu'entretiennent ces organisations entre elles est la coopération, c'est-à-dire un processus d'ajustement mutuel entre acteurs interdépendants (Crozier et Friedberg, 2014). Les organisations, pour atteindre leurs objectifs, doivent en faire appel à d'autres, car il est très rare qu'elles détiennent à la fois les fonds et les ressources nécessaires (informationnelles, symboliques, techniques) pour accéder aux publics. L'inégale répartition des ressources entraîne une division du travail qui renforce l'interdépendance entre les parties. Dans cette situation, comme le précisent Crozier et Friedberg (2014), les acteurs disposent d'une marge de liberté et d'autonomie et négocient pour réduire les incertitudes liées à l'action collective. Des liens de coopération durables se créent alors entre certaines organisations complémentaires. C'est le cas d'IDMC qui est un partenaire de long terme pour la KAS, et cette dernière conduit, à travers IDMC, une politique mémorielle en accord avec sa vision compatible avec l'Union européenne. Cela permet aux deux parties de réaliser leurs objectifs communs sur le long terme : la réalisation d'une politique de mémoire en accord avec leurs aspirations. De la même façon, le Mémorial traite de façon privilégiée avec le ministère des Affaires étrangères allemand, car ils savent qu'ils sont disposés à financer leurs activités sur la Shoah sur les parties non occidentales du continent européen. Mais la coopération, comme l'indiquent Crozier et Freidberg, ne repose pas sur l'obéissance formelle, mais sur des interactions stratégiques dans lesquelles les acteurs cherchent à construire un équilibre acceptable des contraintes et des intérêts. À ce titre, cet équilibre peut se briser, c'est particulièrement le cas dans les échanges de fonds sur ce réseau. En effet, les appels d'offres

ont des attentes et des dotations différentes, ce qui implique une sélection par les structures qui organisent concrètement le travail de mémoire. Jean m'indique à ce titre s'être éloigné de la KAS car les fonds proposés étaient trop faibles par rapport au travail demandé pour en disposer : "*le problème [de la KAS], c'est beaucoup de travail pour 5 000 euros au bout d'un moment...*".

Mais la rareté des ressources financières et l'unicité des objectifs pour les organisations du travail de mémoire entraîne une situation de concurrence et des inégalités qui peuvent mener à des antagonismes. À ce titre, les organisations les plus dominées sont les associations, comme EuroClio Albania, qui - dans les mots de son ancienne présidente Natasha - n'ont jamais été "leader" sur des projets car ils ne sont "pas assez crédibles" pour avoir des financements de la part de fondations ou de l'Union européenne. Dans son entretien, elle montrait une forme de rancœur par rapport à cette situation dans laquelle l'association n'a jamais pu porter sa vision seule pour organiser des activités. On peut aussi avancer que la compétition pour les fonds pousse à une multiplication des propositions de dispositifs, en tant qu'ils ont besoin de continuer à les produire pour avoir des financements.

On retrouve les caractéristiques d'une politique européanisée. Des acteurs nationaux et internationaux gouvernent collectivement une politique publique qui repose sur des transmissions de moyens, de techniques et de représentations. Cette coopération, doublée d'une forme de compétition pour les ressources rares, explique l'activité soutenue ces dernières années de la société civile par rapport à l'État. L'augmentation générale des financements a permis l'augmentation de la quantité d'activité produite. La conséquence de l'organisation de ce réseau est que les structures de la société civile ont besoin d'organiser des activités mémorielles respectueuses du cadre mémoriel européen pour continuer à être financées. Entrons davantage dans le détail de ces organisations en regardant la socialisation des acteurs, ce qui permettra de fournir un autre facteur explicatif du caractère soutenu et conforme aux valeurs mémorielles européennes de l'activité mémorielle.

3.2 Les travailleurs de la mémoire

Les travailleurs de la mémoire, qui évoluent au sein de ces organisations, ont un rôle central dans la construction effective de la politique mémorielle. Pour comprendre leurs actions, il faut se pencher sur leurs discours et leurs représentations. Il s'agit donc ici de retracer leurs parcours, de l'entrée dans la carrière aux processus de socialisation dont ils font l'expérience une fois entrés. Cette socialisation homogénéise leurs représentations quand il s'agit de leur travail "pour la mémoire", à tel point que les descriptions qu'ils font de leur travail le rapprochent d'une véritable *vocation* en phase avec les objectifs européens.

3.2.1 Un travail comme un autre : le travail de mémoire comme profession

Un travail alimentaire

Comment devient-on travailleur de la mémoire ? Sur le terrain, il était intéressant de remarquer l'écart entre les objectifs axiologiques donnés à ce travail et les conditions d'accès à ce travail. Dans la plupart des cas, on entre dans cet emploi car c'est le champ qui offre les plus importants débouchés suite à des études d'histoires. Prenons l'exemple de Vangjel, chargé des publics à la Maison des Feuilles. Dans son entretien, il déclare :

> Vangjel : Oui, j'ai commencé ici en tant que stagiaire. Le musée offre chaque année l'opportunité d'engager des stagiaires et des personnes, des étudiants, qui font leurs études dans le domaine du patrimoine culturel, [...] des langues étrangères, et le musée engage des personnes, des étudiants de ces domaines d'études pour qu'ils fassent ici une période [d'initiation] pratique. J'étais l'un d'entre eux. C'était une période où je cherchais un métier. Il était très difficile de sortir de Tirana parce que c'était la période post-COVID, c'était en 2020. Et comme la maison des feuilles était proche de chez moi et que le département [d'histoire] me permettait de faire un stage, j'ai fait un stage ici. [...] Un mois après la fin de mon stage, on m'a proposé un poste de guide. Et oui, j'ai dit oui, parce que pour moi, j'étais juste un étudiant. J'ai terminé mon master, c'était donc une très bonne opportunité pour moi. J'ai commencé et j'ai passé environ deux ans en tant que guide. Puis j'ai été promu spécialiste.
>
> *Second entretien de Vangjel*, 06/02, Jardin MdF. Traduit de l'anglais.

.

Ici, c'est la situation du marché du travail albanais qui l'a poussé à saisir l'opportunité de devenir travailleur de la mémoire. S'il parle d'un évènement exceptionnel, la période du COVID qui a rendu incertaine la capacité des jeunes albanais de trouver du travail du fait des contraintes géographiques, Vangjel fait aussi l'expérience d'une conjecture généralement défavorable ; le taux de chômage des jeunes avoisinant les 25% depuis 2018 (World Bank, 2024). Les opportunités sont d'autant réduites à l'issue d'études d'histoire (Vangjel est titulaire d'un master en patrimoine). En discutant avec des étudiants en histoire, on s'est rendu compte à quel point la difficulté pour ces jeunes de trouver un débouché est réelle car leur diplôme est très dévalorisé sur le marché du travail. Ainsi, lors des observations à l'automne 2024 dans le département d'Histoire de l'Université de Tirana, plusieurs acteurs parlaient d'une fermeture prochaine du département du fait du trop faible nombre d'inscrits chaque année. Cela montre la faible valeur de ces études pour le monde social albanais. C'est en fait un problème persistant. Une vingtaine d'années auparavant, Liri a connu des problèmes similaires. Titulaire d'un doctorat d'histoire soutenu dans les années 2000, elle voulait entrer dans le monde académique mais - à défaut - elle a rejoint l'ISSK. C'est une des raisons de son insatisfaction dans son travail, m'a-t-elle déclaré lors de notre visite de l'Ambassade de France dans le cadre du séminaire des *Memory Days*. La situation n'est pas très différente pour les acteurs français travaillant sur des activités en Albanie. Eve, conférencière, entre dans ce champ après une thèse de littérature comparée sur le témoignage des victimes et elle m'indique avoir été

contente de trouver ce travail face aux incertitudes du monde académique. Ici encore, le travail de mémoire constitue presque un débouché "alimentaire" face aux réalités incertaines du marché du travail pour ces formations spécifiques. Et doit se lire comme en miroir d'une carrière académique, ou plutôt de son absence.

Chercher des conditions de travail avantageuses

Une seconde raison pour intégrer le champ a été les conditions de travail avantageuses qu'il pouvait garantir pour certains agents, particulièrement dans le cas très spécifique du musée français qui est très actif à l'international. C'est par exemple le cas de Jean, membre de la direction de ce service. Titulaire d'un diplôme d'un IEP de province et d'un diplôme d'histoire slave, il rejoint d'abord le Ministère des Affaires étrangères dans le service culturel avant d'intégrer l'équipe du musée mémorial. Dans son cas, il a trouvé son compte car il pouvait, selon ses termes, être payé pour voyager et pour "lire des livres sur la Shoah, ce que je fais déjà sur mon temps libre!". Dans ce cas, c'est la satisfaction intellectuelle, doublée de la meilleure rémunération, qui l'a fait entrer dans le champ. Pierre, ex-professeur de lycée en France, décide d'intégrer ce service car ça lui permet de voyager, ce qui est un autre exemple de conditions de travail avantageuses qui justifient l'entrée dans ce métier.

Le travail associatif et la rémunération symbolique

Quid du travail non rémunéré dans le cadre albanais? Dans les faits, il apparaît comme relativement annexe lorsqu'on considère les professions des personnes impliquées dans ce type d'activités. EuroClio, l'association que nous avons suivie dans le cadre de ce terrain forme, par exemple, des professeurs; ses cadres sont eux-mêmes des enseignants ou d'anciens enseignants désormais en poste à l'université. Il existe donc une forte continuité entre leur engagement associatif et leur activité professionnelle, cette dernière assurant leur rémunération principale.

Par ailleurs, les personnes impliquées dans l'association étudiée, EuroClio, recherchent également une forme de rémunération symbolique. Sur le terrain, nous avons pu observer comment le fait d'être membre du *board* pouvait représenter un avantage en termes de statut, en particulier pour des professeurs du secondaire. Miranda, nommée dans un haut poste de l'organisation, n'a d'ailleurs pas manqué de répéter qu'elle avait été promue, même à ceux qui ne la connaissaient pas. Cette reconnaissance était perçue comme un objet de grande fierté. Certains de ses collègues, comme Jean, n'ont pas manqué de tourner cela en dérision, me déclarant en français "je sais pas pourquoi elle me raconte tout ça...".

Ainsi, on n'entre pas dans le travail de mémoire comme on entre en religion. Les raisons qui motivent de prendre ce travail sont circonstancielles et assez prosaïques, le travail de mémoire est en fait une *profession* comme une autre. On n'a par exemple jamais relevé sur le terrain l'idée selon laquelle ce travail avait été choisi pour la protection des victimes. Pourtant, les importantes

dynamiques de socialisation rencontrées dans ce travail mènent à la construction de discours très différents pour justifier l'utilité et la portée de celui-ci.

3.2.2 Socialisation, interactions et formations

Le processus de formation en histoire, ou dans une discipline proche, et l'entrée dans le travail de mémoire sous-tend des processus de socialisation divers qui permettent la transmission par l'interaction de représentations, que ce soit des normes, des valeurs ou des croyances. Cette sous-partie vise à éclairer ces processus de transmission, qu'ils soient verticaux ou horizontaux, qui forment la socialisation secondaire en tant qu'"intériorisation des sous-mondes institutionnels ou basés sur des institutions" (Berger et Luckmann, 2016).

La socialisation avant le travail de mémoire

La socialisation secondaire qui précède le travail de mémoire joue un rôle dans l'entrée dans le champ. La majorité des agents ont suivi des études d'histoire. Même les agents qui ont un travail plus administratif, comme Jean, ont eu une formation historique (en l'occurrence, une licence d'histoire slave). À ce titre, deux grands groupes d'agents se distinguent sur le terrain : ceux qui ont fait une partie de leur éducation sous le régime hoxhiste et les autres. Les premiers ont eu une socialisation très différente à l'université des seconds et soulignent constamment ce qu'ils n'ont pas appris pendant leurs études. Natasha parle dans son entretien de ces trous qu'elle considère comme "honteux" dans sa culture historique. La valeur de l'histoire était, selon ces agents, très différente avant, car la discipline était tournée vers une valorisation de l'histoire officielle du régime. Cela implique pour eux une plus forte importance de leur socialisation dans l'exercice de leur métier. Après la chute du régime communiste, ils ont dû réapprendre et redéfinir les valeurs liées à cette histoire. Les autres ont eu une formation historique et une spécifiquement aux enjeux mémoriels très différente, qui était plus en phase avec le rejet du communisme défendu à l'échelle européenne. Notons enfin que cette socialisation change progressivement pour les élèves intéressés par le domaine de l'histoire et de la mémoire. En effet, l'accélération du travail de mémoire en Albanie implique une multiplication de formations et de lieux de mémoire qui socialisent les futurs travailleurs de mémoire.

Socialisation horizontale : les interactions

L'entrée dans le champ des travailleurs de mémoire amène à une socialisation secondaire horizontale via les interactions sur le lieu de travail, d'abord, les croyances comme les savoir-faire formant autant de « ficelles » de ce métier particulier, ensuite. Vangjel, médiateur à la Maison des Feuilles, raconte ainsi comment il a construit au fil des années le script qu'il énonce aux visiteurs.

> Eloi : Est-ce que ton script a beaucoup évolué durant ces années ? La façon dont tu présentes les choses, les pièces ?

> Vangjel : Ça a beaucoup évolué. Bien sûr, c'est en faisant qu'on apprend. Je continue aussi, je ne parle pas d'apprendre, mais j'améliore mes compétences tous les jours parce que c'est ce que chaque travail fait à chaque employé. Oui, bien sûr, bien sûr, c'est le cas, c'est le cas, ça m'a permis de m'améliorer beaucoup, ça m'a permis de m'améliorer beaucoup. Et c'est un domaine dans lequel j'aime travailler.
>
> *Entretien de Vangjel*, 06/02, Maison des Feuilles. Traduit de l'anglais.

C'est ainsi en faisant qu'il a appris, sur le terrain, son "métier" ; qu'il souligne lui-même être un métier comme un autre ("c'est ce que chaque travail fait à chaque employé"). Cette socialisation se fait aussi par des interactions se déroulant hors du travail, où se créent des liens de familiarité. De nombreux enquêtés avaient ainsi tissé des liens amicaux soulignant que d'autres membres du champ intégraient *in fine* leur sociabilité, c'est-à-dire l'ensemble des contacts hors ménages pour des raisons autres que professionnelles ou de santé. C'est particulièrement intéressant car des acteurs de structures différentes tissent des relations amicales de par leur interaction dans le réseau mémoriel. Liri a notamment construit de forts liens avec la directrice d'IDMC, comme le montre cette entrée du Journal de terrain :

> Je demande à Liri si elle a encore le catalogue des gagnants du concours organisé par IDMC. Elle me dit qu'elle va appeler la directrice. Elle l'appelle devant moi en albanais : *Mon coeur,*[2] [*zemra*] est-ce qu'il reste des calendriers ? C'est pour l'étudiant.
>
> *Journal*, 26/02, Hôtel Tirana.

Cette proximité peut servir de vecteur à la transmission et au partage de nombreuses représentations qui portent sur le sens du travail mémoriel.

Socialisation verticale : formation et appels d'offres

L'activité dans le champ du travail de mémoire implique également des formes de socialisation verticale, notamment à travers les dispositifs de formation. C'est le cas, par exemple, d'associations comme EuroClio Albania, qui organise de nombreux séminaires à destination des enseignants. Ces formations constituent des vecteurs importants de transmission de valeurs et de représentations : elles ne visent pas seulement à outiller techniquement les participants, mais à les aligner sur certaines normes mémorielles. Les cadres des organisations ne sont pas absents de ces espaces de formation : ils y assistent fréquemment, d'autant plus que ces séminaires sont souvent co-organisés par leurs structures.

Un dernier vecteur de transmission des représentations aux travailleurs de mémoire est l'appel d'offre (*call*). Cela concerne les membres de la direction des organisations, ou ceux qui gèrent spécifiquement la question des financements, et peu celle des fondations qui, eux, sont de l'autre côté de la barrière. Un appel d'offre est une rédaction qui reprend un contenu proposé par un pair, c'est une interaction. Ce qui est en jeu dans l'interaction est l'adéquation entre le financement de

2. En albanais, on appelle les gens très proches de nous par le surnom "mon coeur", particulièrement quand ce sont des rapports de femme à femme.

la fondation, leur projet, et la vision de celui qui répond à cet appel d'offre. Les enjeux du travail de mémoire étant moraux (on commémore *qui*, *comment*, *pourquoi*), c'est un vecteur très important de transmission de représentations (Van De Putte, 2024a). S'il est difficile de voir concrètement cette transmission à l'œuvre avec les données de cette enquête, c'est une des façons d'éclairer la grande densité morale qu'on voit dans les justifications des travailleurs de la mémoire.

3.2.3 Un travail qui a du sens : le travail de mémoire comme vocation

La socialisation permet aux travailleurs de la mémoire de partager un ensemble de représentations, des valeurs, des croyances et des normes, sur ce que vise et ce que fait leur activité. Quand ils parlent de leur activité, les acteurs révèlent qu'elle porte une grande densité morale bien que, on l'a vu précédemment, ce ne soient pas ces caractères moraux qui poussent les agents à entrer dans ce champ. Deux grandes positions axiologiques complémentaires se révèlent dans les entretiens. D'abord, les enquêtés déclarent que le travail de mémoire fait sens car il s'agit d'un travail désintéressé voué à la vérité historique - à la fois quand il s'agit de transmission de cette vérité via l'enseignement, de l'exposition du témoignage des victimes mais aussi quand il s'agit des méthodes de production de la vérité par la discipline historique. La seconde grande orientation axiologique, qui est complémentaire à la première, est le renforcement et la pacification de la société démocratique face aux brûlures de l'histoire. Le travail des agents se justifierait selon leurs déclarations car il permettrait de démocratiser, de pacifier les Balkans occidentaux et de protéger les victimes. Ce deuxième axe relève du travail de mémoire au sens de la psychanalyse ricœurienne, où un ensemble d'actions doit être mené pour viser une société apaisée des plaies du passé.

Agir pour la vérité historique

L'histoire est, selon leurs déclarations, une valeur cardinale pour le travail des enquêtés. Elle recoupe trois réalités : l'histoire comme discipline productrice de savoirs réels sur les phénomènes passés, l'histoire comme pratique d'enseignement de ces réalités et enfin l'histoire comme réalité passée qu'il faut transmettre aux publics. Ces trois acceptions semblent toutes vouloir préserver une valeur transcendante : la Vérité.

L'histoire comme discipline sacrée

Le premier enjeu est la distinction entre ce qui est de l'histoire et ce qui n'en est pas. Lors du séminaire sur l'Holocauste qui faisait intervenir une quarantaine de professeurs albanais, Jean, bien que lui-même ne soit pas historien, a beaucoup insisté sur cette distinction.

> Jean commence par tenir un discours introductif. Il souligne l'importance de l'histoire. "L'histoire, c'est des faits" et "les interrogations [de vos élèves] doivent être répondues par des faits *scientifiques*". "Il faut un socle de connaissances très sensibles" pour lutter contre "la réécriture de l'histoire en Europe". La salle est très silencieuse. Il est debout et parle fort dans le micro.

> Son ton est solennel et il donne au discours des accents graves, voire religieux. Cela fait presque penser au prêche du Père Paneloux dans *La Peste* (1947).
> [...] Une femme évoque l'utilisation de films, comme *Le Garçon du pyjama rayé* pour montrer aux enfants ce qu'était la Shoah. Jean la coupe et lentement, avec un ton assertif, il répond : "Le garçon au pyjama rayé, c'est une fable, c'est un conte [il faut] l'utiliser comme un prof d'histoire [...] mettre en contexte [et] historiciser"
>
> *Journal*, 26/02, Salle de Conférence.

On y voit une forte volonté de distinction entre les discours historiques et les autres. Les premiers sont caractérisés par leur production méthodique, construite par des faits objectifs, auxquels s'opposent les fictions défendues par le reste du monde social - que ce soit par les élèves en classe, "abreuvés à TikTok" (Jean) notamment, ou encore celle des productions hollywoodiennes. Comme il le dira dans une autre introduction effectuée le deuxième jour "l'enseignement basé sur l'histoire, c'est l'enseignement basé sur la vérité". Les enjeux de cette distinction sont renforcés par un climat décrit comme révisionniste en Europe. Il est clair, selon ce discours, qu'il n'a jamais été aussi important de faire la part des choses entre ce qui relève de la discipline historique et le reste. Dans un contexte privé, Jean défend encore cette distinction quand il parle de la coopération avec les autorités albanaises.

> Jean : Et voilà, sans faire de compromis, c'est-à-dire qu'on voudrait qu'ils participent à l'organisation, mais on a des lignes rouges, et ils décident pas les sujets. Enfin, ils décident des sujets avec nous, mais s'il y a des choses sur lesquelles on n'est pas d'accord, on n'est pas là pour faire la promotion d'une narration qui est fantasmée, qui ne correspond pas à la réalité.
>
> *Entretien avec Jean*, 26/01, Paris.

Dans ce passage, il souligne qu'il y a une distance entre ses activités, qui délivrent un discours historique, et les usages de l'histoire qui seraient intéressés et développeraient un narratif. Un autre membre du mémorial souligne cette dimension dans son intervention. Dans un cours où il est question de l'usage des images dans les salles de classe, il souligne les précautions qu'il faut prendre afin de faire de l'histoire : "la photo n'est pas la vérité, une vérité parmi tant d'autres". Il est intéressant de voir que ce discours est partagé par des membres de groupes professionnels différents, un professeur et un cadre de médiation historique. Mais il ne faut pas y voir une valeur qui ne serait partagée que dans les discours des membres de ce musée français. Il ne s'agit pas d'une sorte de valeur purement européenne qui est découverte par les locaux. Artur, professeur de littérature et ancien membre dirigeant d'EuroClio Albania, souligne lui aussi dans notre entretien cette distinction entre le narratif et le récit historique dans les salles de classe albanaises.

> Artur : Maintenant qu'il n'y a plus que deux ans d'histoire [étant donné que le programme est trop grand, un professeur] avec une histoire sélective peut venir et choisir qu'est ce qu'il va mettre pour les évaluations. C'est la différence entre l'histoire et le narratif [*narrative*]. Avant, il y avait plus de leçons d'histoire par semaine, c'est ça la différence.
>
> *Entretien avec Artur*, 17/02, WhatsApp. Traduit de l'anglais.

Si cette distinction entre narration et mémoire est classique dans le cadre du champ historique (Bourdieu, 1995), il y a parmi les travailleurs de la mémoire des acteurs en périphérie de ce champ qui partagent ces représentations, c'est le cas de Jean. Ils ne se contentent pas d'imposer la distinction, mais ils l'appliquent à leur propre travail. Cette distinction permet de légitimer leurs activités. Ça permet par exemple une forme de professionnalisation vis-à-vis des professeurs venus assister au séminaire du mémorial de la Shoah. Cette distinction entre histoire véritable et falsifiée rappelle en fait la distinction entre le sacré et le profane chez Émile Durkheim (2014). Chez Durkheim, le sacré est ce qui est intouchable, ce qu'il ne faut pas profaner, ce qui est protégé par une série d'interdits. De la même façon, la distinction entre l'histoire et les autres formes de discours implique et renforce un ensemble d'interdits en tant que professionnels de l'histoire. L'affirmation de cet interdit participe à la construction d'une forme d'*ethos* au sens de Weber, c'est-à-dire un système de valeurs propre à un groupe social (Weber, 2013), que devraient normativement partager les travailleurs de la mémoire.

La bonne transmission de l'histoire

En effet, agir pour la vérité historique passe aussi, dans leurs discours, par la protection du processus de transmission de l'histoire ou de la mémoire véritable, non falsifiée. Cela implique une éthique du transmetteur, un ensemble de principes avec lesquels il ne faudrait pas transiger. Autrement dit, les enquêtés partagent la caractéristique de prendre très au sérieux leur travail dans les entretiens. Cela se voit dans leurs discours et dans la façon dont ils transmettent eux-mêmes leur travail à d'autres travailleurs de la mémoire. Natasha, directrice d'un collège dans la région de Tirana et ancienne membre dirigeante d'EuroClio, défend son travail d'amélioration de la transmission de l'histoire. À une question qui lui demandait si la charge de travail comme directrice n'était pas trop importante, elle a répondu "oui, mais le but est *d'améliorer la vérité des enseignants*" [3] vis-à-vis de leur travail de transmission historique. L'utilisation explicite du mot "vérité" renforce la démonstration de la haute estime axiologique de leur travail. De la même façon, quand on faisait noter à Liri qu'un enseignement sur l'Holocauste étonnait certains participants car il n'était selon eux pas une réalité en Albanie, elle a répondu "Nous avons la conviction que les professeurs [d'histoire] en Albanie ont besoin de beaucoup de formations sur l'Holocauste car cette question n'a pas du tout été traitée avant...". Cela va dans le sens d'un refus de passeurs qui ignoreraient des questions clefs, comme l'Holocauste. Ces transmetteurs, dont eux, seraient dans une lutte contre l'ignorance - historique mais pas seulement - ce qui justifie de prendre très au sérieux leur travail.

> Flora : Je viens du système pré-universitaire et je sais très bien ce qu'il va se passer si le gouvernement ne s'intéresse pas [à l'enseignement de l'histoire].
> Eloi : Que se passera-t-il ?
> Flora : [Regardez] les résultats de PISA. [...] Ils sont très bas, d'une façon alarmante. La plupart sont analphabètes fonctionnels [...]. On a besoin de l'aide des ONG d'ailleurs et, merci au

3. Traduit de l'albanais.

> mémorial et d'autres, [...] on peut organiser ces événements pour la formation des professeurs, leur montrer comment faire ou travailler dans la salle de classe, comme faire des "workshops", comment donner à voir aux élèves l'histoire dans le temps et dans l'espace.
>
> *Entretien avec Flora*, 23/03, WhatsApp. Traduction de l'albanais et de l'anglais.

Dans cet extrait, Flora justifie son travail en notant que, sans le sien et celui des structures de la société civile, le niveau scolaire des élèves continuera à baisser ; et que l'État ne fera rien contre ça. Cette haute idée de la transmission de l'histoire peut enfin prendre la forme de remontrances quand certains ne respectent pas l'idéal créé, comme le montre cette interaction relevée sur le terrain :

> Jeanne fait remarquer à Jean que les professeurs ne prennent pas beaucoup de notes lors de la présentation de Pierre. Jean dit qu'il a remarqué et s'énerve en français "*on est pas des enfants! on vient dans un séminaire d'histoire! on est pas avec des mécaniciens!*".
>
> *Journal*, 25/02, Salle de conférence.

Les règles qui régissent la conduite du professeur d'histoire doivent donc différer de celles du mécanicien. Cela va de pair avec la forte estime portée par l'histoire mentionnée dans les paragraphes précédents.

Respecter l'histoire comme collection de faits

La dernière conception de l'histoire défendue par ces agents est l'idée de l'histoire comme une collection réelle de faits. Ainsi, Liri souligne que l'activité de ces dernières années des membres des associations a été clef pour "honorer *toutes* les victimes du communisme... et il y'en a eu beaucoup". Les honorer est donc raconter leur histoire, sans falsification, dans sa réalité et dans sa totalité ("toutes" les victimes).

On voit dans ce développement que les travailleurs de mémoire sur ce terrain partagent une vision de leur travail en le liant à des enjeux éthiques importants. Les trois grands principes relevés pendant l'enquête, qui sont des rapports à l'Histoire et l'histoire, reflètent en creux les trois grandes orientations de la *moral remembrance* théorisées par David (2020b) : faire face au passé, le devoir de mémoire et le respect des victimes, qui sont à honorer. Faire face, transmettre et respecter le devoir de mémoire, c'est différencier le récit et l'histoire, c'est passer la mémoire aux autres. De là, deux résultats sont à souligner. D'abord, il y a un fort écart entre la réalité d'entrée dans le travail de mémoire - entrée produite de conditions plutôt prosaïques - et la forte densité morale qui permet de justifier ce travail. Il y a d'un côté une *profession* séculaire, qui repose sur un ensemble d'actions routinières (organisation logistique, écriture d'appel d'offres, présentations...) et de l'autre la justification morale de la profession, la *vocation* qui est fondée, dans le vocabulaire de Weber, sur une *ethos*. Ensuite, on remarque qu'en partageant en creux les trois principes de la *moral remembrance*, ils défendent les principes de ce paradigme de politique publique, partagé par l'Union européenne. Cela soulève une seconde question, qui permettrait d'avancer qu'ils

réalisent à l'échelle microscopique ce que l'UE défend à l'échelle macroscopique : partagent-ils aussi les *objectifs* défendus par l'UE qui justifient de mener une politique mémorielle dans les pays candidats ?

Soigner la société

Les entretiens soulignent que les travailleurs de mémoire se font une idée de l'efficacité de leur travail sur le long terme comme vecteur de soin de la société qui serait torturée par son passé, comme dans la métaphore ricœurienne, et en accord avec le paradigme mémoriel défendu par l'UE.

Créer un cadre démocratique

Dans ce cadre, le premier discours révélé par les entretiens est l'idée de créer, ou de préserver - selon leur vision du régime en place - la démocratie à travers la transmission de l'histoire et des mémoires. Artur, qui a été professeur dans des lycées publics et privés de conditions sociales diverses, considère par exemple que l'enseignement du passé permettrait de sortir de la trajectoire historique de l'Albanie comme pays antidémocratique.

> Eloi : La question peut paraître abrupte, mais vous avez dit qu'il ne faut pas oublier le passé. Est-ce que vous pouvez développer ? Pourquoi ne faut-il pas répéter le passé ?
> Artur : L'Albanie pour la première fois en vingt siècles a la possibilité de développer la démocratie. [...]. Beaucoup de gens qui ont un certain âge, principalement plus de 60 ans maintenant, ont eu la nostalgie du communisme pour cette période. Pourquoi ? Parce que, d'accord, ce changement qui a été dramatique pour eux, a changé leur mode de vie, et directement, et donc la démocratie n'a pas pu se faire. Nous souffrons aussi de la masse politique des hommes forts et vous savez que la politique en Albanie est aussi partagée par les mêmes hommes depuis plus de 30 ans. C'est pourquoi nous avons besoin [de remémorer le passé] car ils ressentent une certaine nostalgie du passé et il est temps de leur dire. Nous ne pouvons pas les faire changer d'avis, mais nous pouvons travailler avec les jeunes.
>
> *Entretien avec Artur,* 17/02, WhatsApp. Traduit de l'anglais.

Artur impute ici à la nostalgie pour le communisme, explicable selon lui en analysant le caractère abrupt de la "transition", la faible culture démocratique du pays. Cette nostalgie peut, en creux, être évitée en transmettant la véritable histoire aux élèves afin que ce savoir se transforme en culture démocratique et mette fin à la situation illibérale qui caractérise les pays des Balkans. Insister sur le pouvoir de la transmission aux jeunes générations était très courant sur le terrain. Artur avance à ce titre que les élèves sont des futurs citoyens à qui il faut apprendre l'esprit critique à travers l'enseignement du passé, qui doit servir de leçon afin de permettre de choisir au mieux dans les urnes.

> Artur : Lorsque les étudiants ont presque 18 ans, il y a un moment très important où ils peuvent utiliser leur pensée critique parce qu'ils sont également conscients de l'acquisition de leurs droits, comme les droits politiques par exemple, parce qu'à 18 ans ils peuvent voter. Et donc

> c'est le moment. Pour nous, c'est une bonne chose parce que nous avons la possibilité de discuter plus ouvertement avec eux parce qu'ils sont des électeurs.
>
> *Entretien avec Artur*, 17/02, WhatsApp. Traduit de l'anglais.

Ainsi, les ressources historiques permettraient de parler à l'élève comme à un "électeur" et à guider son choix pour le mieux. Vangjel, médiateur à la maison des feuilles, avance dans la même veine qu'il voudrait créer un espace de sociabilité dans la maison des feuilles pour les jeunes et par les jeunes, tant l'oubli serait dangereux pour la fragile démocratie albanaise. Mais c'est peut-être Jean qui résume le mieux cette position quand, dans son introduction du second jour du séminaire devant un parterre de professeurs du secondaire, il a déclaré : "la profession de professeur d'histoire est la dernière barrière qui permet à la démocratie de survivre". On retrouve le ton messianique que l'on a décrit plus tôt, l'image d'une citadelle démocratique assiégée par la montée des populistes révisionnistes qu'on pourrait *in fine* repousser par la transmission juste de l'histoire.

Régler les problèmes avec les voisins

Les travailleurs de la mémoire disent aussi pouvoir conjurer les problèmes de voisinage dans les Balkans - où c'est un sujet particulièrement critique - à travers la médiation historique et à l'enseignement de l'histoire. Jean, dans ses activités, cherche ainsi à déceler les "cicatrices du passé" - comme il aime les appeler - afin de monter des projets où il fait se rencontrer des professeurs de pays qui partagent une histoire conflictuelle. Il déclare ainsi dans son entretien :

> Jean : Enfin, le différent mémoriel, le nettoyage ethnique, la justice vis-à-vis des anciens collaborateurs, le problème Chams, autour de Janina. Et ça, c'est un sujet passionnant. J'ai découvert en lisant les historiens grecs, y'en a d'excellents qui ont fait le boulot. Y'a aussi un regain des tensions au niveau des petites communautés grecques en Albanie au niveau des municipalités. Il y avait un petit épiphénomène qui a fait partie pour moi des cicatrices du passé qui n'ont pas été traitées.
>
> *Entretien avec Jean*, 23/01, Paris.

La métaphore médicale est intéressante - en écho à la métaphore thérapeutique de Ricœur - il faudrait "traiter" des "cicatrices" entre les Albanais et les Grecs, cicatrices historiques qui ne se résorberaient que par une discussion sur l'histoire réelle des pays respectifs. Dans la même veine, Artur souligne que la réforme des programmes est une bonne chose car elle permet de ne pas développer de discours antagonistes vis-à-vis des États voisins de l'Albanie.

> Eloi : Et alors, est-ce que c'est lié à l'Union européenne en tant que telle ou est-ce que c'est juste une réforme ?
>
> Artur : Cela dépend de ce que le ministère a dit de discuter avec eux, mais aussi des manuels scolaires, par exemple. L'une des choses sur lesquelles ils ont travaillé est de vider les manuels scolaires des discours de haine pour d'autres pays voisins, etc. C'est une bonne chose. C'est bien. Mais parfois, d'accord, pour les nationalistes, c'est peut-être quelque chose qu'ils n'aiment pas.

Entretien avec Artur, 17/02, WhatsApp. Traduit de l'anglais.

Ici, le juste enseignement de l'histoire est dit capable de désactiver les discours nationalistes, qui seraient désormais mécontents de la transmission de la vérité historique aux jeunes. Ainsi, le discours des travailleurs de la mémoire souligne que la transmission de la vérité historique permettrait de pacifier la région, comme le défend l'Union européenne dans sa politique mémorielle.

Protéger les victimes

Le travail de mémoire permettrait aussi, selon eux, de protéger les victimes dans une société où elles seraient reléguées au silence, conséquence de l'oubli du passé qui empêcherait l'expression. La libération de la (bonne) parole qui s'accompagne de la transmission de la vérité historique permettrait ainsi d'avoir une société plus ouverte à tous les récits et à être plus sûre pour tous, comme le souligne Artur :

> Artur : Nous travaillons pour être plus ouverts d'esprit, non seulement ouverts d'esprit, mais pour avoir plus de discussions, des discussions publiques sur ces périodes, pour le meilleur et pour le pire, comme on dit, des discussions qui seront plus nombreuses, les gens apprendront plus. Ce pour l'autre partie de l'histoire, parce qu'il y a deux histoires. L'une est racontée par l'État et l'autre par les personnes qui ont souffert. Mais si ces personnes qui ont souffert n'ont pas assez d'espace pour discuter de leurs souffrances ou de cette autre partie, elles n'en seront pas conscientes et penseront, comme à l'époque du communisme, que c'était bien parce qu'ils étaient mauvais.

Entretien avec Artur, 17/02, WhatsApp. Traduit de l'anglais.

Ainsi, les travailleurs ne disent pas qu'adhérer aux trois principes de la *moral remembrance*, ils disent adhérer aussi aux objectifs de la politique de mémoire européenne - sans en faire mention - et défendent que leur mode d'action est conforme à ces objectifs. Les interactions sur le réseau mémoriel ont permis aux travailleurs en Albanie de se réapproprier un ensemble de croyances, de valeurs et de normes sous-tendues dans les politiques européennes de mémoire ; ce qui transparaît dans leurs discours. Le messianisme doublé de la croyance en l'efficacité éventuelle de leurs méthodes permet de justifier, avec les dynamiques organisationnelles, pourquoi les membres de la société civile sont des "drivers" de la politique de mémoire. On voit aussi que leurs principes s'autonomisent de la question européenne car ces acteurs se passent de la référence à l'UE pour les défendre.

Ainsi l'analyse organisationnelle et des représentations des acteurs de la politique de mémoire éclaire les dynamiques observées dans le chapitre précédent. Les travailleurs proches de la société civile, mus par leur sens moral et les logiques organisationnelles dans lesquelles ils sont pris, incitent à la poursuite de la politique mémorielle qu'ils considèrent comme insuffisante. Ils se sont réappropriés les principes du cadre mémoriel européen et ses principes sont au cœur de leur engagement, bien que leur activité soit avant tout un travail comme un autre. Cela justifie de parler de profession-vocation quand on parle de travail de mémoire, tant on ne peut comprendre leur

activité sans voir le cadre séculaire *et* moral de celle-ci. Mais quelle est l'efficacité de ce travail ? *Pour qui* agissent-ils ? La prochaine partie s'intéressera dans cette optique aux publics, civils et institutionnels, de ces politiques.

Chapitre 4

Les publics de la mémoire

> Eloi : Qu'est-ce que vous pensez de Bunk'art 2 ?
> Fatos : Oh ! je l'ai visité, oui, il y a quelques années. J'étais mitigé, pour être honnête. Enfin, c'est bien d'exposer tous les crimes, les tortures et tout le reste, mais je ne suis pas un grand fan de ce genre de choses qui en font une attraction...
> Eloi : Vous pensez que c'est un peu trop "*showy*" ?
> Fatos : C'est un peu *showy*. Enfin, c'est mieux que ce soit là plutôt que ce ne soit pas là. C'est toujours mauvais, mais on peut le faire différemment, je pense. [...] Ça me fait penser, je ne sais pas si vous avez entendu parler de ce livre... Lea Ypi, *Free*[1]. [...] C'est très intéressant parce qu'aucun de mes amis albanais ne l'aime, alors que les étrangers l'adorent, ils le trouvent *wow* ! [...] J'étais à un dîner avec des ambassadeurs ici, ils nous ont invités, et ils m'ont demandé directement "que pensez-vous de ce livre ? parce que j'ai entendu dire que les Albanais ne l'aimaient pas". J'ai confirmé. Et ils m'ont demandé pourquoi [...]. C'est un livre écrit pour des yeux étrangers. Il a donc un angle et une méthodologie très particuliers pour capter leur intérêt et leur curiosité. [...]. Vous vous sentez un peu exploité, vous voyez ? Vous vous sentez comme *tout nu* en quelque sorte, vous savez, lorsque vous lisez cela devant un public étranger.
> *Entretien avec Fatos*, 07/02, Collège d'Europe (Tirana). Traduit de l'anglais.

Dans cet extrait *Fatos*, ancien ministre en charge des questions d'intégration européenne en Albanie, souligne son sentiment, en tant qu'Albanais, vis-à-vis des travaux évoquant la mémoire du pays. Selon lui, certains de ces travaux sont destinés non pas aux Albanais eux-mêmes mais sont "exploités", en ses mots, pour plaire à un public étranger. Cet échange interroge le rapport des productions mémorielles à leur public. En effet, l'expérience personnelle que décrit Fatos va contre ce que défendent les politiques mémorielles européennes en tant que, en théorie, le travail de mémoire mené par les nations doit permettre de pacifier la société nationale. Or, s'il s'avère que le public visé est extérieur à la nation, alors la justification de cette politique mémorielle sera

1. *Free* est une autofiction de Lea Ypi, autrice albanaise professeure de théorie politique, qui traite de son enfance dans le régime hoxhiste et qui essaie d'expliquer pourquoi se mêle chez elle des sentiments de nostalgie et de traumatismes contre ce régime qui a fait disparaître des membres de sa famille. Ce livre est devenu un véritable *best seller* et a été écrit en anglais pour un public non-albanais.

rendue caduque. Cette représentation pose ainsi la question : à qui est vraiment destiné le travail de mémoire ?

Cette dernière partie s'intéresse aux publics du travail de mémoire albanais. Dans une optique de sociologie de la mémoire, un public est avant tout un usager de la mémoire, c'est-à-dire un usager de la politique publique mémorielle : les professeurs en formation, les élèves qui visitent un musée, etc. Mais l'activité des travailleurs de mémoire est aussi une activité qui a un certain public institutionnel pour qui, voire vers qui, le travail est réalisé. Ce public sera l'objet du second temps de ce chapitre. Nous verrons dans un dernier temps que certains dispositifs mémoriels ratent complètement leur public institutionnel. Ces dispositifs sont particulièrement intéressants, car à travers eux apparaissent les contradictions inhérentes à la logique de délégation du travail mémoriel. Cette logique est mise au jour par la production, dans certains cas, d'une politique mémorielle révisionniste.

4.1 Les usagers du travail de mémoire

Dans cette section, on analyse les deux types d'usagers du travail de mémoire : les usagers des lieux de mémoire et les participants aux activités mémorielles. Ces deux types de publics sont, nous le verrons, très différents. Cependant, dans les deux cas, il est difficile pour les travailleurs de mémoire d'assurer une forte affluence albanaise pour le dispositif mémoriel.

4.1.1 Qui sont les publics des lieux de mémoire ?

Les publics des lieux de mémoire sont, en effet, majoritairement touristiques et, si ceux des activités mémorielles sont albanais dans la grande majorité des cas, cela ne signifie pas que ces dispositifs parviennent à fédérer un grand nombre de personnes.

Un public majoritairement touristique

La dynamique touristique est très forte en Albanie depuis le second gouvernement Rama (2017 - 2021). Les prix concurrentiels, par rapport aux pays des Balkans comme la Grèce ou la Croatie, ont profité à la forte croissance de la masse touristique. Depuis 2019, le nombre de touristes "a explosé, passant de 5,9 millions en 2018 à 10,1 millions en 2023, alors que le pays ne compte que 2,8 millions d'habitants" (Le Monde, 2024). Les autorités semblent veiller à ce que cette croissance ne s'arrête pas, en ouvrant de nouvelles lignes aériennes directes (The Times of Israël, 2025) et en prévoyant un nouvel aéroport pour 2025 (Le Courrier des Balkans, 2025a). La candidature européenne renforce ce phénomène. En effet, afin de préparer l'entrée de l'Albanie dans l'espace Schengen, l'Albanie a signé de nombreux accords facilitant le transit de voyageurs en provenance d'Europe avec les autorités de l'UE (Elezi, 2019). Les lieux de mémoire ont été adaptés à cette situation. Par exemple, ceux de Tirana sont accessibles au public international, grâce aux traductions qui ont été réalisées. Certains lieux ont même été pensés avec ce public international en tête, comme c'est le cas pour

la Maison-Studio Kadaré. Lors de son inauguration, le maire de Tirana en parle en effet - avec la Maison des Feuilles - comme des lieux voués à devenir "incontournables lorsque le monde entier visite Tirana" (Report TV, 2019). L'accessibilité de ces lieux de mémoire pour le public international, et surtout européen, est donc un enjeu clef pour le dispositif mémoriel albanais.

L'entretien avec la médiatrice de la Maison des Feuilles montre que le musée s'organise en ayant en tête que la majeure partie du public est issue du tourisme. Elle a été recrutée, comme onze autres de ses collègues, pour un mois afin de couvrir les périodes des vacances d'automne. Elle n'a pas de formation en histoire; elle suit des études de droit, ce qui signifie qu'elle n'a aucune formation qui lui permette de traiter de l'histoire du communisme, alors qu'elle présente à des publics étrangers ce qu'il en était en Albanie. Elle souligne qu'il y a un fort *turnover* dans l'équipe. En effet, l'organisation utilise des contrats courts pour assurer l'accueil du public estival. Si son anglais n'est pas parfait, elle avance que la connaissance d'une langue étrangère est une caractéristique attendue lors du processus de recrutement. Cette transformation organisationnelle se comprend à la lumière des chiffres. Le ministère du Tourisme note une progression significative du "tourisme culturel" - c'est-à-dire la visite d'étrangers dans les musées albanais - ces dernières années. À titre d'exemple, la différence entre le total de visiteurs de février 2023 et 2024 est de 105%; passant de 12.562 visiteurs à 25.714 (Ministria e Turizmit dhe Mjedisit , 2024). Si l'on regarde les chiffres communiqués par la Maison des Feuilles (Tableau 4.1) on remarque que le musée a vu 39,2% d'étrangers contre 60,8% de nationaux, avec une majorité de publics étrangers européens. Ces chiffres, qui semblent dévoiler une majorité d'Albanais dans ces musées, souffrent d'un effet de structure. En effet, la majorité des visiteurs albanais sont liés à des visites scolaires obligatoires. En excluant ces publics scolaires, les visiteurs albanais deviennent minoritaires comme le souligne, en le revendiquant, Vangjel dans son entretien : "*la plupart des visiteurs viennent de l'étranger. [...] Nous sommes fiers d'avoir beaucoup de touristes cette année. La plupart des visiteurs viennent d'Italie*". Il me donne alors un chiffre interne non disponible en ligne : 78% de visiteurs viennent de l'étranger avec 22% de visiteurs albanais. Ce chiffre est calculé en se basant sur la vente des billets, excluant ainsi les publics scolaires du résultat final.

L'absence albanaise

Ainsi, le public albanais est, en fait, un public minoritaire dans les lieux de mémoire; en se permettant de généraliser à plus grande échelle cette étude de la Maison des Feuilles. Cette relative absence albanaise des lieux de mémoire est construite comme un enjeu à surmonter par les travailleurs de la mémoire. Flora évoque notamment un problème d'information. Ainsi, elle déclare que "même elle", professeure d'université "depuis vingt ans" et ancienne professeure en histoire du secondaire, ne savait même pas qu'il existait un musée pour les juifs à Berat : le musée Salomon. Elle indique qu'elle n'arrive pas à s'en "excuser" et pointe un problème structurel : les gens sont désintéressés, à raison selon elle, car ils n'en ont pas les moyens et ne sont pas sensibilisés à ces questions. Elle extrapole son expérience au public albanais qui serait, à cause de

TABLE 4.1 Visiteurs de la Maison des Feuilles par nationalité (Shtëpia me gjethe, 2025)

Nationalité	**Visiteurs**
Italie	8 328
France	4 038
Royaume-Uni	3 688
États-Unis	3 266
Espagne	2 246
Pays-Bas	2 239
Allemagne	2 151
Turquie	854
Australie	706
Belgique	673
Danemark	548
Pologne	463
Roumanie	215
Suède	204
Finlande	172
Écosse	153
Portugal	134
Canada	88
Grèce	23
Inde	19
Total étrangers	**30 208**
Visiteurs albanais	**46 818**
Étrangers : 39,2 %	**Albanais : 60,8 %**

facteurs surtout informationnels, désintéressé par les questions mémorielles. Il s'agit évidemment de représentations [2], mais son intervention montre en creux que cette absence est bien comprise comme un problème par les travailleurs de la mémoire. De la même façon, même si Vangjel est "fier" d'accueillir de nombreux touristes, il espérerait avoir un autre type de public. Une forme de public idéalisé qui représenterait une plus grande partie de la nation albanaise :

> Eloi : Y a-t-il des choses que vous aimeriez changer ? Si vous pouviez changer deux choses dans ce musée, changeriez-vous quelque chose ?
> Vangjel : Je ne sais pas, pour être honnête. Je ne sais pas. Ce que j'aimerais, c'est réaliser davantage de projets susceptibles d'avoir un impact sur les jeunes et faire en sorte que ce musée soit plus ouvert aux projets et au relationnel et qu'il devienne un point de référence à

2. Notons tout de même que la faible littérature peut corroborer son discours, en tant qu'elle souligne le manque de confiance des albanais pour les musées qui sont, dans l'esprit des populations, intimement associés à l'idée de propagande d'État (Gjoci, 2018)

> Tirana, non seulement en tant que musée avec une exposition permanente, mais aussi avec de nombreuses autres activités, comme la recherche et d'autres choses. J'aimerais que ce soit un lieu de plus en plus accessible au niveau national, pour tout le monde. Je pense donc que les musées ne devraient pas seulement nationaux par leur nom, mais qu'ils devraient être ouvert à tout le monde.
>
> *Entretien avec Vangjel*, 06/02, Maison des Feuilles. Traduit de l'anglais.

Dans cet extrait, Vangjel souligne l'écart qu'il y a selon lui entre la catégorie de son musée, "musée national", et ce qu'il devrait être, c'est-à-dire un musée véritablement accessible à tous les nationaux. On peut y lire, négativement, qu'il rêve d'une autre forme de public, d'un public plus diversifié dans la nation, autre que le public actuel du musée. Il est troublant de noter qu'il rêverait que le musée soit véritablement national alors que, on l'a vu, c'est un musée qui a avant tout un public, hors scolaire, international. Ces deux extraits nous permettent de dire que le travail de mémoire, tel que réalisé par ses travailleurs, est face à une forme de contradiction. En effet, il y a un fort écart entre les usagers des lieux de mémoire, des touristes venant de pays le plus souvent européens, et ceux pour qui "devraient être" ces dispositifs - les Albanais, de préférence les jeunes Albanais pour qui les politiques nationales sont un enjeu majeur pour les travailleurs de la mémoire. Cette contradiction met également à mal l'idée de travail de mémoire au sens de Ricoeur. En effet, pour que le travail de mémoire fonctionne, en théorie, il faut que la société en soit tributaire. Quand il s'agit de lieux de mémoire, on peut voir que ce n'est pas le cas, car ces lieux sont dans les faits aménagés, voire pensés et dédiés, pour un public qui vient d'ailleurs. Néanmoins, cette conclusion n'est pas possible en regardant seulement les lieux de mémoire physiques, qui sont structurellement plus visités par des touristes, ayant une visée commerciale, et qui ne recoupent pas la totalité du travail de mémoire en Albanie.

4.1.2 Assister à une activité mémorielle : intérêt et désintérêt

L'activité mémorielle a un public tout à fait différent. En effet, étant des événements temporaires et n'ayant pas de logiques marchandes, elles s'adressent avant tout aux nationaux albanais. Mais cela ne veut pas dire que ce public ne pose pas lui aussi problème. En effet, les travailleurs de mémoire doivent faire face au désintérêt de la population et, pour ce faire, doivent user de techniques pour susciter leur intérêt.

Désintérêt : absence et nonchalance

Le premier sentiment auquel font face les travailleurs de mémoire est le désintérêt - c'est-à-dire le manque de public. Ainsi, les organisatrices d'EuroClio Albania parlaient souvent de leur problème concernant leur public, les professeurs d'histoire, qui sont considérés comme difficiles à gérer en raison de leur tendance à souvent déprogrammer au dernier moment par manque d'intérêt pour le programme proposé. Quand Jean a remarqué que trois personnes sur les quarante ne sont pas venues au séminaire organisé, bien que le Mémorial ait payé en avance

les chambres dans l'hôtel international utilisé pour l'occasion (3x160€), il a exprimé son fort mécontentement à Liri. Cette dernière lui a répondu : "Vous ne vous rendez pas compte à quel point c'est difficile de travailler avec des profs albanais!". J'ai demandé à Liri de préciser sa pensée dans un entretien ultérieur. Elle m'indique que ces professeurs ne prennent pas pour la plupart au sérieux les activités qu'ils proposent en tant qu'association et décommandent très souvent après s'être inscrits. Cela rend d'autant plus compliqué le travail des coordinateurs d'EuroClio car ils doivent pré-sélectionner les professeurs qu'ils invitent aux formations afin de choisir uniquement ceux qui sont le moins susceptibles de changer d'avis le jour J. Dans cette conversation, elle a précisé qu'elle avait contacté les personnes qui se sont absentées lors du séminaire Mémorial et EuroClio. Selon ses dires, ces personnes, bien qu'ayant fait promesse de présence, ont décidé de ne pas venir, pour des raisons non impérieuses, précise-t-elle. On voit ici une des formes de désintérêt auxquelles font face les travailleurs de mémoire face à leurs activités mémorielles. On retrouve une situation équivalente au séminaire de la KAS sur le stalinisme organisé à la fin de l'année dernière. La salle de conférence était en effet remplie le plus souvent au quart de sa capacité, maximum, dans cette semaine de cours. Il y a une exception, qui souligne en fait que le désintérêt des élèves par rapport à ce séminaire a été vu comme un problème :

> Nous sommes entre deux cours, je ne comprends pas ce qu'il se passe. De très nombreux élèves entrent dans la classe, une des coordinatrices semble être allée les chercher dans une salle proche. Ils restent le temps de la pause puis partent quand le cours d'après commence. [...] Une fois sortis, je demande à Aleksa, une étudiante enquêtée, en anglais, pourquoi ces élèves ne sont pas restés. Elle me répond : "ils sont rentrés pour qu'on fasse croire que la salle était pleine". Elle précise que ça se fait beaucoup. Elle dit détester cette pratique parce que "ça fait penser au communisme".
>
> *Journal, 29/10/2024, Université de Tirana*

L'action d'aller chercher des élèves pour faire une photo qui gonflerait le public réel de l'activité montre que ce public n'est pas considéré comme suffisant pour les travailleurs de mémoire de cette formation. Ces derniers préfèrent alors passer par des artifices pour gonfler leur nombre, plutôt que de laisser la situation telle qu'elle est. Les travailleurs sont mis en face d'une réalité du monde social, dans laquelle le fait mémoriel n'est pas un fait qui amène des foules dans les salles de conférences. Face à ce désintérêt, les travailleurs de mémoire ont créé un ensemble de techniques permettant de le juguler.

Nourrir l'intérêt

Face au désintérêt, les travailleurs cherchent à susciter un intérêt chez les acteurs. Seulement cet intérêt, le plus souvent, ne passe pas par la question mémorielle *en soi* mais par une rémunération d'une autre forme.

Une des techniques usitées est de rémunérer symboliquement les agents qui participent aux activités mémorielles. Concrètement, cela passe par deux moyens. L'activité peut d'abord être

l'occasion de créer un concours ou d'instaurer un prix, impliquant ainsi la remise de trophées aux participants. Ainsi, l'événement de ce terrain ayant rassemblé le plus de public est, de loin, la cérémonie de remise des prix intitulée "Demande à ton grand-père" et organisée par l'IDMC et la KAS. Cette cérémonie récompense des collégiens et des lycéens pour leurs productions liées au domaine mémoriel albanais, réparties en plusieurs catégories. Un jury composé de professionnels et d'anciens persécutés était chargé de sélectionner les lauréats. Une dizaine de prix ont ainsi été attribués, notamment pour le meilleur essai, la meilleure production vidéo, la meilleure photographie, la meilleure création musicale, etc. Les notes du journal de terrain soulignent le grand nombre de personnes dans la salle.

FIGURE 4.1 Photo de l'activité mémorielle "demande à ton grand-père" d'IDMC. On voit le public nombreux, ainsi que la publicité pour un des sponsors : la Raffeisen Bank.

> La salle est pleine. Il n'y a pas une seule chaise qui est vide. C'est très impressionnant. J'ai dû me déplacer plusieurs fois pour laisser s'asseoir des familles nombreuses qui voulaient qu'ils soient tous sur le même rang. *Journal*, 22/02, Hôtel International Tirana.

L'idée d'une possible rémunération symbolique pour ces lycéens semble avoir justifié un grand investissement émotionnel et temporel de leur part. Après la cérémonie, dans les couloirs de l'hôtel où se déroulait le concours, Liri m'indique que les organisatrices sont "très heureuses de ce franc succès", mais elle m'informe aussitôt - car elle a été membre d'un jury - qu'elle en a déjà marre de traiter avec de nombreuses familles "tristes de ne pas avoir gagné". Dans ce cas, la rémunération

symbolique incluse dans cette activité fait qu'elle a été victime de son succès. Cette technique de rémunération symbolique est aussi utilisée dans l'organisation de formations. Pour s'assurer que les participants viennent - mais surtout restent jusqu'à la fin - des cycles de formations, les travailleurs de la mémoire dans les séminaires auxquels j'ai assisté délivrent des certifications à l'issue de ceux-ci ; si, et seulement si, l'élève a assisté à toutes les séances. Les professeurs interrogés ne semblent pas dire que cela permet d'accélérer leurs carrières. Néanmoins, Jean note que la mise en place de ce système a permis de baisser le nombre de personnes qui abandonnent.

Une autre stratégie pour susciter l'intérêt des publics consiste à proposer des formes de rémunération matérielle. Les travailleurs de mémoire, par exemple, offrent des voyages dans le cadre de certaines formations ou de cycles de conférences de long cours. Deux étudiants rencontrés lors de l'*Autumn School* de la KAS sur le stalinisme albanais, dont nous avons parlé plus tôt, m'ont confié que cette opportunité avait compté dans leur décision d'assister aux séminaires. En tant qu'étudiants en situation précaire, ils disposaient de peu de moyens pour séjourner à l'hôtel ou voyager en Albanie, et ce séminaire était une occasion pour le faire. Ainsi, les travailleurs de ce cycle de séminaires n'ont pas usé que d'artifices pour augmenter le nombre de personnes assistant à leurs activités.

Les travailleurs sont conscients que cette rémunération matérielle joue un rôle pour attirer le public. Ainsi, Pierre, intervenant pour le Mémorial, précise que selon lui, certains participants ne "viennent principalement pour cela". Il s'agit là d'une représentation, bien entendu. Mais en voyant que les chambres d'hôtels sur les quelques jours du séminaire EuroClio/Mémorial coûtaient seulement deux fois moins qu'un salaire moyen de professeur en Albanie (environ 350€), cette hypothèse peut s'avérer crédible à certains égards. En tout cas, cet échange montre que les organisateurs prennent en considération la rémunération matérielle afin d'attirer des publics dans leurs activités mémorielles.

Ainsi, les travailleurs de la mémoire font face à une certaine absence du public albanais, aussi bien dans les lieux de mémoire que dans les activités mémorielles - qui, la plupart du temps, ne trouvent pas totalement leur public. Mais si cette politique est finalement assez peu investie, malgré certains stratagèmes utilisés par les travailleurs de mémoire, au vu des financements circulant dans le réseau mémoriel, s'adresse-t-elle seulement aux usagers des lieux de mémoire ?

4.2 Le public institutionnel des politiques mémorielles

Dans cette partie, nous verrons que le travail mémoriel se fait aussi pour un second public, qui ne remplit pas les bancs des salles ou les billetteries des lieux de mémoire : le public institutionnel. On appelle "public institutionnel" ces acteurs pour qui les politiques de mémoire sont au moins en partie faites sans qu'ils réalisent de façon pratique ces dispositifs. C'est le cas de la KAS dans

les travaux d'IDMC. C'est aussi le cas de l'Union européenne, la plupart du temps, car, comme la KAS, elle cherche à construire des politiques mémorielles à travers le financement et/ou la transmission de valeurs et d'idées aux acteurs de la société civile. Ainsi, les acteurs à l'origine d'une politique, que ce soit par des financements ou des idées, mais qui ne réalisent pas de façon pratique les dispositifs mémoriels, sont des publics institutionnels. Les travailleurs de mémoire ont bien conscience d'agir pour un public qui n'est pas l'usager de la politique de mémoire. Cette situation peut mener à confondre le travail de mémoire "réel", destiné à la société qu'il faudrait "soigner", et la performance pour un public institutionnel.

4.2.1 Des travailleurs tournés vers le public institutionnel

L'enquête met en lumière le fait que les travailleurs de mémoire agissent en ayant en tête le public institutionnel. C'est d'abord lié au fait que ce public demande des comptes divers aux travailleurs de mémoire qui, ayant besoin de financement, doivent s'y plier. Mais parfois, ce public institutionnel est absent physiquement et financièrement, mais reste quand même présent à l'esprit des agents qui agissent en prenant en compte celui-ci.

Un public institutionnel qui demande des comptes

Le public institutionnel, particulièrement lorsqu'il finance l'activité mémorielle, pousse à un respect de ses intérêts, et les travailleurs en ont bien conscience. Prosaïquement, cela passe, sur la forme, par une comptabilité qui permet de rendre ses activités transparentes. Ainsi, Jean a expliqué que les absents à ses séminaires posaient un problème, car la signature sur la fiche d'appel permet de "justifier à ses financeurs" le coût de ses activités. C'est pour la même raison qu'il a pu mobiliser des fonds pour payer l'un des billets d'avion qui ont permis la conduite de cette enquête, à condition qu'un rapport soit produit par l'enquêteur sur la qualité des travaux du Mémorial en Albanie.

Mais cette prise en compte, littéralement, du public institutionnel se fait aussi sur le plan du contenu des activités. Et ce public a parfois les moyens de vérifier que sa vision des enjeux mémoriels soit bien défendue. Ainsi, le plus souvent, des représentants de ces publics sont présents lors des conférences ou des cérémonies pour justifier leur financement par un discours qui donne le la à l'activité. Souvent, ils y assistent ensuite, comme s'ils étaient un public lambda. Les activités mémorielles observées dans cette enquête répondaient à cette logique. Par exemple, la conférence sur les médias réalisée par IDMC pour les *Memory Days* se tenait à l'Europe House, et l'UE cofinançait l'événement. Dans ce cadre, le représentant de l'UE à Tirana a donné un discours introductif rappelant les valeurs mémorielles européennes qui a donné sens aux échanges suivants, avec des universitaires et d'autres travailleurs de la mémoire :

> Les journées de la mémoire sont une initiative clef, une initiative que nous soutenons. Se remémorer, c'est la clef pour réinventer notre futur ; c'est investir dans ce futur. Cette initiative

> permet de renforcer l'état de droit en Albanie. [...] La mémoire est la seule façon de rendre justice aux Albanais, dans une optique de justice transitionnelle.
>
> *Discours de l'émissaire européen à Tirana*, 24/02, Europe House. Traduit de l'anglais.

On voit ainsi que cet émissaire, en ce début de conférence, rappelle les objectifs et la justification des politiques mémorielles européennes ; avant que les intervenants développent de leur vision, qui est, par la force des choses, très proche de la sienne. Mais ce représentant ne s'est pas contenté de son discours. Il s'est assis et a assisté à la conférence ; fait notable, il était le seul à avoir une oreillette permettant de traduire, un traducteur étant donc mandaté pour traduire en direct les discours présentés par les invités. Cela impose une forme de pression, au moins diffuse, qui pousse les travailleurs de la mémoire à penser à ce public institutionnel constamment présent physiquement et symboliquement dans ces événements. Cependant, cette forme de pression, ainsi que les comptes demandés, n'est pas nécessaire pour que les travailleurs gardent à l'esprit le public institutionnel, la conscience de ce dernier étant intégrée par leur socialisation professionnelle.

Agir en direction du public institutionnel

En effet, il est flagrant, durant l'enquête, que les travailleurs ont une forte discipline qui leur impose de penser, même lorsqu'ils sont absents, au public institutionnel pour lequel ils répondent ou pensent répondre. C'est particulièrement le cas pour un public spécifique, qui jouit d'une aura morale très forte : l'Union européenne.

Ainsi, lorsqu'elle est interrogée sur l'intérêt d'enseigner aux professeurs d'histoire du secondaire l'Holocauste, bien qu'il ne s'agisse pas d'une réalité albanaise, Liri renvoie l'Albanie à son statut de candidate à l'UE. Ce faisant, elle défend la position européenne selon laquelle l'identité ne peut se construire que par la mémoire commune.

> Eloi : Mais pourquoi est-il important d'enseigner l'Holocauste ici, puisque ce n'était pas vraiment une réalité de terrain, n'est-ce pas ?
>
> Liri : Eh bien, nous n'avons pas connu l'Holocauste, mais vous pouvez en avoir d'autres... Tout d'abord, il s'agit de l'histoire européenne et puisque nous faisons partie de l'Europe, nous devons bien sûr l'étudier. Notre objectif est de faire partie de l'Union européenne et nous devons savoir ce qui se passe et quelles sont les atrocités commises par les régimes totalitaires.
>
> *Entretien avec Liri*, 25/02, ISSK. Traduit de l'anglais.

Lors de l'activité organisée par EuroClio et le Mémorial à laquelle elle a participé, ce n'est pas elle qui répondait directement à l'UE, mais le Mémorial, qui a obtenu un appel d'offres financé par des fonds européens. Son rôle était simplement d'aider l'organisation de ce séminaire. Il s'agit donc d'une réponse institutionnelle qu'elle fait, elle défend la logique de cette politique européenne, mais de son propre chef. C'est en quelque sorte l'institution qui parle à travers elle. Elle veut agir dans le même sens que l'Europe d'une façon spontanée. Ce phénomène de discipline européenne est arrivé une seconde fois de façon flagrante à l'ambassade de France à Tirana, qui tenait une réception suite à l'activité entre le Mémorial et EuroClio :

> Je parlais avec un des membres de l'ambassade et remarquais qu'un débat assez véhément avait lieu entre Flora, Liri et Jean. [...] Je demande ensuite à Jean de quoi il s'agissait. Je comprends qu'EuroClio ne peut pas faire d'activités avec le Mémorial sur les jours fériés et les vacances scolaires, à cause de raisons administratives liées au ministère de l'éducation, ce qui complique ses activités. Jean peste contre "les Albanais" particulièrement le ministère de l'éducation. "Mais ça fait partie du package!" me lance-t-il. Je lui demande de quel package il parle. Il précise qu'il parle des conditions pour entrer dans l'UE, qui impliquent plus d'efforts dans ces activités pour démocratiser la Shoah selon lui.
>
> *Journal*, 21/02, Ambassade de France à Tirana.

Cet extrait est particulièrement parlant. Jean en appelle au public institutionnel et agit en son nom. Il donne des mauvais points aux acteurs locaux au nom de l'UE, alors qu'il travaille lui-même pour un musée français. Il considère que les Albanais ne vont pas assez loin en direction de l'Europe, alors qu'il n'est pas en position pour faire cette remarque car il n'est pas *de jure* un agent qui défend le bon déroulement de la politique européenne. En fait, Jean pense ici à travers le public institutionnel européen et juge les actions à travers lui, ce qui lui donne des représentations particulières sur les bonnes ou les mauvaises conduites mémorielles albanaises. Ainsi, cette forme de discipline, d'intériorisation du public institutionnel, se transforme en une manière de penser l'ensemble des actions des acteurs mémoriels. On voit donc que, dans certains cas, les agents "pensent en direction de", ils veulent respecter la volonté qu'ils imputent à des institutions pour lesquelles ils considèrent répondre, et cela transforme leur façon de travailler. C'est une étape qui rappelle la réappropriation des valeurs décrites dans la partie précédente en la dépassant, en tant qu'elle implique ici des actions où les acteurs imaginent ce que veut leur public institutionnel.

4.2.2 Le travail de mémoire comme performance ?

La conjugaison de l'intérêt des travailleurs porté vers le public institutionnel et l'absence souvent observée des publics civils albanais tend parfois à transformer le travail de mémoire en une forme de performance dédiée à un public qui est présent plus symboliquement que réellement. La conférence d'IDMC portant sur la question de la mémoire du communisme sur les médias sociaux, où une partie de cette ethnographie a été menée, est un exemple de ce mouvement. Une fois arrivée dans cette salle, deux choses étaient très étonnantes. D'abord, la salle était particulièrement vide de public, alors qu'il y avait un grand nombre d'intervenants. Plus étrange encore était la grande infrastructure qu'il existait pour prendre le son et l'image de l'événement. De très nombreux photographes, cameramen, ingénieurs son, ainsi qu'un perchiste étaient dans la salle, ce qui parut à l'époque très étrange :

> 10h06 : Il y'a pas grand monde [...]
> 10h10 : Il y'a personne. Il y'a plus d'intervenants sur scène que de visiteurs. Il y a quatre cameramen avec des caméras HD pour la télé, mais je ne vois pas de logo de chaîne. Il y a deux photographes et une régie son. Je n'ai jamais vu autant de caméras, je vais être sur toutes les photos du monde.

Journal, 26/02, Europe House.

Cette touche d'humour, dans le journal de terrain ("je vais être dans toutes les photos du monde") souligne l'étonnement suscité par cette situation assez étrange, où il y a plus de régie que d'intervenants et plus d'intervenants que de spectateurs (entre 4 et 7 selon les moments). Ce pour une salle pouvant accueillir une quarantaine de personnes.

On retrouve dans ces observations ce qui a été relevé plus tôt, lors de la conférence de la KAS, où des élèves absents étaient invités à entrer dans la salle pour faire semblant qu'elle était pleine afin d'améliorer l'image de l'activité. Ces deux moments montrent que le travail de mémoire est parfois loin de l'être au sens de Ricœur, c'est-à-dire permettant de soigner la société, mais constitue une forme de mise en scène réalisée pour plaire à certaines institutions qui y croient et qui le rendent possible. Ces institutions constituent le "public institutionnel", qui, on l'a vu, joue un rôle clef dans le travail de mémoire. Ainsi l'injonction à la politique de mémoire par ces institutions peut sembler parfois inefficace car les travailleurs de mémoire sont mis en face des réalités de terrain, où les questions mémorielles ne suscitent pas toujours un grand intérêt pour de nombreux Albanais. Cependant, l'idée de pousser, par un public institutionnel, le travail de mémoire peut avoir des effets contraires à ce que ce public recherche. En effet, si l'injonction de travail de mémoire peut se transformer en activités qui n'existent que sous une forme performative, cette injonction peut produire des dispositifs qui vont à l'encontre du cadre mémoriel européen qui en est pourtant en partie à l'origine.

4.3 Quand un travail rate son public : le paradoxe des conséquences

Si le public institutionnel est visé, cela ne signifie pas qu'il est compris, et l'injonction au mémoriel, enfermée dans la formule "faire face au passé", peut mener à des situations paradoxales.

Lors de l'entretien avec Vangjel, il a précisé que le musée allait organiser une exposition temporaire pour la semaine de la mémoire. Il indique qu'elle s'appelle "La résistance" et définit son objet :

> C'est dédié à ces actions de 1944 jusqu'à 1991, aux gens qui ont résisté et ont sacrifié toute leur vie au régime, enfin contre le régime. Et tout c'est terminé avec la chute de la statue d'Hoxha.
>
> *Entretien avec Vangjel*, 06/02, Maison des Feuilles. Traduit de l'anglais.

Les bornes temporelles ont tout de suite paru très étonnantes. Le régime communiste ayant pris le pouvoir en 1945, après avoir mené la résistance contre les fascistes puis les nazis, la date de 1944 semblait relever d'une erreur[3]. Quand on lui demande qui avait résisté en 1944, Vangjel reste très évasif :

> Il y avait des gens. Par exemple, la personne qui travaillait ici, Simon, son père et son oncle avait un groupe qui se battait contre le régime communiste. C'est pour ça qu'il a été emprisonné

3. Plus précisément, les communistes prennent la capitale à la fin 1944 et contrôlent pleinement l'État seulement en 1945.

> quand il était enfant. Et ils ont quitté l'Albanie, ils ont fui aux États-Unis, mais fin... leurs familles ont été persécutées, car c'étaient les familles d'un des ennemis. Donc oui...
>
> *Entretien avec Vangjel*, 06/02, MdF. Traduit de l'anglais.

Voulant que tout soit plus clair, on a demandé à Vangjel de préciser sa pensée. En effet, il y avait bien une force de "résistance concurrente" au régime en 1944, le Front National (*Balli Kombetar*), mais son anticommunisme était tel qu'ils ont rallié les fascistes puis les nazis afin d'éviter que le pays sombre dans le communisme. Si cette exposition traitait de ces actions comme de la résistance, cela poserait un problème en tant que cela reviendrait à faire l'apologie d'un totalitarisme contre un autre - dans la logique du cadre mémoriel européen. Quand on demande à Vangjel si cette exposition sera sur ce groupe, il indique que ce n'est pas le cas, mais ne précise pas plus :

> Eloi : Donc le groupe principal c'était le *Balli Kombetar* ?
> Vangjel : *Balli Kombetar* c'était un parti, il y avait d'autres... fin.. segments. Oui donc c'est pour commémorer ces actions en 1944. Fin de 1944 et en 1945-46 y'avait des manifestations et d'autres actions dans les prisons comme à Spaç ou Burelli qui étaient des prisons avec des conditions horribles et où les prisonniers ont essayé, pas de s'échapper, mais de résister, de faire quelque chose... Ils ont pas eu de chance à la fin. Mais on commémore ces actions.
>
> *Entretien avec Vangjel*, 06/02, Maison des feuilles. Traduit de l'anglais.

Ce manque de précision a été lu, à l'époque, comme une gène par rapport à une exposition qui pouvait paraître discutable à cause de son cadrage ; mais il ne s'agit là que d'une sensation de terrain. En tout cas, et de façon assez étonnante, Vangjel, qui a été coopératif jusqu'à présent, refuse de donner d'autres indications sur l'équipe qui a organisé cette exposition temporaire, malgré les relances ; ce qui aurait pourtant pu servir à en savoir plus sur sa genèse :

> Éloi : Qui a organisé cette exposition ?
> Vangjel : Je ne sais pas.
> Éloi : Vous avez travaillé dessus ?
> Vangjel : Non. Je ne sais pas qui l'a organisée, mais il y avait ce groupe de muséalisation qui en était responsable.
> Éloi : Vous pensez pouvoir envoyer un e-mail à quelqu'un qui s'en occupe, ou vous ne le connaissez pas ?
> Vangjel : Non, je connais certains d'entre eux, mais... je ne sais pas s'ils sont encore en mesure de répondre là dessus.
>
> *Entretien avec Vangjel*, 06/02, Maison des feuilles. Traduit de l'anglais.

Qui sont donc ces héros qui méritent d'être commémorés ? Une partie de l'enquête ayant lieu lors de la semaine de la mémoire, il était possible de le vérifier. En cette semaine de février, le musée était particulièrement vide :

> La dame à l'entrée est très gentille. Elle me laisse entrer. Vas-y, vas-y ! Oui, il y a une exposition temporaire à l'intérieur. Il n'y a pas eu beaucoup de monde et il n'y a personne au musée, me dit-elle.
>
> *Journal*, 21/02 10h31, Maison des feuilles.

L'exposition temporaire s'étendait sur deux étages. Le premier étage portait assez classiquement sur les formes de résistance au communisme lors de la dictature hoxhiste. Elle le faisait dans le respect des valeurs de la *moral remembrance*, notamment celle du respect pour les victimes - en mettant à l'honneur les résistants qui ont vécu les grands procès hoxhistes. Le rez-de-chaussée, néanmoins, était très étonnant pour une exposition de la Maison des Feuilles. Deux des panneaux qui jonchaient le couloir portaient sur la résistance en 1944. Une grande photo d'un homme, qu'on indique s'étant suicidé pour éviter de tomber au main des communistes, est présenté comme une de ces figures de la résistance. Sous la photo, une citation est indiquée : "Je ne me rendrai pas vivant aux communistes!". À côté, il y a son nom : Jup Kazazi. C'est un des dirigeants du parti fasciste albanais qui a combattu au côté des fascistes et des nazis pendant la guerre. Cependant, il n'y a aucune mention de cette affiliation, on ne mentionne que son courage, pas son appétence pour l'hygiène raciale.

FIGURE 4.2 Affichage de Jup Kazazi dans la Maison des Feuilles. Sous sa photo, la citation mentionnée.

FIGURE 4.3 Blason du Parti Fasciste Albanais.

L'intuition qui était la nôtre lors de l'entretien avec Fabio s'est vue vérifiée : cette exposition faisait, au nom du souvenir de l'héroïsme anti-communiste, l'apologie de fascistes et de nazis. Au nom de la lutte contre le totalitarisme communiste, l'exposition défendait, dans un bâtiment public, les défenseurs du totalitarisme fasciste. Vangjel étant parti en vacances, il n'était pas possible de l'interroger de nouveau sur l'exposition et le bâtiment était vide : il n'y avait ni touristes ni visiteurs albanais, seulement des agents d'entretien.

Cette enquête, qui a débuté dans les locaux de la Maison des Feuilles, de par son caractère européen dans sa manière de traiter le communisme, se terminait sur une exposition tenue en ses murs qui allait à l'encontre du cadre européen. Ce musée étant une des clefs de voûte du travail mémoriel albanais, qui a pris toute son ampleur après la candidature à l'UE comme nous l'avons vu, nous étions face à ce que Max Weber a appelé un "paradoxe des conséquences", au

sens faible car ce n'est pas une somme d'intérêts individuels qui est à l'origine de la politique mémorielle, c'est-à-dire une situation où l'intentionnalité à l'origine d'un fait émergent est inverse au phénomène qu'il produit. En effet, la candidature européenne a été clef dans la construction du musée de la Maison des Feuilles, on l'a vu, et c'est maintenant ce musée qui a en son sein une activité révisionniste à l'encontre des principes qu'il était censé respecter pour avancer le travail mémoriel albanais et sa candidature européenne. On peut en déduire que la production mémorielle peut dépasser le public institutionnel et que l'injonction au mémoriel active aussi des "travailleurs" qui ne devraient pas en être, en théorie, et qu'elle peut finir par avoir l'effet inverse que celui escompté. En effet, en tant que musée central du dispositif albanais, la Maison des Feuilles *devait* pour des raisons institutionnelles, avoir une activité, en l'occurrence une exposition temporaire, pour les journées de la mémoire.

Ainsi, la candidature européenne de l'Albanie transforme aussi le public des activités mémorielles. Elle participe d'un côté à une consommation touristique des lieux de mémoire albanais, sans pour autant créer un engouement dans la population pour ces lieux, selon les données que l'on a recueillies. De la même façon, les activités mémorielles sont finalement assez inégalement investies par les publics albanais. La forte conscience de l'importance de certaines institutions par les travailleurs de mémoire tend à faire du travail de mémoire une activité performative qui est jouée pour ceux qui le financent et l'imaginent plus que réalisée réellement pour que la société se soigne de son passé. Si cette observation pourrait faire du travail de mémoire, finalement, une disposition inefficace, on a vu que, dans au moins un cas sur ce terrain, l'incitation à "faire du mémoriel" peut mener à la construction de travail de mémoire ricoeurien qui n'en est pas et qui fait jouer un totalitarisme contre un autre par anticommunisme ; ce qui ferait de cette injonction, finalement, une injonction contre productive dans au moins un cas. Quoi qu'il en soit, cette partie montre un décalage entre ce que le travail mémoriel dit qu'il est, une opération qui soigne une société et ses habitants en démocratisant la vérité sur le passé, et ce qu'il est dans une grande partie des observations, une activité performative permettant de se faire bien voir d'un public institutionnel important, notamment l'UE. Et ce travail de mémoire est ainsi du fait de l'intériorisation de l'importance du public institutionnel par les travailleurs.

Conclusion

Cette enquête s'est donnée pour objectif de déterminer les transformations du travail de mémoire albanais, dans sa polysémie, alors que l'intégration progressive à l'Union européenne est enclenchée de façon décisive depuis 2014, date à laquelle l'Albanie a obtenu le statut de candidat à l'Union européenne.

L'analyse du travail de mémoire, au sens de politique mémorielle nationale, a révélé les dynamiques contradictoires qui la traversent. D'un côté, l'intégration albanaise a clairement accéléré le développement d'un dispositif mémoriel national qui respecte dans l'ensemble le contenu et les principes du cadre mémoriel européen. Il prend aujourd'hui des formes diverses, des lieux de mémoire aux listes de victimes accessibles à tous, en passant par un ensemble d'activités (voyages, conférences, workshops...). De l'autre, si l'État a été à l'origine d'un certain nombre de structures mémorielles, il est aussi l'instigateur de pratiques dé-commémoratives qui font fi du devoir de mémoire, et sa politique est critiquée par les membres de la société civile qui considèrent que la politique mémorielle est aujourd'hui insuffisante. Le travail de mémoire est donc marqué par cet écart entre, d'un côté, un État partiellement producteur de dispositifs mémoriels, pour respecter ses engagements européens, à condition que ses intérêts politiques ne soient pas affaiblis par ces derniers et, de l'autre, une société civile qui est à l'origine de nombreux dispositifs qui respectent le cadre mémoriel européen et qui souhaiterait que l'État le fasse d'une façon plus affirmée.

Ces dynamiques se comprennent au regard des transformations du travail de mémoire, au sens des activités concrètes produisant la politique mémorielle nationale. L'intégration européenne progressive a permis aux différentes structures à l'origine du dispositif mémoriel albanais de jouir d'un ensemble de fonds et d'idées afin de le réaliser. Les logiques inter-organisationnelles, où la réalisation de projets passe par le succès d'un appel d'offres dans un contexte de financements limités, poussent les différentes organisations à produire des dispositifs conformes au cadre mémoriel européen, étant la condition d'accession aux différents fonds. Cette situation rend le secteur mémoriel dynamique et vecteur d'européanisation de la mémoire. Une analyse précise des discours des travailleurs de la mémoire souligne que les individus à l'origine du dispositif mémoriel ont intériorisé les principes du cadre mémoriel européen et se les sont réappropriés à l'issue d'une socialisation professionnelle spécifique. Cette situation permet de penser le travail de mémoire à la fois comme une profession, car les logiques matérielles sont centrales dans cette

trajectoire professionnelle, doublée d'une vocation, du fait de la forte densité morale donnée à leur travail par les acteurs. Cette réappropriation des principes européens transforme le travail de mémoire, en donnant une forte importance à celui-ci pour les acteurs et, en retour, renforce la candidature albanaise en améliorant le travail de mémoire, au sens d'une réflexion critique sur le passé, demandée par l'Europe.

L'analyse des publics souligne que l'intégration européenne albanaise a transformé la nature du travail de mémoire en redéfinissant le rapport au public, tout en creusant un écart entre ce que dit faire la politique de mémoire et ce qu'elle fait réellement. Ainsi, la multiplication des dispositifs mémoriels n'a pas entraîné un fort regain d'intérêt dans la population pour ceux-ci. Les lieux de mémoire sont surtout investis, voire pensés, pour les touristes européens qui sont de plus en plus nombreux suite aux accords pour faciliter la mobilité avec l'UE et à une politique étatique volontariste. Les activités mémorielles, elles, font souvent face à un manque d'intérêt et les travailleurs de la mémoire cherchent des stratégies pour le susciter. Ce double constat tempère la vision d'une politique effectuant un travail de mémoire ricœurien, tant l'exposition de la nation à la politique mémorielle est inégale. Mais cette politique est aussi vouée à un autre public, le public institutionnel, qui permet la bonne tenue, par la transmission d'idées et de fonds, des dispositifs mémoriels et dont les logiques sont intériorisées par les agents. Allié au désintérêt relatif de la population albanaise pour ces questions, le dispositif albanais peut parfois apparaître comme un ensemble de performances qui visent à plaire à un public institutionnel, notamment l'Union européenne, ce qui rendrait le travail de mémoire inefficace au vu de ses objectifs. Mais l'injonction à la mémoire produite par ce public institutionnel entraîne aussi des conséquences paradoxales, comme le développement de politiques mémorielles révisionnistes contradictoires avec le contenu du cadre mémoriel européen. Dans cette situation, on voit les limites de la logique de délégation du travail mémoriel par l'Europe, en ce sens qu'elle finit par permettre l'apparition de dispositifs qui font l'apologie d'un totalitarisme contre un autre.

Ce travail est la première étude générale du dispositif mémoriel albanais. Il apporte un ensemble d'analyses permettant de parfaire notre connaissance de l'effet de l'européanisation - particulièrement sur la mémoire nationale - dans les Balkans occidentaux et au-delà. Nous espérons qu'il permettra aussi de mieux apprécier les activités des acteurs rendant possible la politique mémorielle nationale, en sortant de la lecture parfois strictement morale défendue par la notion d'entrepreneurs de mémoire, que ce soit dans le cadre d'études sur l'européanisation de la mémoire ou sur d'autres objets mémoriels.

Bibliographie

ABRAHAMS, F. C. (2016). *Modern Albania : From Dictatorship to Democracy in Europe.* NYU Press.

ADORNO, T. W. (1986). What does coming to terms with the past mean? *Bitburg in moral and political perspective*, 117.

AIDSSH (2020). Për të drejtën e informimit për dokumentet e ish-sigurimit të shtetit të republikës popullore socialiste të shqipërisë.

ASSMANN, A. (2010). The holocaust—a global memory? extensions and limits of a new memory community. *In Memory in a global age : Discourses, practices and trajectories*, pages 97–117. Springer.

BANKA E SQHIPËRISË (2025). Kalendari i festave zyrtare për vitin 2025. https://www.bankofalbania.org/Shtypi/Kalendari_i_festave_zyrtare_per_vitin_2025/.

BEATTIE, A. H. (2020). Learning from the Germans? : History and memory in German and European projects of integration. *Portal : Journal of Multidisciplinary International Studies*, 4(2):1–22.

BECKER, H. S. (2024). *Outsiders : études de sociologie de la déviance.* Métailié.

BERGER, P. et LUCKMANN, T. (2016). *The social construction of reality.* Routledge.

BIEBER, F. (2018). Conclusion : rethinking europeanisation. *In The Europeanisation of the Western Balkans : A Failure of EU Conditionality?*, pages 237–246. Springer.

BLACK, G. (2011). Museums, memory and history. *Cultural and Social History*, 8(3):415–427.

BÖRZEL, T. A. et RISSE, T. (2012). From europeanization to diffusion. *Domestic politics and norm diffusion in international relations*, 290.

BOUDON, R. (2003). *Raison, bonnes raisons.* Presses Universitaires de France.

BOURDIEU, P. (1995). Sur les rapports entre la sociologie et l'histoire en Allemagne et en France. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 106(1):108–122.

BOURDIEU, P. (2018). *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn.* Média Diffusion.

BOWDEN, W. (2003). Epirus vetus : the archaeology of a late antique province.

CALLIGARO, O. (2014). From 'European cultural heritage' to 'cultural diversity'? :The changing core values of European cultural policy. *Politique européenne*, 45(3):60–85.

CNA (2024). Rama's declaration/ "Albanians can kill for friends" - Politikë. https://www.cna.al/english/politike/deklarfata-e-rames-per-miqte-shqiptaret-mund-te-vrasin-i412590.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES (1972). The First Summit Conference of the Enlarged Community. Bulletin of the European Communities.

CONSEIL DE L'EUROPE (2025). Journée de la mémoire de l'Holocauste - Mémoire de l'Holocauste et prévention des crimes contre l'humanité - www.coe.int. https ://www.coe.int/fr/web/holocaust/holocaust-remembrance-day.

CONSEIL EUROPÉEN (1993). Critères de Copenhague.

COUNCIL OF EUROPE (2020). The "House of Leaves" (Tirana) wins 2020 Museum Prize. https ://www.coe.int/en/web/tirana/-/the-house-of-leaves-tirana-wins-2020-museum-prize.

CRÉPIN, B. et ROUGER, M. (2013). Le musée de la grande guerre du pays de meaux : Un nouveau regard sur le tourisme de mémoire. *Cahier Espaces*, 313:108–115.

CROZIER, M. et FRIEDBERG, E. (2014). *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*. Numéro 248 de Points. Éd. du Seuil, Paris.

DAVID, L. (2020a). *The Past Can't Heal Us : The Dangers of Mandating Memory in the Name of Human Rights*. Cambridge University Press.

DAVID, L. (2020b). *The Past Can't Heal Us : The Dangers of Mandating Memory in the Name of Human Rights*. Cambridge University Press. Introduction.

DELLA SALA, V. (2016). Europe's odyssey ? : Political myth and the European Union. *Nations and Nationalism*, 22(3):524–541.

DELORS, J. (1996). Have we betrayed the european economic and social venture. *European Trade Union Yearbook. Brussels : ETUI*, pages 305–334.

DROIT, E. (2009). „die shoah : Von einem westeuropäischen zu einem transeuropäischen erinnerungsort ?". *Europäische Erinnerungsräume*, pages 257–266.

DURKHEIM, É. (2014). *Les formes élémentaires de la vie religieuse : Le système totémique en Australie. Préface de Jean-Paul Willaime*. Presses Universitaires de France.

ELEZI, G. (2019). The Western Balkans and the European Union. *In Oxford Research Encyclopedia of Politics*. Oxford.

FEATHERSTONE, K. et RADAELLI, C. M. (2003). *The Politics of Europeanization*. Oxford University Press, Incorporated, Oxford, UNITED KINGDOM.

FEVZIU, B. (2016). *Enver Hoxha : The Iron Fist of Albania*. Bloomsbury Publishing.

FISCHER, B. J. (1999). *Albania at war, 1939-1945*. Purdue University Press.

FISCHER, B. J. et SCHMITT, O. J. (2022). *A Concise History of Albania*. Cambridge University Press.

GARCIA, P. (2006). Lieux de mémoire. *In* MESURE, S. et SAVIDAN, P., éditeurs : *Dictionnaire des sciences humaines*. Presses Universitaires de France.

GASHI, R. (2012). Types of prisons and labour camps and the position of convicted persons in Albania during the communist dictatorship. *THESIS*.

GENSBURGER, S. (2011). The Righteous among the Nations as elements of collective memory. *International Social Science Journal*, (203/204):146.

GENSBURGER, S. (2013). Localiser le passé. *Genèses*, 92(3):2–5.

GENSBURGER, S. (2014). Comprendre la multiplication des journées de commémoration nationale : Étude d'un instrument d'action publique de nature symbolique. *In L'instrumentation de l'action publique*, pages 345–366. Presses de Sciences Po.

GENSBURGER, S. (2016). Halbwachs' studies in collective memory : A founding text for contemporary 'memory studies'? *Journal of Classical Sociology*, 16(4):396–413.

GENSBURGER, S. (2023). *Qui pose les questions mémorielles ? - Une approche sociologique*. CNRS editions.

GENSBURGER, S. et LAVABRE, M.-C. (2005). Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : la sociologie de la mémoire comme tierce position. page 76. Payot.

GENSBURGER, S. et LEFRANC, S. (2017). *À quoi servent les politiques de mémoire ?* Sciences Po (Les Presses de).

GENSBURGER, S. et WÜSTENBERG, J. (2023). *Dé-commémoration : Quand le monde déboulonne des statues et renomme des rues*. Fayard.

GHODSEE, K. (2014). A Tale of "Two Totalitarianisms" : The Crisis of Capitalism and the Historical Memory of Communism. *History of the Present*, 4(2):115–142.

GINGRAS, Y. (2020). Réflexivité. *In* SAPIRO, G., éditeur : *Dictionnaire international Bourdieu*. CNRS éditions.

GJOCI, N. N. (2018). *Remaking Albania : Public Memory of Communist Past*. Thèse de doctorat, Graduate College of Bowling Green State University.

GRABOWSKI, J. (2016). The holocaust and poland's "history policy". *Israel Journal of Foreign Affairs*, 10(3):481–486.

GUISAN, C. (2013). *A Political Theory of Identity in European Integration : Memory and Policies*. Routledge, London.

HAASTRUP, T. (2020). Albania. *In A Dictionary of the European Union*. Taylor & Francis Group, Oxford, UNITED KINGDOM.

HALBWACHS, M. (1997). *La mémoire collective*. Albin Michel.

HALL, P. A. (1989). *The Political Power of Economic Ideas : Keynesianism across Nations / Ed. by Peter A. Hall*. Princeton university press, Princeton, N.J.

HASSENTEUFEL, P. et SUREL, Y. (2000). Des politiques publiques comme les autres? *Politique européenne*, 1(1):8–24.

HILMAR, T. (2020). Links to the past, bridges for the present. *Agency in European Memory*, pages 241–260.

IACONO, F. et KËLLIÇI, K. L. (2016). Exploring the public perception of Communist Heritage in Post-communist Albania. *Ex Novo : Journal of Archaeology*, 1:55–69.

IHRA (2000). The Declaration of the Stockholm International Forum on the Holocaust (Stockholm Declaration).

INSTAT (2023). Statistika të kulturës, 2023.

Instituti për DEMOKRACI, M. d. K. I. (2022). Kalendari i kujtesës. https://www.idmc.al/en/media/files/IDMC-kalendari-i-kujteses-22.pdf.

Instituti për DEMOKRACI, M. d. K. I. (2023). Kalendari i kujtesës. https://www.idmc.al/media/files/IDMC-kalendari-i-kujteses-23.pdf.

ISSK (2025). Programi i Transparencës. https://iskk.gov.al/programi-i-transparences/.

ISSK (2025). Rreth Instituti i Studimeve për Krimet dhe Pasojat e Komunizmit. https://iskk.gov.al/rreth-iskk/.

JACOMY, M., GIRARD, P., OOGHE, B. et VENTURINI, T. (2016). Hyphe, a Curation-Oriented Approach to Web Crawling for the Social Sciences.

JEFFREY, A. (2012). Trauma : A social theory. *Polity, Cambridge, UK, and Malden, MA*.

JOVIĆ, dejan. (2010). Problems of Early Post-Communist Transition Theory : From Transition from to Transition to. *Politicka Misao : Croatian Political Science Review*, 47(5):44–68.

JUDT, T. (2006). *Postwar : A history of Europe since 1945*. Penguin.

KAISER, W. et STOREIDE, A. H. (2018). International organizations and holocaust remembrance : from europe to the world. *International Journal of Cultural Policy*, 24(6):798–810.

KAS (2025). About us - Konrad-Adenauer-Stiftung. https://www.kas.de/en/about-us.

KROH, J. (2008). *Transnationale Erinnerung : Der Holocaust Im Fokus Geschichtspolitischer Initiativen*. Campus.

KUJTO.AL (2021). Harta e Kujteses - Harta interaktive e burgjeve dhe kampeve të internimit në Shqipëri. https://hartaekujteses.al/.

LAROUSSE (2024). Transition - définition. *In Dictionnaire de français Larousse*. Larousse.

LAVABRE, M.-C. (1994). *Le fil rouge, sociologie de la mémoire communiste*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

LAVABRE, M.-C. (2007). Paradigmes de la mémoire. *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial*, (5):139–147.

LAZEGA, E. (1994). Analyse de réseaux et sociologie des organisations. *Revue française de sociologie*, 35(2):293–320.

LE COURRIER DES BALKANS (2025a). Albanie : l'aéroport de Vlora, propagande électorale et catastrophe environnementale. https://www.courrierdesbalkans.fr/Albanie-l-aeroport-de-Vlora-propagande-electorale-et-catastrophe-environnementale.

LE COURRIER DES BALKANS (2025b). L'Albanie d'Edi Rama en pleine dérive oligarchique et autocratique.

LE DEVEHAT, M. (2020). The local perception of the memory of communism in a dictator's hometown; the case of Gjirokastra. *International Journal of Heritage Studies*, 26(8):753–767.

LE GALÈS, P. (2015). Gouvernance. *In* HERMET, G., BADIE, B., BIRNBAUM, P. et BRAUD, P., éditeurs : *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*. Armand Colin.

LE MONDE (2024). L'Albanie métamorphosée par le tourisme de masse.

LEVY, D. et SZNAIDER, N. (2002). Memory unbound : The holocaust and the formation of cosmopolitan memory. *European journal of social theory*, 5(1):87–106.

LITTOZ-MONNET, A. (2012). The eu politics of remembrance : Can europeans remember together? *West European Politics*, 35(5):1182–1202.

LITTOZ-MONNET, A. (2013). Explaining policy conflict across institutional venues : E uropean u nion-level struggles over the memory of the h olocaust. *JCMS : Journal of common market studies*, 51(3):489–504.

LOK, M., BROLSMA, M. et DE BRUIN, R. (2019). Eurocentrism in European History and Memory. pages 1–224.

LUKIĆ, A. et MASLOV, G. (2014). "Did somebody say 'transition'?" A critical Intervention into the use of a notion. *Praktyka Teoretyczna*, 13(3):203–223.

MAILLARD, S. (2024). L'Albanie au grand défi d'adhérer en 2030. Institut Jacques Delors.

MÄLKSOO, M. (2023). *Handbook on the Politics of Memory*. Edward Elgar Publishing Limited.

MCCONNELL, T. (2021). Erasing Yugoslavia, Ignoring Europe : The Perils of the Europeanisation Process in Contemporary Croatian Memory Politics. *In* MILOŠEVIĆ, A. et TROŠT, T., éditeurs : *Europeanisation and Memory Politics in the Western Balkans*, pages 49–73. Springer International Publishing, Cham.

MCQUAID, S. D. et GENSBURGER, S. (2019). Administrations of Memory : Transcending the Nation and Bringing back the State in Memory Studies. *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 32(2):125–143.

MILOŠEVIĆ, A. et TOUQUET, H. (2018). Unintended consequences : The EU memory framework and the politics of memory in Serbia and Croatia. *Journal of Southeast European & Black Sea Studies*, 18(3):381–399.

MILOŠEVIĆ, A. et TROŠT, T., éditeurs (2021). *Europeanisation and Memory Politics in the Western Balkans*. Springer International Publishing, Cham.

MINISTRIA E TURIZMIT DHE MJEDISIT (2024). Buletin i turizmit shkurt 2024.

MULLER, P. (1999). Gouvernance européenne et globalisation. *Revue internationale de politique comparée*, 6:707–718.

NEUMAYER, L. (2015). Integrating the Central European Past into a Common Narrative : The Mobilizations Around the 'Crimes of Communism' in the European Parliament. *Journal of Contemporary European Studies*, 23(3):344–363.

NORA, P. (1978). Mémoire collective. *La nouvelle histoire*, 399.

NORA, P. (1997). *Les lieux de mémoire*, volume 3. Gallimard Paris.

NORA, P. (2011). *Présent, nation, mémoire*. Gallimard.

OOGHE-TABANOU, B., JACOMY, M., GIRARD, P. et PLIQUE, G. (2018). Hyperlink is not dead! *In Proceedings of the 2nd International Conference on Web Studies*, pages 12–18, Paris France. ACM.

PATEL, K. K. (2013). Integration by Interpellation : The European Capitals of Culture and the Role of Experts in European Union Cultural Policies. *JCMS : Journal of Common Market Studies*, 51(3):538–554.

PERCHOC, P. (2014). Un passé, deux assemblées. :L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le Parlement européen et l'interprétation de l'histoire (2004-2009). *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 45(3):205–235.

PETŐ, A. (2019). " bitter experiences" reconsidered : Paradigm change in holocaust memorialisation.

PETŐ, A. (2021). Politics of memory in edith bruck's three visits to tiszakarád. *Postmigrantisch gelesen Transnationalität, Gender, Care. Eds. Katrin Huxel/Juliane Karakayali/Ewa Palenga-Möllenbeck/Marianne Schmidbaur/Kyoko Shinozaki/Tina Spies/Linda Supik/Elisabeth Tuider*.

PISTAN, C. (2020). Collective Memory in the context of European integration processes : : Some critical reflections on the EU politics of remembrance. *De Europa*, 3(2):21–38.

POLLAK, M. (1993). Mémoire, oubli, silence. *Leçons De Choses*, pages 13–39.

PROŠIĆ-DVORNIĆ, M. (2000). *Serbia : The Inside Story*. Pennsylvania State Univ. Press.

RANGER, T. et HOBSBAWM, E. (1984). The invention of tradition. *Cambridge and New York*.

RAY, L. J. et KAPRALSKI, S. (2019). *Disputed Holocaust Memory in Poland*. Routledge, Taylor & Francis Group.

REPORT TV (2019). Tirana me një muze të ri, shtëpia e Ismail Kadaresë hapet për publikun. https ://www.youtube.com/watch ?v=doxyXxvXLrA.

RICŒUR, P. (2002). La mémoire, l'histoire, l'oubli. *Tijdschrift Voor Filosofie*, 64(1).

RICŒUR, P. (2006). Mémoire, Histoire, Oubli. *Esprit*, (3):20–29.

ROTHBERG, M. (2009). Multidirectional memory and the universalization of the holocaust. *Remembering the Holocaust : a debate*, pages 123–34.

RRUSTEMI, E. (2024). Piramida e Re e Tiranës, largon kujtimet nga vitet e komunizmit. https ://paper.fm/piramida-e-tiranes-nderon-kompleksitetin-e-historise-se-nderteses/.

RUSTOW, D. A. (1971). Sweden's transition to democracy : Some notes toward a genetic theory 1. *Scandinavian Political Studies*.

SAURUGGER, S. (2010). *Théories et concepts de l'intégration européenne*. Références. Sciences Po, les Presses, Paris.

SAVAS, E. S. (1992). Privatization in Post-Socialist Countries. *Public Administration Review*, 52(6): 573–581. Publisher : [American Society for Public Administration, Wiley].

SCHIMMELFENNIG, F. (2005). *The Europeanization of Central and Eastern Europe*. Cornell Studies in Political Economy.

SHQIPTARJA.COM (2025a). Ish Vila e Enver Hoxhës tani rezidencë për artistët shqiptarë e të huaj, Rama : Kur u hap Bunk'Art1 shpërtheu histeria, Bunk'Art2 i vunë kazmën e ngrinin dy gishta -. *Shqiptarja.com*.

SHQIPTARJA.COM (2025b). SPAK tregon pse u prezantua Erion Veliaj si 'i dënuar' në dosje.

SHTËPIA ME GJETHE (2025). Page Instagram. https ://www.instagram.com/muzeukombetarshtepiamegjethe/.

SIERP, A. (2014). Integrating Europe, Integrating Memories : The EU's Politics of Memory since 1945. *In The Transcultural Turn*, chapitre The Transcultural Turn, pages 103–118. De Gruyter.

SLOOTMAECKERS, K. (2017). From “strategic accession” to “tactical europeanisation”. *The Promotion of and Resistance to LGBT Equality in Serbia’s European Integration Process*.

SWEDBERG, R. et AGEVALL, O. (2016). The Max Weber Dictionary : Key Words and Central Concepts, Second Edition. *In The Max Weber Dictionary*. Stanford University Press.

THE TIMES OF ISRAËL (2025). L’Albanie, autrefois isolée, espère un boom du tourisme israélien avec le lancement de vols directs. https ://fr.timesofisrael.com/lalbanie-autrefois-isolee-espere-un-boom-du-tourisme-israelien-avec-le-lancement-de-vols-directs-el-al/.

TODOROV, T. (1993). La mémoire et ses abus. *Esprit (1940-)*, (193 (7)):34–44.

TOUTE L’EUROPE (2024). Albanie : où en est la procédure d’adhésion à l’Union européenne ?

UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY (2014). Report of the Special Rapporteur in the field of cultural rights, regarding memorialization processes.

UNIVERSITY OF TEXAS LIBRARIES (2008). Albania Political Map. Perry-Castañeda Library Map Collection.

VAN DE PUTTE, T. (2024a). *Outsourcing the European Past : An Interscalar Study of Memory and Morality*, chapitre 3. Palgrave Macmillan Memory Studies. Springer Nature Switzerland, Cham.

VAN DE PUTTE, T. (2024b). *Outsourcing the European Past : An Interscalar Study of Memory and Morality*. Palgrave Macmillan Memory Studies. Springer Nature Switzerland, Cham.

WEBER, M. (2012). *Collected Methodological Writings*. Routledge.

WEBER, M. (2013). *L’éthique protestante et l’esprit du capitalisme*. Presses Électroniques de France.

WIKIMEDIA COMMONS (2002). Albanian Flag (Vectorial Representation).

WIKIMEDIA COMMONS (2011). Albania in Europe (Vectorial Map).

WORLD BANK (2024). Chômage, jeunes (% de la population active âgée de 15 à 24 ans) (estimation nationale) - Albania. https ://data.worldbank.org.

WORLD MONUMENTS FUND (2016). Spaç Prison. https ://www.wmf.org/monuments/spa%C3%A7-prison.

Annexe A

Résumé du terrain

TABLE A.1 Récapitulatif des entretiens (semi-directifs et ethnographiques). Âge approximé à la dizaine la plus proche.

N°	Date	Nom	Profession	Affiliation	Lieu	Langue	Âge	Genre	Durée	Ethno.
1	29/10/2024	Meri	Haute fonctionnaire et artiste	Etat Albanais	Tirana	Anglais / Albanais	40	F	1h15	
2	30/11/2024	Xhon	Étudiant	Université de Tirana	Tirana	Anglais	20	H	2h	X
3	30/11/2024	Aleksa	Étudiante	Université de Tirana	Tirana	Anglais	20	F	2h	X
4	30/11/2024	Nadja	Coordinatrice	KAS	Tirana	Anglais	40	F	20min	X
5	31/11/2024	Médiatrice 1	Médiatrice	Maison des Feuilles	Tirana	Albanais	20	F	20min	X
6	23/01/2025	Jean	Cadre, service international	Memorial	Paris	Français	50	H	1h	
7	01/02/2025	Meri	Haute fonctionnaire et artiste	Etat Albanais	Tirana	Anglais	40	F	1h15	
8	01/02/2025	Tanos	Artiste	Académie des Arts d'Albanie	Tirana	Anglais	40	H	1h15	
9	05/02/2025	Natasha	Dir. établissement sco et prof d'histoire	Ministère éducation et EuroClio	Tirana	Albanais	60	F	1h15	
10	05/02/2025	Vangjel	Dir. musée public et médiateur	Maison des Feuilles	Tirana	Anglais	30	H	30min	
11	06/02/2025	Vangjel	Dir. musée public et médiateur	Maison des Feuilles	Tirana	Anglais	30	H	31min	
12	07/02/2025	Fatos	Ancien Ministre	Etat Albanais	Tirana	Anglais	40	H	1h	
13	17/02/2025	Artur	Prof. secondaire	Ministère éducation et EuroClio	Whatsapp	Anglais	40	H	1h	
14	21/02/2025	Liri	Chercheuse	ISSK et EuroClio	Tirana	Anglais	40	F	2h	X
15	21/02/2025	Médiatrice 2	Médiatrice	Bunk'art 2	Tirana	Albanais	20	F	20min	X
16	21/02/2025	Prof 1	Prof. secondaire en formation	Ministère de l'éducation	Tirana	Albanais	30	H	30min	X
17	22/02/2025	Eve	Conférencière	Memorial	Tirana	Français	30	F	30min	X
18	22/02/2025	Merita	Coordinatrice	IDMC	Tirana	Anglais	50	F	20min	X
19	23/02/2025	Jeanne	Prof. secondaire France	Memorial	Tirana	Français	40	F	20min	X
20	23/02/2025	Prof 2	Prof. secondaire en formation	Ministère de l'éducation	Tirana	Albanais	40	F	30min	X
21	23/02/2025	Prof 3	Prof. secondaire en formation	Ministère de l'éducation	Tirana	Anglais	30	H	30min	X
22	23/02/2025	Pierre	Prof. histoire en France	Memorial	Tirana	Français	40	H	30min	X
23	25/02/2025	Violeta	Chef service d'archives	ISSK	Tirana	Anglais	30	F	20min	X
24	25/02/2025	Liri	Chercheuse	ISSK et EuroClio	Tirana	Anglais	40	F	1h30	
25	23/03/2025	Flora	Prof. histoire université	Ministère éducation et EuroClio	Whatsapp	Albanais / Anglais	50	F	1h	

TABLE A.2 Tableau récapitulatif des observations d'activités mémorielles.

Date	Horaires	Lieu d'observation	Activité observée	Nombre d'heures d'observation d'activités
28/10/2024	10h00 - 12h00	Université de Tirana	*Autumn School* de la KAS sur le stalinisme albanais	2h
29/10/2024	10h00 - 13h00	Université de Tirana	*Autumn School* de la KAS sur le stalinisme albanais	3h
30/10/2024	10h00 - 15h00	Université de Tirana et Piramida	*Autumn School* de la KAS sur le stalinisme albanais	5h
31/10/2024	10h00 - 15h00	Université de Tirana et Maison des feuilles	*Autumn School* de la KAS sur le stalinisme albanais	5h
21/02/2025	13h00 - 19h00	Hôtel International de Tirana	Séminaire Holocauste EuroClio/Mémorial	5h
21/02/2025	19h00 - 22h00	Ambassade de France à Tirana	Accueil par l'ambassade du séminaire	3h
22/02/2025	09h00 - 20h00	Hôtel International de Tirana	Séminaire Holocauste EuroClio/Mémorial	11h
22/02/2025	20h30 - 23h00	Restaurant	Dîner avec les participants du séminaire	2h30
23/02/2025	09h00 - 13h00	Hôtel International de Tirana	Séminaire Holocauste EuroClio/Mémorial	4h
24/02/2025	09h30 - 13h00	Europe House Tirana	Conférence Mémoire et Média (IDMC)	3h30
29/04/2025	14h00 - 17h00	Zoom	Formation en ligne Mémorial / Professeurs Albanais	2h
09/05/2025	14h00 - 16h00	Zoom	Formation en ligne Mémorial / Professeurs Albanais	3h
			Total heures	**49h**

TABLE A.3 Dates des voyages en Albanie

Voyage	Date	Ville	Jours
1	20/08/2024 – 24/08/2024	Tirana	4
2	26/11/2024 – 02/12/2024	Tirana	7
3	25/01/2025 – 11/02/2025	Tirana / Fier	17
4	20/02/2025 – 28/02/2025	Tirana	7
		Total jours	**35**

TABLE A.4 Résumé du corpus de Hyphe

Pages	Nombre de pages
Trouvées par Hyphe	31 462
*Crawlé*s	5 880
Exclues manuellement	1 762
Nombre de pages gardées dans le corpus	**75**

Lieux de mémoire visités sur le terrain : Musée Enver Hoxha (Gjirokastër [1]), Musée Ismaïl Kadaré (Gjirokastër), Musée Municipal (Fier), Maison des Feuilles (Tirana), Bunk'art 1 (Tirana), Maison des femmes ou MiG (Tirana), Piramida (Tirana), Archives Nationales (Tirana), Mémorial

1. Ville visitée à l'été 2024.

pour les morts de la Seconde Guerre mondiale (Tirana), Camps dans la région de Seman (non lieux-de-mémorisé).

Annexe B

Utilisation de services tiers

Nous avons veillé à utiliser le moins possible les services d'IA générative, en raison de leur consommation énergétique élevée et de leur probité scientifique douteuse.

TABLE B.1 Utilisation des services de traduction, d'IA générative et de vérification orthographique

Service utilisé	**Usage**
ChatGPT	- Débogage de code LaTeX - Éléments rédactionnels non présents dans la version finale (Un paragraphe dans l'introduction et un paragraphe dans les chapitres 2 et 3) - Recherches documentaires marginales (définition coopération, définition intégration européenne, fondation de la KAS)
Claude	- Débogage de code LaTeX - Débogage de code Python
Google Translate	- Aide pour la traduction de premiers jets Albanais – Anglais
DeepL	- Traductions épisodiques de l'anglais au français (premiers jets)
Overleaf	- Utilisation du correcteur orthographique intégré (Writefull)